

CONSEIL COMMUNAL DU 17 FÉVRIER 2020
GEMEENTERAAD VAN 17 FEBRUARI 2020

REGISTRE
REGISTER

Présents Aanwezig	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter</i> ; Rik Jellema, Patrick Lenaers, Françoise de Halleux, Frank Van Bockstal, Aziz Es, Karim Sheikh Hassan, Eliane Paulissen, Colette Njomgang, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Bernard de Marcken de Merken, André du Bus, Jean Laurent, Gisèle Mandaila, Arnaud Van Praet, Virginie Taittinger, Florence Pendeville, Anne Vandersande, Caroline Joway, Audrey Petit, Zacharia Moktar, Vincent Paul Louis Biauce, Emeline Houyoux, Joanna Kaminska, Ethel Savelkoul, Vanessa Araujo Miño, Lucien Rigaux, Maryam Matin Far, Jean-Luc Debroux, Dennis Van Der Knaap, Thierry Mommer, Louise-Marie Bataille, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Annick Petit, <i>Secrétaire communal f.f./wnd. Gemeentesecretaris</i> .
Excusés Verontschuldigd	Rachid Madrane, Olivier Colin, Françoise Alix Marie Van Mallegem, Laure-Mélanie Defèche, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 20:18
Opening van de zitting om 20:18

Madame Audrey PETIT vote la première aux appels nominaux par ordre alphabétique.
Mevrouw Audrey PETIT is de eerste stemmer bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

L'urgence sur deux points est adoptée. Ces points sont intégrés dans le registre au numéro 25 & 26; les numéros des points suivants sont adaptés en conséquence.

De dringendheid van twee punten wordt goedgekeurd. Deze punten worden toegevoegd aan het register onder het nummer 25 & 26, de nummers van de volgende punten worden bijgevolg aangepast.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

17.02.2020/A/0001 **Procès-verbal de la séance du Conseil Communal du 20.01.2020**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 20.01.2020

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Le Conseil communal,

Vu sa lettre du 14 août 2019, par laquelle M. Damien GERARD, membre du Conseil communal d'Etterbeek, présente sa démission ;

Considérant que cette démission entraîne celle de M. Gérard en tant que membre du Conseil de Police de la zone 5343 – Montgomery ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de le remplacer au sein dudit Conseil ;

Considérant que l'article 19 de la loi du 07.12.1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (« L.P.I. ») stipule que « Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de police avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a pas de suppléants, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé la présentation du membre à remplacer, peuvent présenter ensemble un candidat membre effectif et un ou plusieurs candidats suppléants. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants l'étant dans l'ordre de leur présentation.

S'il en est autrement, il est pourvu au remplacement par un vote secret où chaque conseiller communal dispose d'une voix et où le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé est déclaré élu. En cas de parité de voix, l'article 17 est applicable. » ;

Considérant qu'il n'y a plus de suppléant, M. Christophe GASIA ayant démissionné de ses fonctions de conseiller communal ;

Considérant que l'acte de présentation avait été signé par M. Damien GERARD uniquement ; qu'il y a donc lieu de procéder à une nouvelle élection ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2000 relatif à l'élection des membres du conseil de police dans chaque conseil communal ;

Vu les actes de présentation, au nombre de 2, introduits conformément aux articles 2, 4 et 5 de l'Arrêté royal du 20 décembre 2000 relatif à l'élection des membres du Conseil de police dans chaque Conseil communal ;

Considérant que, respectivement, ces actes présentent les candidats mentionnés ci-après et qu'ils sont désignés par les conseillers communaux suivants :

Candidats membres effectifs	Candidats membres suppléants
-----------------------------	------------------------------

Acte de présentation n°1, signé par M. Vincent BIAUCE

M. Jean-Luc DEBROUX	M. Dennis VAN DER KNAAP
	M. Vincent BIAUCE

Acte de présentation n°2, signé par M. André du BUS de WARNAFFE et Mme Gisèle MANDAILA

--

M. André du BUS de WARNAFFE	Mme Gisèle MANDAILA
-----------------------------	---------------------

Vu la liste des candidats établie par le Bourgmestre, conformément à l'article 7 de l'Arrêté royal précité, sur la base desdits actes de présentation et libellée comme suit :

Candidats membres effectifs	Candidats membres suppléants
M. Jean-Luc DEBROUX	M. Dennis VAN DER KNAAP
	M. Vincent BIAUCE
M. André du BUS de WARNAFFE	Mme Gisèle MANDAILA
	/

Considérant que conformément à l'article 10 de l'Arrêté royal du 20 décembre 2000, les deux conseillers communaux les moins âgés assistent le Bourgmestre lors des opérations de scrutin et du recensement des voix ;

Considérant que M. Lucien RIGAUX et Mme Emeline HOUYOUS assistent le Bourgmestre lors des opérations du scrutin et du recensement des voix ;

Considérant que l'élection des membres effectifs du conseil de police et de leur(s) éventuel(s) suppléant(s) a lieu en séance publique et à scrutin secret ;

31 conseillers prennent part aux scrutins et reçoivent chacun un bulletin de vote ;
 31 bulletins de vote sont remis au Bourgmestre et à ses assesseurs ;
 31 bulletins de vote ont été trouvés dans l'urne ;

Considérant que le recensement des voix en ce qui concerne ces bulletins donne le résultat suivant :

0 bulletins non valables ;
 0 bulletins blancs ;
 31 bulletins valables.

Considérant que les suffrages exprimés sur les 31 bulletins de vote valables, se répartissent comme suit :

Nom et Prénom des candidats membres effectifs	Nombre de voix obtenues
M. Jean-Luc DEBROUX	27
M. André du BUS de WARNAFFE	4
Nombre total	31

Considérant que les suffrages ont été exprimés au nom de candidats membres effectifs présentés ;

Considérant que le candidat membre effectif qui a obtenu le plus grand nombre de voix est élu ;

Considérant qu'en cas de parité de voix, la L.P.I. accorde la préférence dans l'ordre indiqué ci-après :

1° au candidat qui, au jour de l'élection, est membre du collège de police ou du conseil de police. Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, la préférence est accordée à celui qui, sans interruption, a exercé son mandat pendant le temps le plus long;

- 2° au candidat qui, antérieurement, a été membre du collège de police ou du conseil de police. Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, la préférence est accordée à celui qui a exercé son mandat sans interruption pendant le temps le plus long, et en cas d'égalité de durée à celui qui est sorti de charge le plus récemment;
- 3° au candidat le plus jeune;

Considérant que le Bourgmestre établit que :

Est élu membre effectif du Conseil de Police	Les candidats, présentés comme si pour le membre effectif élu ment contre, sont, de plein droit et dans la présentation, les suppléants de ces élus
M. Jean-Luc DEBROUX Né le 17.01.1962 Profession : Administrateur	M. Dennis VAN DER KNAAP Né le 30.08.1994 Profession : Employé M. Vincent BIAUCE Né le 09.08.1975 Profession : Consultant

Que les conditions d'éligibilité sont remplies par :

- le candidat membre effectif élu.
- les 2 candidats, de plein droit suppléants de ce candidat membre effectif.

Considérant que le présent procès-verbal sera, en application de l'article 18 bis de la loi du 7 décembre 1988 et de l'article 15 de l'arrêté royal du 20 décembre 2000 envoyé en deux exemplaires au Collège visé à l'article 83 quinquies § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Politieraad - Vervanging van een lid (Dhr. Gérard).

De gemeenteraad,

gelet op zijn brief van 14 augustus 2019 waarin de heer Damien GERARD, gemeenteraadslid van Etterbeek, zijn ontslag indient;

overwegende dat dat ontslag leidt tot het ontslag van dhr. Gérard als lid van de politieraad van de politiezone 5343 – Montgomery;

overwegende dat hij daarom moet vervangen worden in die raad;

overwegende dat artikel 19 van de wet van 07.12.1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus het volgende bepaalt: "Wanneer een effectief lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de politieraad en hij geen opvolger of opvolgers heeft, kunnen alle nog in functie

zijnde gemeenteraadsleden die de voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een kandidaat effectief lid en één of meer kandidaat-opvolgers voordragen. In dit geval worden deze kandidaten verkozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in orde van hun voordracht.

Is zulks niet het geval, dan wordt in de vervanging voorzien bij een geheime stemming waarbij elk gemeenteraadslid over één stem beschikt en de kandidaat die de meeste stemmen behaalde verkozen wordt verklaard. Bij staking van stemmen is artikel 17 van toepassing.”

overwegende dat er geen opvolger meer is aangezien dhr. Christophe GASIA ontslag heeft genomen uit zijn functie van gemeenteraadslid;

overwegende dat de akte van voordracht enkel werd ondertekend door dhr. Damien GERAD; dat er dus moet worden overgegaan tot een nieuwe verkiezing;

gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2000 betreffende de verkiezing in elke gemeenteraad van de leden van de politieraad;

gelet op de akten van voordracht, 2 in totaal, die werden ingediend in overeenstemming met de artikelen 2, 4 en 5 van het koninklijk besluit van 20 december 2000 betreffende de verkiezing in elke gemeenteraad van de leden van de politieraad;

overwegende dat die akten respectievelijk de hieronder genoemde kandidaten voordragen en dat zij ondertekend zijn door de volgende gemeenteraadsleden:

Kandidaat-effectieve leden	Kandidaat-opvolgers
-----------------------------------	----------------------------

Akte van voordracht nr. 1, ondertekend door dhr. Vincent BIAUCE

Dhr. Jean-Luc DEBROUX	Dhr. Dennis VAN DER KNAAP
	Dhr. Vincent BIAUCE

Akte van voordracht nr. 2, ondertekend door Dhr. André du BUS de WARNAFFE en Mw. Gisèle MANDAILA

Dhr. André du BUS de WARNAFFE	Mw. Gisèle MANDAILA
-------------------------------	---------------------

gelet op de kandidatenlijst die opgemaakt werd door de burgemeester, overeenkomstig artikel 7 van het bovenvermeld koninklijk besluit, op basis van voormelde akten van voordracht en die als volgt luidt:

Kandidaat-effectieve leden	Kandidaat-opvolgers
Dhr. Jean-Luc DEBROUX	Dhr. Dennis VAN DER KNAAP
	Dhr. Vincent BIAUCE
Dhr. André du BUS de WARNAFFE	Mw. Gisèle MANDAILA
	/

overwegende dat, overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 20 december 2000, de twee jongste gemeenteraadsleden de burgemeester bijstaan bij de verrichtingen van de stemming en van de telling van de stemmen;

overwegende dat Dhr. Lucien RIGAUX en Mw. Emeline HOUYOUX de burgemeester bijstaan bij de verrichtingen van de stemming en de telling van de stemmen;

overwegende dat de verkiezing van de effectieve leden van de politieraad en hun eventuele opvolger(s) plaatsvindt in openbare zitting en bij geheime stemming;

31 raadsleden nemen deel aan de stemmingen en ontvangen ieder een stembiljet;

31 stembiljetten worden overhandigd aan de burgemeester en zijn bijzitters;

31 stembiljetten werden in de stembus gevonden;

overwegende dat de stemopneming van die stembiljetten het volgende resultaat geeft:

0 nietige stembiljetten;

0 blanco stembiljetten;

31 geldige stembiljetten;

overwegende dat de stemmen die uitgebracht zijn op de 31 geldige stembiljetten als volgt werden toegekend:

Naam en voornaam van de kandidaat-effectieve leden	Aantal behaalde stemmen
Dhr. Jean-Luc DEBROUX	27
Dhr. André du BUS de WARNAFFE	4
Totaalaantal	31

overwegende dat de stemmen werden uitgebracht op naam van de voorgedragen kandidaat-effectieve leden;

overwegende dat het kandidaat-effectief lid dat de meeste stemmen heeft behaald verkozen wordt;

overwegende dat de wet tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, bij staking van stemmen voorrang verleent in de hierna vermelde volgorde:

1° aan de kandidaat die, op de dag van de verkiezing, lid is van het politiecollege of de politieraad. Indien één of meerdere kandidaten in dit geval verkeren wordt de voorrang verleend aan degene die zonder onderbreking zijn mandaat het langst heeft uitgeoefend;

2° aan de kandidaat die, voorheen, lid is geweest van het politiecollege of de politieraad. Indien twee of meerdere kandidaten in dit geval verkeren, wordt voorrang verleend aan degene die zonder onderbreking het langst zijn mandaat heeft uitgeoefend, en bij gelijke duur, aan degene die het het laatst heeft beëindigd;

3° aan de jongste kandidaat;

overwegende dat de burgemeester vaststelt dat:

Verkozen wordt tot effectief lid van de politieraad	de kandidaten, die als opvolgers hiernaast vermeld verkozen effectief werden voorgedragen, van rechtswege in de volgorde van de voordracht de hiernaast vermeld zijn van deze verkozen effectieve leden
--	--

<p>Dhr. Jean-Luc DEBROUX Geboren op 17.01.1962 Beroep: Administrateur</p>	<p>Dhr. Dennis VAN DER KNAAP Geboren op 30.08.1994 Beroep: Bediende</p> <p>Dhr. Vincent BIAUCE Geboren op 09.08.1975 Beroep: Consultant</p>

dat de verkiesbaarheidsvoorwaarden worden vervuld door:

- het verkozen kandidaat-effectief lid.
- de 2 kandidaten, van rechtswege de opvolgers van dit kandidaat-effectief lid.

overwegende dat dit proces-verbaal overeenkomstig artikel 18 bis van de wet van 7 december 1988 en artikel 15 van het koninklijk besluit van 20 december 2000 in dubbel exemplaar naar het college bedoeld in artikel 83 quinquies § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen zal worden toegestuurd.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Vincent DE WOLF:

Nous avons reçu 2 candidatures : 1 candidature effective de M. Jean-Luc DEBROUX, et une candidature effective de M. du BUS de WARNAFFE et aussi des candidatures de suppléants. Donc les modalités de vote vous sont rappelées sur le bulletin de vote, ce n'est pas purement symbolique, puisque rappelez-vous la dernière fois des erreurs avaient été commises au moment du vote, sauf qu'il y avait eu des conséquences qui pourraient être rattrapées vu la démission de M. GÉRARD. Il ne faut cocher qu'une seule case par bulletin sous peine de rendre le bulletin nul. Donc il ne faut cocher que la case en regard du candidat effectif, puisque l'élection du candidat effectif emporte automatiquement l'élection du candidat suppléant à sa suite. La candidature de la majorité est celle de M. Jean-Luc DEBROUX. Je ne peux pas être plus clair je pense.

On peut ramasser les bulletins de vote. Je vous prononcerai le résultat après dépouillement. Les 2 plus jeunes de l'assemblée, donc M. RIGAUX et Mme HOUYOUX sont invités à assister au dépouillement.

Vincent DE WOLF

Wij hebben 2 kandidaturen ontvangen: 1 kandidatuur voor werkend lid van dhr. Jean-Luc DEBROUX en een kandidatuur voor werkend lid van dhr. du BUS de WARNAFFE en ook kandidaturen voor plaatsvervangers. De procedure voor de stemming wordt dus herhaald op het stembiljet. Het is niet louter symbolisch aangezien er, herinnert u het zich nog, de laatste keren fouten werden gemaakt op het moment van de stemming. Dat had gevolgen die nu zouden kunnen worden rechtgezet gezien het ontslag van de heer GÉRARD. U mag slechts één hokje aankruisen per stembiljet. Zo niet, dan kan het stembiljet ongeldig worden verklaard. U moet dus enkel het hokje aankruisen voor de effectieve kandidaat aangezien de verkiezing van de effectieve kandidaat automatisch de verkiezing van de kandidaat-plaatsvervanger betekent. De kandidatuur van de meerderheid is die van de heer Jean-Luc DEBROUX. Ik denk dat ik niet duidelijker kan zijn.

We kunnen de stembiljetten ophalen. Ik zal u het resultaat van de telling meedelen. De twee jongste leden van de vergadering, dus mijnheer RIGAUX en mevrouw HOUYOUX worden

17.02.2020/A/0003 **Conseil de l'action sociale - remplacement d'un membre (M. Cocle).**

Le Conseil communal,

Vu l'élection de M. Gauthier COCLE au Conseil de l'Action sociale en date du 21.01.2019 ;

Considérant qu'aucun suppléant n'avait été présenté à cette élection ;

Vu son mail du 31 janvier 2020, par laquelle M. Cocle présente sa démission de ce poste ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de le remplacer au sein dudit Conseil ;

Considérant que l'article 17 de la Loi organique des centres publics d'action sociale du 08.07.1976 précise que « lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de l'action sociale avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a plus de suppléant, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé l'acte de présentation du membre à remplacer peuvent présenter un nouveau candidat membre effectif et au moins deux candidats suppléants de sexe différent. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants dans l'ordre de leur numérotation.

Deux candidats suppléants qui se suivent sur l'acte de présentation sont de sexe différent.
(...) »

Considérant que l'acte de présentation de M. Cocle avait été signé par M. Rik JELLEMA et Mme Françoise VAN MALLEGHEM ; que ceux-ci ont signé un acte de présentation relatif à un candidat membre effectif, et à ses 4 quatre candidats suppléants ;

Considérant que cet acte de présentation répond aux conditions de la loi du 08.07.1976 ;

Proclame élues les personnes suivantes, respectivement aux postes de membre effectif et suppléants au Conseil de l'Action sociale :

- Membre effectif : M. Christophe PIERROUX
- Suppléants (dans l'ordre) : Mme Laurence Suzanne GALLETZ, M. Quentin Catherine PEIGNEUR, Mme Maria Isabel NOGUERAS VILA et M. Jordi TIO ROTLLAN.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Raad voor maatschappelijk welzijn - Vervanging van een lid (Dhr. Cocle).

De gemeenteraad,

gelet op de verkiezing van de heer Gauthier COCLE in de raad voor maatschappelijk welzijn op 21.01.2019;

overwegende dat er geen enkele opvolger werd voorgedragen bij die verkiezing;

gelet op zijn mail van 31 januari 2020 waarin de heer Cocle zijn ontslag aanbiedt uit de functie;

overwegende dat hij daarom moet vervangen worden in die raad;

overwegende dat artikel 17 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 08.07.1976 bepaalt dat “wanneer een werkend lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de raad voor maatschappelijk welzijn en hij geen opvolger meer heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de akte van voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een nieuw kandidaat-werkend lid en tenminste twee kandidaat-opvolgers van verschillend geslacht voordragen. In dit geval zijn deze kandidaten gekozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in de orde van hun nummering.

Twee kandidaat-opvolgers die opeenvolgend staan op de akte van voordracht, zijn van verschillend geslacht.

(...)”

overwegende dat de akte van voordracht van de heer Cocle werd ondertekend door de heer Rik JELLEMA en mevrouw Françoise VAN MALLEGHEM; dat zij een akte van voordracht hebben ondertekend voor een kandidaat-werkend lid en zijn 4 vier kandidaat-opvolgers;

overwegende dat die akte van voordracht beantwoordt aan de voorwaarden uit de wet van 08.07.1976;

Verklaart de volgende personen gekozen, respectievelijk voor de functies van werkend lid en opvolgers voor de raad voor maatschappelijk welzijn:

- Werkend lid: de heer Christophe PIERROUX
- Opvolgers (in volgorde): mevrouw Laurence Suzanne GALLEZ, de heer Quentin Catherine PEIGNEUR, mevrouw Maria Isabel NOGUERAS VILA en de heer Jordi TIO ROTLLAN.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Affaires générales - Algemene Zaken

17.02.2020/A/0004 **Règlement relatif à l’octroi de primes dans le cadre du plan de revalorisation des commerçants et artisans de proximité**

Le Conseil communal,

Vu l’article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant le rôle prépondérant des commerçants et artisans de proximité dans le dynamisme, la convivialité et la cohésion sociale des quartiers ;

Considérant les objectifs fixés dans la Note d’orientation politique qui visent, notamment, la diversification des commerces en privilégiant les commerces d’économie locale, le

soutien aux commerçants et artisans en vue d'appréhender les nouvelles pratiques des consommateurs (y compris l'utilisation des nouvelles technologies) ou encore l'accompagnement des candidats entrepreneurs qui souhaitent s'installer à Etterbeek ;
Considérant les visites de terrain et l'identification des besoins et attentes des commerçants et artisans de proximité sur le territoire communal ;

Considérant la nécessité de soutenir les entrepreneurs et la création d'activités sur le territoire communal ;

Considérant les difficultés rencontrées par les indépendants et les commerces de proximité lorsqu'il s'agit de faire face à la concurrence des grandes enseignes et au déploiement grandissant des plateformes de l'e-commerce ;

Considérant l'importance de lutter contre les cellules commerciales vides ;

Considérant que le Gouvernement régional entend aussi mettre la priorité sur les commerces de proximité et la revitalisation des quartiers ;

Considérant que l'octroi d'une prime communale contribuera à valoriser et à redynamiser l'activité des commerçants et artisans locaux ;

Considérant l'article 520/332-02-02 relatif aux primes PME du service ordinaire du budget 2020 ;

Considérant l'article 520/332-02-03 portant sur le subside Entreprendre à Etterbeek du service ordinaire du budget 2020 ;

Considérant les "Actions et principes retenus" sur le Commerce dans le Plan Communal de Développement voté en novembre 2005 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE d'approuver le règlement relatif à l'octroi de primes dans le cadre du plan de revalorisation des commerçants et artisans de proximité :

Règlement relatif à l'octroi de primes dans le cadre du plan de revalorisation des commerçants et artisans de proximité

Article 1 – Système Etterbeekois de primes pour la revalorisation des commerçants et artisans de proximité La commune d'Etterbeek se dote d'un Plan de revalorisation des commerçants et artisans de proximité qui contribuent au dynamisme, à l'attractivité, à la convivialité et à la qualité de vie dans les quartiers. Le plan consiste, *notamment*, en la création d'un système de primes visant à soutenir les commerçants et artisans de proximité selon le type de projets entrepris.

Article 2 - Définitions Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° Commerçant : toute personne physique ou morale développant une activité commerciale ouverte au public sur le territoire de la commune d'Etterbeek ;

2° Artisan : toute personne physique ou morale active dans la production, la transformation, la réparation, la restauration d'objets, la prestation de services dont les activités présentent des aspects essentiellement manuels, un caractère authentique, développant un certain savoir-faire axé sur la qualité, la tradition, la création ou l'innovation ;

3° Primes :

Prime starter (prime premier établissement) : la prime destinée aux commerçants et artisans installés à Etterbeek pour la première fois ;

Prime booster (prime à l'investissement) : la prime destinée aux commerçants et artisans qui consentent à un nouvel investissement en vue de redynamiser ou d'étendre leur activité commerciale ou artisanale. La prime booster couvre, notamment, les missions de consultance, les sessions de formation, l'investissement en matériel et mobilier nécessaire à l'activité exercée (hors stock) ou tout autre projet qui contribue, à l'appréciation du Collège des Bourgmestre et Echevins, au développement d'une activité commerciale ou artisanale ;

Toute demande doit revêtir un caractère utile par rapport aux activités de l'entreprise (apportant une plus-value objective) ou nécessaire qui sera apprécié par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Prime upgrader (prime à l'embellissement): une prime destinée aux commerçants et artisans réalisant des petits travaux et rénovations en vue de la mise en valeur de l'établissement où ils exercent leur activité.

Article 3 - Montant

Dans les limites des crédits budgétaires communaux disponibles pour l'exercice en cours, le montant de la prime est fixé à 60% du montant du projet admis TVAC avec un maximum de 1.000 euros par prime. Le montant maximal de la prime est majoré de 50% (soit un plafond porté à 1.500 euros), lorsque le projet admis participe aux objectifs du développement durable, notamment, la promotion de l'économie circulaire, à savoir:

Le montant maximal de la prime est majoré de 50% (soit un plafond porté à 1500 euros), lorsque le projet admis participe au développement du commerce équitable, notamment, l'achat et la vente de produits qui assurent un revenu vital aux producteurs et travailleurs.

Le montant maximal de la prime est majoré de 50% (soit un plafond porté à 1500 euros), lorsque le projet admis est géré par un commerçant ou un artisan qui engage des travailleurs en situation de handicap et qui bénéficie soit de la prime d'insertion soit de l'intervention dans l'adaptation du poste de travail (interventions prévues par l'arrêté 2014/152 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19,1° et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée).

Le montant maximal de la prime est majoré de 50% (soit un plafond porté à 1.500 euros), lorsque le projet admis participe au développement de l'économie numérique (utilisation de nouvelles technologies de l'information et de la communication, formation à l'accompagnement de la transformation économique par les TIC, etc.)

Une seule prime est octroyée par commerçant et artisan par année civile, sauf dérogation accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 4 – Conditions d'octroi de la prime

Pour prétendre à une des primes instituées par le présent règlement, le demandeur devra remplir les conditions suivantes :

1° Etre un commerçant ou un artisan conformément aux définitions reprises à l'article 2 du présent règlement, ~~***dont le l'établissement est accessible au public les jours de la semaine, selon les horaires indiqués de manière visible, à l'exception des jours de repos légaux hebdomadaires ;***~~

2° Etre en règle avec les dispositions légales et les réglementations fiscales, sociales et environnementales qui régissent l'exercice de la profession pour laquelle la prime est sollicitée, ainsi que vis-à-vis des prescriptions urbanistiques ;

3° Etre établi sur le territoire de la commune d'Etterbeek ou, lorsqu'il s'agit d'une demande pour une prime starter, s'établir professionnellement pour la première fois sur le territoire de la commune d'Etterbeek en y maintenant son activité professionnelle à titre principal pendant une période d'au moins 2 ans à dater de l'octroi de la prime ;

4° Déclarer sur l'honneur occuper moins de 10 ETP , disposer d'un chiffre d'affaires ou d'un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros et ne pas exercer son activité dans un des secteurs expressément exclus conformément à l'article 6 du présent règlement ;

5° Notifier par recommandé dans les plus brefs délais au Collège des Bourgmestre et Echevins la cessation de son activité professionnelle à Etterbeek ;

6° Restituer intégralement la prime si la déclaration afférente à l'octroi de la prime s'avère être inexacte ou incomplète.

Article 5 – Formalités administratives

Pour être recevable, la demande doit être introduite par le commerçant ou l'artisan de l'établissement ***accessible au public*** dans les six mois qui suivent la réception de la facture finale du projet pour lequel une prime est sollicitée, au moyen d'un formulaire mis à

disposition au Guichet unique des classes moyennes (Hôtel communal ou par mail classesmoyennes@etterbeek.be) ou téléchargeable via le site internet de la commune (www.etterbeek.be). La demande est adressée au Guichet unique des classes moyennes soit par recommandé, soit contre accusé de réception. En cas de demande par mail au service concerné, la date du mail d'accusé de réception fait foi. La demande doit obligatoirement être accompagnée des pièces justificatives spécifiées dans le formulaire de demande (descriptif du projet, facture, preuve de paiement, déclaration sur l'honneur, etc.). Les demandes incomplètes ne sont pas prises en compte. Le Guichet unique des classes moyennes centralise les demandes d'octroi de prime et vérifie le respect des conditions d'octroi sur la base des pièces fournies par le demandeur. Sur base de l'avis du Guichet unique des classes moyennes, le Collège des Bourgmestre et Echevins décide de l'attribution de la prime. Tout refus d'octroi de la prime doit être motivé. La décision est portée à la connaissance du demandeur de la prime par courrier. L'attribution des primes s'effectue dans l'ordre chronologique de l'introduction des demandes. Un registre de demandes de prime est tenu en fonction de la date de réception des demandes. Toute contestation sera adressée par courrier recommandé au Collège des Bourgmestre et Echevins dans les 30 jours de la notification de la décision.

Article 6 – Exclusions

Les activités exercées dans les secteurs suivants ne pourront prétendre à la prime:

- les night-shops et les phone-shops
- les agences de paris et de jeux de hasard
- les banques et les autres institutions financières
- le secteur des assurances le secteur de la vente,
- de l'achat et de la location des biens immobiliers
- la grande distribution, y compris les supermarchés et hypermarchés,

Article 7 - Litiges

Tout conflit d'interprétation des dispositions du présent règlement sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

Article 8 – Entrée en vigueur

Le présent règlement, approuvé au Conseil communal du 17 février 2020, entre en vigueur le 01/03/2020.

Article 9 – Publicité

Une copie du présent règlement sera envoyée par mail ou par courrier postal à l'ensemble des artisans et commerçants établis ou ayant le siège social de leur entreprise à Etterbeek.

Dans un souci de transparence, l'inventaire des primes accordées et leurs bénéficiaires seront publiés sur le site communal au plus tard deux mois après la décision d'octroi de la prime.

Article 10 – Evaluation

Les présents règlements et Plans feront l'objet d'une évaluation au plus tard le 30 juin 2021. Cette évaluation intégrera une analyse statistique des demandes de primes ainsi qu'une évaluation des besoins des Commerces et Artisans locaux. Cette évaluation contribuera à la mise à jour du Plan Communal de développements en particulier sur son aspect e-commerce ainsi qu'à une adaptation éventuelle de la liste des exclusions.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Votes sur les amendements : 27 pour - 4 abstentions

31 votants : 27 votes positifs, 4 abstentions.

Abstentions : Caroline Joway, Vincent Paul Louis Biauçe, Vanessa Araujo Miño, Jean-Luc Debroux.

Reglement betreffende de toekenning van premies in het kader van het herwaarderingsplan voor buurthandelaars en -ambachtslui

De Gemeenteraad,

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de belangrijke rol die buurthandelaars en -ambachtslui spelen in het dynamisme, de gezelligheid en de sociale cohesie van de wijken;

gelet op de doelstellingen die werden vastgelegd in de politieke oriëntatienota die in het bijzonder de diversificatie van de handelszaken beogen door de voorkeur te geven aan lokale handelszaken, steun voor handelaars en ambachtslui om de nieuwe consumentengewoonten te begrijpen (met inbegrip van het gebruik van nieuwe technologieën) of de begeleiding van kandidaat-ondernemers die zich in Etterbeek willen vestigen;

gelet op de bezoeken op het terrein en de behoeften en verwachtingen die werden geïdentificeerd bij de buurthandelaars en -ambachtslui op het gemeentelijke grondgebied;

gelet op de noodzaak om ondernemers en de oprichting van activiteiten op het gemeentelijke grondgebied te steunen;

gelet op de moeilijkheden die zelfstandigen en buurthandelaars ondervinden wanneer zij moeten concurreren met grote bedrijven en met de opmars van e-commerceplatformen; overwegende dat het belangrijk is om de strijd aan te binden met leegstaande handelsruimten;

overwegende dat ook de Gewestregering prioriteit wil geven aan buurthandelaars en de stimulering van de wijken;

overwegende dat de toekenning van een gemeentelijke premie ertoe zal bijdragen de activiteit van lokale handelaars en ambachtslui te herwaarderen en nieuw leven in te blazen;

gelet op artikel 520/332-02-02 betreffende de subsidie voor kmo's van de gewone dienst van de begroting 2020;

gelet op artikel 520/332-02-03 betreffende de subsidie Ondernemen in Etterbeek van de gewone dienst van de begroting 2020;

gelet op de “gekozen acties en principes” betreffende handel in het gemeentelijke ontwikkelingsplan dat in november 2005 werd goedgekeurd;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST om het reglement betreffende de toekenning van premies in het kader van het herwaarderingsplan voor buurthandelaars en -ambachtslui goed te keuren:

Reglement betreffende de toekenning van premies in het kader van het herwaarderingsplan voor buurthandelaars en -ambachtslui

Artikel 1 – Etterbeeks premiesysteem voor de herwaardering van buurthandelaars en -ambachtslui

De gemeente Etterbeek voorziet zich van een plan voor de herwaardering van buurthandelaars en -ambachtslui die bijdragen tot het dynamisme, de aantrekkingskracht, de gezelligheid en de levenskwaliteit in de wijken.

Het plan bestaat er *met name* in een premiesysteem in te voeren om buurthandelaars en -ambachtslui te ondersteunen naargelang het soort projecten die zij ondernemen.

Artikel 2 – Definities

Voor de toepassing van onderhavig reglement wordt verstaan onder:

1° Handelaar: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een commerciële activiteit uitoefent die toegankelijk is voor het publiek op het grondgebied van de gemeente Etterbeek;

2° Ambachtsman/vrouw (ambachtslui): elke natuurlijke persoon of rechtspersoon actief in de productie, de transformatie, de reparatie, de restauratie van voorwerpen, de levering van

diensten waarvan de activiteiten in essentie betrekking hebben op manuele aspecten, op een authentiek karakter, en die een zekere kennis ontwikkelt gericht op kwaliteit, traditie, creatie of innovatie;

3° Premies:

Premie starter (premie eerste vestiging): premie bedoeld voor handelaars en ambachtsslui die zich voor het eerste in Etterbeek vestigen;

Premie booster (investeringspremie): premie bedoeld voor handelaars en ambachtsslui die instemmen met een nieuwe investering om hun commerciële of ambachtelijke activiteit nieuw leven in te blazen of uit te breiden. De premie *booster* heeft betrekking op consultantopdrachten (maken van een website, lanceren van een e-commerceplatform, marketingcampagne), opleidingssessie, de aankoop van materiaal of meubilair dat noodzakelijk is voor de uitgeoefende activiteit (met uitzondering van stock) of elk ander project dat volgens het oordeel van het college van burgemeester en schepenen bijdraagt aan de ontwikkeling van een commerciële of ambachtelijke activiteit;

Elke aanvraag moet een nuttig karakter hebben voor de activiteiten van de onderneming (een objectieve meerwaarde leveren) of een noodzakelijk karakter. Het college van burgemeester en schepenen zal hierover oordelen.

Premie upgrader (verfraaiingspremie): premie bedoeld voor handelaars en ambachtsslui die kleine werkzaamheden en renovaties uitvoeren om de vestiging waar zij hun activiteit uitoefenen te herwaarderen.

Artikel 3 – Bedrag

Binnen de grenzen van de beschikbare gemeentelijke begrotingskredieten voor het lopende begrotingsjaar wordt het bedrag van de premie vastgelegd ***op 60% van het bedrag van het toegestane project inclusief btw met een maximum van 1.000 euro per premie. Het maximumbedrag van de premie wordt vermeerderd met 50% (dat is een maximumbedrag van 1.500 euro) wanneer het toegestane project bijdraagt aan de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen, in het bijzonder het promoten van de circulaire economie, met name:***

Het maximumbedrag van de premie wordt vermeerderd met 50% (dat is een maximumbedrag van 1.500 euro) wanneer het toegestane project bijdraagt aan de ontwikkeling van de eerlijke handel, met name de aankoop en de verkoop van producten die de producenten en arbeiders een leefbaar inkomen verzekeren.

Het maximumbedrag van de premie wordt vermeerderd met 50% (dat is een maximumbedrag van 1.500 euro) wanneer het toegestane project wordt beheerd door een handelaar of een ambachtsman/vrouw die werknemers met een handicap aanwerft en die een inschakelingspremie geniet of een tegemoetkoming voor de aanpassing van de werkomgeving (tegemoetkoming voorzien door het besluit 2014/152 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen tot uitvoering van de artikelen 19, 1° en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap).

Het maximumbedrag wordt vermeerderd met 50% (dat is een maximumbedrag van 1.500 euro) wanneer het toegestane project bijdraagt aan de digitale economie (gebruik van nieuwe informatie- en communicatietechnologieën, opleiding voor de begeleiding van de economische transformatie via ICT, enz.).

Per kalenderjaar wordt slechts één enkele premie toegekend per handelaar en per ambachtsman/vrouw, behoudens afwijking toegestaan door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 4 – Toekenningsvoorwaarden van de premie

Om aanspraak te maken op een van de premies die worden ingevoerd via onderhavig reglement, moet de aanvrager aan de volgende voorwaarden voldoen.

1° Handelaar of ambachtsman/vrouw zijn volgens de definities van artikel 2 van dit reglement, ~~***van wie de vestiging op weekdagen voor het publiek toegankelijk is, tijdens de uren die op een zichtbare manier zijn aangegeven, met uitzondering van de wettelijke***~~

wekelijkse rustdagen;

2° De wettelijke bepalingen en de fiscale, sociale en milieuvoorschriften die gelden voor de uitoefening van het beroep waarvoor de premie wordt gevraagd alsook de stedenbouwkundige voorschriften naleven;

3° Gevestigd zijn op het grondgebied van de gemeente Etterbeek of, in het geval van een aanvraag voor een premie *starter*, zich voor het eerst beroepsmatig op het grondgebied van de gemeente Etterbeek vestigen en er zijn beroepsactiviteit als hoofdberoep uitoefenen gedurende een periode van minstens twee jaar vanaf de datum van toekenning van de premie;

4° Op eer verklaren minder dan tien voltijdse equivalenten in dienst te hebben, een omzet of balanstotaal van niet meer dan twee miljoen euro te hebben en geen activiteit uit te oefenen in een van de sectoren die overeenkomstig artikel 6 van dit reglement uitdrukkelijk zijn uitgesloten;

5° Het college van burgemeester en schepenen per aangetekende brief zo snel mogelijk op de hoogte brengen van de stopzetting van zijn beroepsactiviteit in Etterbeek;

6° De premie volledig terugbetalen indien de aangifte met betrekking tot de toekenning van de premie onjuist of onvolledig blijkt te zijn.

Artikel 5 – Administratieve formaliteiten

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag worden ingediend door de handelaar of de ambachtsman/vrouw van de vestiging ~~die toegankelijk is voor het publiek~~ binnen zes maanden die volgen op de ontvangst van de eindfactuur van het project waarvoor een premie wordt aangevraagd en dat aan de hand van een formulier dat ter beschikking wordt gesteld bij het Middenstandsloket (gemeentehuis of via e-mail naar middenstand@etterbeek.be) of te downloaden is via de website van de gemeente (www.etterbeek.be).

De aanvraag wordt bezorgd aan het Middenstandsloket hetzij per aangetekend schrijven, hetzij tegen ontvangstbevestiging. Voor aanvragen via e-mail aan de betrokken dienst geldt de datum van de mail ter ontvangstbevestiging.

Bij de aanvraag moeten de bewijsstukken worden gevoegd die worden vermeld op het aanvraagformulier (beschrijving van het project, factuur, betalingsbewijs, verklaring op eer, enz.). Onvolledige aanvragen worden niet in aanmerking genomen.

Het Middenstandsloket centraliseert alle premieaanvragen en controleert op basis van de bewijsstukken van de aanvrager of de toekenningsvoorwaarden werden nageleefd.

Op basis van het advies van het Middenstandsloket neemt het college van burgemeester en schepenen een beslissing over de toekenning van de premie. Elke weigering om de premie toe te kennen moet worden gemotiveerd.

De aanvrager van de premie wordt per brief op de hoogte gebracht van de beslissing.

De toekenning van de premies gebeurt in chronologische volgorde van indiening van de aanvragen. Er wordt een register van de premieaanvragen bijgehouden in functie van de ontvangstdatum van de aanvragen.

Betwistingen moeten per aangetekend schrijven aan het college van burgemeester en schepenen worden gericht binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing.

Artikel 6 – Uitsluitingen

Activiteiten die worden uitgevoerd in de volgende sectoren kunnen geen aanspraak maken op de premie:

- nachtwinkels en phoneshops,
- gokkantoren en kansspelinrichtingen,
- banken en andere financiële instellingen,
- verzekeringssector,
- sector voor de verkoop, aankoop en verhuur van onroerende goederen,

- sector van de grote distributie, met inbegrip van supermarkten en hypermarkten.

Artikel 7 – Geschillen

Alle interpretatiegeschillen met betrekking tot de bepalingen uit onderhavig reglement worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 8 – Inwerkingtreding

Onderhavig reglement, dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 17 februari 2020, treedt in werking op 01/03/2020.

Artikel 9 – Openbaarheid

Een kopie van onderhavig reglement wordt via e-mail of per post naar alle ambachtslui en handelaars verstuurd die in Etterbeek zijn gevestigd of die er de maatschappelijke zetel van hun onderneming hebben.

Met het oog op de transparantie zal de inventaris van de toegekende premies en hun begunstigen gepubliceerd worden op de website van de gemeente uiterlijk binnen twee maanden na de beslissing om de premie toe te kennen.

Artikel 10 – Evaluatie

Onderhavige reglementen en plannen zullen uiterlijk op 30 juni 2021 geëvalueerd worden. Die evaluatie omvat een statistische analyse van de premieaanvragen en een evaluatie van de behoeften van de lokale handelaars en ambachtslui. Die evaluatie zal bijdragen tot de herwerking van het gemeentelijke ontwikkelingsplan, in het bijzonder wat het aspect e-commerce betreft en, en tot de eventuele aanpassing van de lijst van uitsluitingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Stemmen op de amendementen : 27 positieve - 4 onthoudingen

31 stemmers : 27 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Onthoudingen : Caroline Joway, Vincent Paul Louis Biauuce, Vanessa Araujo Miño, Jean-Luc Debroux.

Les amendements sont indiqués en italique.

Thierry MOMMER :

« Le point que vous proposez ; l'approbation du conseil communal, consiste en quelque sorte à donner un coup de pouce aux artisans et à certains types de commerces constitués sous forme de personnes physiques ou morales. DÉFI trouve que c'est une bonne idée. DÉFI souscrit non seulement au principe de base de l'octroi sous certaines conditions d'une subvention de 1000 €, mais également au dispositif qu'on pourrait appeler de discrimination positive pour les artisans et sociétés qui remplissent un certain nombre de critères supplémentaires comme l'équité que nous soutenons. Et donc nous voterons ce point, mais avant de le voter, je voudrais vous poser quelques questions.

- 1. Alors la première consiste à voir s'il existe une subvention régionale pour ce dispositif nouveau ?*
- 2. La seconde est de savoir quel est le budget total qui est inscrit en 2020, que l'article budgétaire additionnerait l'éventuel subside régional au subside communal, à moins que ce soit 2 articles différents ?*
- 3. Ma troisième question est de savoir si puisque vous allez, les services communaux vont interroger tous les artisans connus, est-il prévu pour les nouveaux artisans de leur envoyer automatiquement une demande ou en fait, proposition de rentrer un dossier ?*

4. *Et quelles sont enfin, si le budget était relativement étriqué pour un premier exercice, quels sont les critères qui ont été retenus par le Collège pour octroyer à certains et peut-être pas à d'autres.»*

Vincent DE WOLF

« Est-ce que la Région prévoit ce type de primes, je ne le pense pas, je peux me tromper, mais d'après le service : non et sinon on aurait fait comme on l'a fait dans beaucoup d'autres cas antérieurs upgrader la prime régionale, en ajoutant un complément par une prime communale. Mais ici il s'agit d'une initiative du Collège portée par l'échevin des Classes Moyennes et moi-même et l'ensemble du Collège pour soutenir effectivement le petit commerce, puisqu'on parle de toutes petites entreprises, de commerce de proximité et de commerces qui présentent certaines qualités particulières. Cela étant, cela provient aussi de l'observation dans différents centres commerciaux du fait que les petits commerces souffrent de la concurrence de grandes enseignes ou d'autres phénomènes globaux en la matière.

En ce qui concerne le montant au budget : alors le montant est actuellement de 100.000 €, il a été voté dans le cadre du budget que vous avez voté en décembre, le 16 décembre. Il pourrait éventuellement être augmenté à due concurrence par rapport à la politique commerciale « entreprendre ». Il pourrait éventuellement faire l'objet d'un amendement d'accroissement.

Et en ce qui concerne alors le fait de savoir qui va l'obtenir si trop de demandes sont introduites, donc nous pensons le faire sur base du système qui a été appliqué par la Région à plusieurs reprises qui était jusqu'à épuisement, non pas des stocks, mais jusqu'à épuisement de l'article budgétaire sous réserve comme je le disais d'une possibilité d'un accroissement par glissement budgétaire.

Et est-ce que nous allons écrire à toutes les entreprises ou personnes publiques concernées la réponse est évidemment oui puisque tout le monde ne suit pas nos débats, malgré leur importance. J'espère avoir répondu à vos 3 questions ».

Thierry MOMMER :

« Une précision : le règlement dit bien que vous allez, au moment « T » écrire à toutes les sociétés et personnes qui pourraient remplir les conditions. Ma question est de savoir si ceux qui viendraient s'installer en cours de route à Etterbeek, seraient aussi automatiquement prévenus ? »

Vincent DE WOLF

« Oui, puisque vous avez vu que la prime notamment est accordée à ceux qui débutent pour la toute première fois, mais je rappelle que on doit avoir un critère objectif lié quand même à l'ancienneté de la demande, et donc si quelqu'un vient s'installer à Etterbeek avec un commerce en novembre de cette année il est vraisemblable que l'article soit épuisé sauf s'il a été regonflé entretemps.

André du BUS :

« M. le Bourgmestre. Nous soutenons évidemment cette initiative, mais je ne peux pas m'empêcher à la lecture de cette initiative de poser la question de l'avis de la Commission consultative des Classes Moyennes ; parce que précisément : je sais qu'elle n'existe plus et je le regrette, et je ne suis pas le seul à le regretter et je sais qu'elle a un historique qui n'est pas facile, mais précisément, ce type d'initiative, il eût été intéressant de pouvoir la soumettre à la commission consultative des classes moyennes parce que c'est bien l'objectif d'une commission consultative : c'est de travailler à la revitalisation en l'occurrence des commerces. Et donc, ma question subsidiaire est de savoir : dans le cadre du programme participatif de la commune est ce que vous avez la volonté de remettre sur pied cette commission consultative des classes moyennes, le cas échéant, qui aurait pu se prononcer sur ceci ? »

Vincent DE WOLF :

« Oui, donc votre intervention est pertinente mais vous aurez observé que nous faisons en quelque sorte un essai pour 1 an, non pas qu'on ne peut pas continuer après, mais on a clairement mis dans le texte qu'une évaluation allait intervenir après la première année ou on aura essuyé les plâtres, parce que c'est un essai d'aider les commerçants, et il nous paraissait pertinent parce que bon, que la commission consultative soit favorable à cette initiative nous paraît assez évident, on voit pas les commerçants malgré que la commission est un peu brinquebalante et que les commerçants ont changé, d'autres ne viennent plus etcetera, mais nous comptons effectivement la remettre sur pied, et il nous paraît intéressant, et je demande à l'échevin d'y penser, de veiller au début de l'année civile prochaine de réunir la commission, de faire d'abord des élections si il faut redésigner des membres, et soumettre le bilan de cette année à la commission. Ça me paraîtra éclairant pour le Conseil suivant. »

Lucien RIGAUX :

« M. Le Président, on a lu avec intérêt le règlement qui a été proposé, et nous saluons clairement la volonté du Collège d'agir pour aider les petits commerces de quartier, les commerces de proximité, qui sont souvent en proie aux grosses antennes, et donc on aimerait bien marquer ce souhait et on est clairement contents du fait que cela ait été voté. On est aussi particulièrement contents que nos 2 amendements aient été retenus, notamment le fait qu'on puisse donner une majoration aux commerçants qui engagent du personnel handicapé, et aussi une majoration de la prime pour les commerçants qui agissent dans le fair-trade et qui donc offrent un revenu équitable aux producteurs et aux travailleurs. Et donc le groupe PS est ravi de cette solution et à chaque fois qu'il faudra défendre les indépendants et les petits commerçants qui sont souvent en proie aux grandes entreprises, on pourra compter sur nous.

Vincent BIAUCE :

« Bien évidemment nous saluons l'initiative du Collège destinée aux commerçants et aux artisans, on concrétise ici la note d'orientation politique qui vise à aider les commerces et artisans en difficulté, et on ne va pas réfuter ici la menace que fait peser l'e-commerce sur nos commerces de proximité, mais aussi sur la mobilité et sur la qualité de l'air en ville. Nous souhaitons construire une ville durable et une ville durable c'est également créer de la mixité des commerces dans nos quartiers, dans la ville, des proximités. Mais, une difficulté n'est pas une autre. On ne peut pas à la fois aider de la même manière une boucherie rue des Tongres, une librairie rue de Tervaeete, ou encore un plombier chaussée St-Pierre.

Nous persistons à penser, nous avons eu des discussions sur ce point, nous persistons à penser qu'Etterbeek a intérêt à cibler ses aides. Cibler ses aides par quartier, nous estimons que certains quartiers, certains noyaux commerciaux ont des besoins spécifiques, je pense ici à La Chasse ou à la rue de Pervyse par exemple.

Nous pensons que nous devons cibler certains types de commerces, nous pensons également et nous sommes convaincus qu'il faut cibler certaines dépenses et certains investissements. Notamment, dans le cadre de la lutte contre la menace de l'e-commerce d'aider nos entreprises, nos commerçants, nos artisans à affronter ces problématiques et notamment en les aidant par un coaching, par un accompagnement sur un repositionnement de leur business model, mais aussi sur une approche « qualité », en améliorant la qualité de certains de ses positionnements.

Bien évidemment ce ciblage nécessite un diagnostic. Un diagnostic objectif qui nous permettrait bien évidemment de cibler nos aides et pourquoi pas d'augmenter les aides des commerces réellement en difficulté. Bien évidemment en respectant nos contraintes budgétaires que nous connaissons. Et donc nous estimons que nous devons apporter dans ce règlement plus de critères et nous sommes bien évidemment à disposition dans les mois

qui viennent pour améliorer cette approche d'aide aux commerçants et aux artisans de proximité. Raison pour laquelle nous allons demander un vote par appel nominatif.

Vincent DE WOLF :

« Et bien je remercie les différents groupes qui ont clairement soutenu le texte qui a été approuvé unanimement en Collège. Que chacun puisse s'exprimer c'est évidemment normal : si on souhaite un vote par appel nominal, on va procéder de la sorte.

Entretemps les résultats de l'élection au niveau du Conseil de Police : 31 votes valables, M. Jean-Luc DEBROUX est élu avec 27 voix et **M. du BUS de WARNAFFE** avec 4 voix donc on peut imaginer peut-être que **M. du BUS de WARNAFFE** a fait le plein des voix de l'opposition mais le vote est secret et en tout cas le vote valable est acquis en faveur de **M. DEBROUX**.

André du BUS de WARNAFFE:

« M. Le Bourgmestre ! Je trouve que c'est hors de propos le commentaire que vous venez de faire maintenant de la part d'un président d'assemblée. »

Vincent DE WOLF :

« Alors nous passons à l'appel nominal pour le vote sur le texte des commerces, et si j'ai fait ces commentaires **M. du BUS de WARNAFFE** c'est parce que les premiers étonnés avaient été l'ensemble des membres du Conseil suite aux erreurs commises au moment des votes qui avait entraîné le fait que c'était un membre du groupe cdH qui était passé à l'élection. La démission de M. GÉRARD, et on peut lui rendre hommage à ce sujet, rendait possible le fait que l'accord de majorité antérieur à ce sujet soit respecté. On ne va quand même pas non plus ici se tortiller comme un ver de terre à la première pluie en faisant semblant qu'il n'y a pas d'accord de majorité pour les répartitions au CPAS et au Conseil de Police ! Il faut un peu de sérieux quoi ! Ne faites pas un commentaire par rapport à ça en vierge effarouchée en disant : « Comment c'est possible de dire qu'il y avait un accord de majorité et un candidat de majorité ? », n'avez-vous pas fait la même chose lorsqu'on travaillait ensemble dans ce Conseil Communal ne fait-on pas partout ailleurs la même chose concernant la majorité ? Bien sûr que oui ! Donc sorry mais votre critique n'a pas de sens.

De amendementen zijn in cursief aangegeven.

Thierry MOMMER:

“Het punt dat u ter goedkeuring voorlegt aan de gemeenteraad bestaat erin om in zekere zin een duwtje in de rug te geven aan ambachtshui en aan bepaalde soorten handelszaken die bestaan uit natuurlijke personen of rechtspersonen. DéFI vindt dat een goed idee. DéFI is het niet enkel eens met het basisprincipe om onder bepaalde voorwaarden een subsidie van 1.000 euro toe te kennen, maar ook met wat we “positieve discriminatie” zouden kunnen noemen voor ambachtshui en bedrijven die aan een aantal bijkomende voorwaarden voldoen zoals eerlijke handel, hetgeen wij steunen. Wij zullen dus stemmen voor dit punt, maar alvorens te stemmen, zou ik u enkele vragen willen stellen.

1. *Mijn eerste vraag is of er een gewestelijke subsidie bestaat voor deze nieuwe voorziening?*
2. *De tweede is welk totaalbudget er is ingeschreven voor 2020 in het begrotingsartikel. Dat artikel zou dus de eventuele gewestelijke subsidie en de gemeentelijke subsidie bij elkaar optellen tenzij het twee verschillende artikelen zijn?*
3. *Mijn derde vraag is of u, aangezien de gemeentediensten alle gekende*

ambachtslui zullen aaspreken, van plan bent om nieuwe ambachtslui automatisch een aanvraag te sturen of een voorstel om een dossier in te dienen?

4. *En tot slot, aangezien het budget vrij beperkt is voor een eerste jaar, welke criteria zal het college hanteren om aan sommigen een premie toe te kennen en aan anderen niet? Bedankt.”*

Vincent DE WOLF :

“Wat de gestelde vragen betreft: voorziet het Gewest dergelijke premies, ik denk het niet, misschien vergis ik mij, maar volgens de dienst niet. Anders hadden we het gedaan zoals in veel eerdere gevallen: de gewestelijke premie upgraden met een aanvullende gemeentelijke premie. Het gaat hier echter over een initiatief van het college dat de steun krijgt van de schepen van Middenstand, mezelf en het voltallige college om de kleine handelaars te steunen aangezien het hier gaat over kleine ondernemingen, buurthandelaars en handelszaken die bepaalde bijzondere kwaliteiten hebben. Het idee is ook ontstaan uit de vaststelling in verschillende commerciële centra waar kleine handelszaken lijden onder de concurrentie van grote bedrijven of andere globale fenomenen binnen dit domein.

Wat het bedrag in de begroting betreft, dat bedraagt momenteel 100.000 euro. Dat bedrag werd goedgekeurd in het kader van de begroting, die u op 16 december hebt goedgekeurd. Het bedrag zou eventueel verhoogd kunnen worden in het kader van het handelsbeleid “ondernemen”. Ook een amendement om het bedrag te verhogen behoort tot de mogelijkheden.

Met betrekking tot het feit wie de premie gaat krijgen als er te veel aanvragen worden ingediend: wij denken dat te doen op basis van een systeem dat al meermaals werd toegepast door het Gewest namelijk niet zolang de voorraad strekt, maar zolang het begrotingsartikel is uitgeput, tenzij er, zoals ik al zij, een mogelijkheid zou zijn om het budget te verhogen door met bedragen te schuiven.

Gaan we alle ondernemingen en publieke personen schrijven? Het antwoord is uiteraard ja aangezien niet iedereen onze debatten volgt ondanks hun belangrijkheid. Ik hoop dat ik u drie vragen heb beantwoord.”

Thierry MOMMER:

“Nog een verduidelijking: het reglement stelt duidelijk dat u op een moment “T” naar alle bedrijven en personen zult schrijven die aan de voorwaarden zouden kunnen voldoen. Mijn vraag is of degenen die zich ondertussen in Etterbeek vestigen ook automatisch op de hoogte zouden worden gebracht?”

Vincent DE WOLF :

“Ja, want u hebt gezien dat de premie in het bijzonder wordt toegekend aan handelaars en ambachtslui die zich hier voor het eerst vestigen. Ik herinner u er echter ook aan dat wij een objectief criterium moeten hebben en dat is het moment van de aanvraag. Als iemand zijn handelszaak in Etterbeek vestigt in Etterbeek, is het erg waarschijnlijk dat het begrotingsartikel al is uitgeput tenzij het ondertussen werd aangevuld.”

André du Bus:

“Mijnheer de Burgemeester. Uiteraard steunen wij dit initiatief, maar ik kan het niet nalaten om mij bij het lezen van dit initiatief mij vragen te stellen bij het advies van de Adviescommissie voor Middenstand. Ik weet namelijk dat die niet meer bestaat, en ik ben niet de enige die dit betreurt, en ik weet dat ze geen gemakkelijke geschiedenis heeft, maar juist een initiatief zoals dit zou interessant zijn geweest om voor te leggen aan de Adviescommissie voor de Middenstand, want dat is het doel van een adviescommissie: werken aan de stimulering van de handel. Mijn bijkomende vraag is dus de volgende: wilt u in het kader van het inspraak bevorderende programma van de gemeente de Adviescommissie voor Middenstand opnieuw oprichten die zich in dit geval had kunnen

uitspreken over dit initiatief?”

Vincent DE WOLF :

“Ja, uw tussenkomst is relevant, maar u zult hebben opgemerkt dat we in zekere zin werken met een proefperiode van één jaar. Dat betekent niet dat we daarna niet verder kunnen doen. We hebben echter duidelijk in de tekst opgenomen dat er een evaluatie zal plaatsvinden na het eerste jaar waarin we alle narigheid op ons af zullen zien komen. Het is namelijk en poging om de handelaars te helpen. Dit initiatief leek ons relevant omdat, nou ja, het lijkt ons heel duidelijk dat de adviescommissie voor dit initiatief zou zijn. We zien de handelaars niet, ook al is de commissie een beetje wankel en zijn de handelaars veranderd, anderen komen niet meer, enzovoort. Maar we zijn wel van plan ze weer op poten te zetten en we denken dat het interessant zou zijn, en ik zou de schepen willen vragen om daarover na te denken, om ervoor te zorgen dat aan het begin van volgend kalenderjaar de commissie bijeenkomt, dat er eerst verkiezingen worden gehouden als de leden opnieuw moeten worden benoemd en dat de balans van dit jaar aan de commissie wordt voorgelegd. Ik denk dat dit verhelderend zal zijn voor de volgende raad.”

Lucien RIGAUX:

“Mijnheer de voorzitter: We hebben het reglement dat wordt voorgelegd aandachtig gelezen. Wij zijn verheugd over de wens van het college om kleine lokale handelaars en buurthandelaars te steunen, die vaak ten prooi vallen aan grote bedrijven. Wij willen deze wens dan ook kenbaar baken wij zijn blij dat er over dit voorstel wordt gestemd. Wij zijn ook bijzonder blij dat onze twee amendementen zijn aangenomen, in het bijzonder het feit dat we een verhoging kunnen geven aan handelaren die personeel met een handicap in dienst nemen en ook een verhoging van de premie voor handelaren die aan eerlijke handel doen en die dus een eerlijk inkomen bieden aan producenten en werknemers. De fractie PS is dan ook blij met deze oplossing en wanneer de belangen van zelfstandigen en kleine handelaars die vaak ten prooi vallen aan grote bedrijven moeten worden verdedigd, kan men op ons rekenen.

Vincent BIAUCE:

“Wij zijn dus uiteraard blij met het initiatief van het college voor handelaars en ambachtsslui. We geven hier concreet vorm aan de politieke oriëntatienota die handelaars en ambachtsslui in moeilijkheden wil helpen. We gaan hier niet weerleggen dat e-commerce een bedreiging is voor onze buurthandelaars, maar ook voor de mobiliteit en de luchtkwaliteit in de stad.

Wij willen bouwen aan een duurzame stad en een duurzame stad dat betekent ook gemengdheid op het vlak van de handelszaken in onze wijken, in de stad, in de omgeving.

Maar de ene moeilijkheid is de andere niet. We kunnen een beenhouwerij in de Tongerenstraat, een boekenwinkel in de Tervatestraat en een loodgieter op de Sint-Pieterssteenweg niet op dezelfde manier helpen.

Wij blijven denken, en wij hebben hierover veel discussies gehad, wij blijven denken dat Etterbeek er belang bij heeft om gericht hulp te bieden. De hulp doelgericht kiezen per wijk. Wij zijn van mening dat bepaalde wijken, bepaalde handelskernen specifieke behoeften hebben. Ik denk hierbij bijvoorbeeld aan de Jacht en de Pervijzestraat.

Wij denken dat we ons moeten richten op bepaalde soorten handelszaken. Wij denken ook en we zijn ervan overtuigd dat we ons moeten richten op bepaalde uitgaven en bepaalde investeringen. Met name in het kader van de strijd tegen de bedreiging van e-commerce om onze bedrijven, onze handelaars en onze ambachtsslui te helpen om deze problemen het hoofd te bieden en in het bijzonder door hen te helpen door middel van coaching, door hen te begeleiden bij een herpositionering van hun bedrijfsmodel, maar ook bij een “kwaliteitsaanpak”, door de kwaliteit van bepaalde positioneringen te verbeteren.

Het is duidelijk dat er een diagnose nodig is om doelgericht te kunnen werken. Een objectieve diagnose die ons uiteraard in staat stelt om onze hulp doelgericht in te zetten en

waarom niet om meer hulp te bieden aan bedrijven die echt in moeilijkheden verkeren. Uiteraard moeten we daarbij onze budgettaire beperkingen respecteren waarvan wij ons duidelijk bewust zijn. Wij zijn dan ook van mening dat we meer criteria moeten opnemen in dit reglement en wij zijn de komende maanden uiteraard beschikbaar om deze aanpak voor de ondersteuning van lokale handelaars en ambachtslui te verbeteren. Om die reden vragen wij een stemming bij naamafroeping.

Vincent DE WOLF :

“Ik bedank de verschillende fracties die de tekst, die unaniem werd goedgekeurd door het college, duidelijk steunen. Het is uiteraard normaal dat iedereen zijn mening mag geven: als men een stemming bij naamafroeping wil, dan zullen we dat zo doen.

*Ondertussen zijn de resultaten van de verkiezingen voor de politieraad bekend: 31 geldige stemmen, de heer Jean-Luc DEBROUX is gekozen met 27 stemmen en **de heer du BUS de WARNAFFE** met 4 stemmen, dus we kunnen ons misschien voorstellen dat **de heer du BUS de WARNAFFE** alle stemmen van de oppositie heeft gekregen, maar de stemming is geheim en in ieder geval is de stemming geldig in het voordeel van **de heer DEBROUX**.*

André du BUS de WARNAFFE:

“Mijnheer de burgemeester! Ik vind de opmerking die u zonet hebt gemaakt ongepast voor een voorzitter van de vergadering.”

Vincent DE WOLF :

*“Vervolgens gaan we over tot de stemming bij naamafroeping over de tekst in verband met de handelaars. En als ik deze opmerkingen heb gemaakt, **mijnheer du Bus de WARNAFFE BUS** dan is dat omdat de eersten die verrast waren alle leden van de Raad waren na de fouten die bij de stemmingen waren gemaakt, die ertoe hebben geleid dat een lid van de fractie cdhH werd overgeslagen bij de stemming. Het ontslag van mijnheer GÉRARD, die we in dit opzicht kunnen prijzen, heeft het mogelijk gemaakt het vorige meerderheidsakkoord hierover te respecteren. We gaan ons niet in allerlei bochten wringen en doen alsof er geen meerderheidsakkoord is over de verdelingen binnen de OCMW- en de politieraad! Kom op! We moeten een beetje serieus zijn! Maak daarover geen opmerking als een bange maand door te zeggen: “Hoe is het mogelijk om te zeggen dat er een meerderheidsakkoord en een meerderheidskandidaat was?” Hebt u niet hetzelfde gedaan toen we samenwerkten in de gemeenteraad? Doen we niet allemaal overal hetzelfde met betrekking tot de meerderheid? Natuurlijk doen we dat! Het spijt mij, maar uw kritiek houdt geen steek.”*

17.02.2020/A/0005 **Règlement concernant l'attribution des parcelles-potagères communales situées sur le site du Lorfor au sein du jardin Jean-Félix Hap**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en date du 21 novembre 2019, le Collège a marqué accord sur le lancement du projet de potagers participatifs situés au sein du Jardin Jean-Félix Hap ;

Considérant qu'une centaine de participant.e.s ont témoigné de beaucoup d'enthousiasme à l'égard du projet lors de la séance d'information organisée le 16 janvier 2020 ;

Considérant que le nombre de demandeurs est supérieur au nombre de parcelles-potagères et qu'il convient donc de les départager ;

Considérant que la volonté politique est d'attribuer les parcelles cultivables en se basant sur des critères objectifs ;

DECIDE d'approuver le règlement concernant l'attribution des parcelles-potagères communales situées sur le site du Lorfor au sein du jardin Jean-Félix Hap :

RÈGLEMENT CONCERNANT L'ATTRIBUTION DES PARCELLES-POTAGÈRES COMMUNALES SITUÉES SUR LE SITE DU LORFOR AU SEIN DU JARDIN JEAN-FÉLIX HAP

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : Définitions

Au sens du présent Règlement, il faut entendre par :

Site-potager : Le terrain composé d'une ou plusieurs parcelles cadastrales contiguës, aménagé sous la forme de différentes parcelles potagères qui sont utilisées de manière individuelle ou collective

Parcelle-potagère : Le lopin de terrain situé dans le jardin Jean-Félix Hap et destiné à la culture maraîchère

Candidat-occupant : La personne physique ou morale ayant adressé une demande conforme d'occupation d'une parcelle-potagère

Périmètre du CDQ : Le périmètre « Chasse Gray » s'articule autour de l'axe de la chaussée de Wavre entre le carrefour de la Chasse et le square dei Marmi. Il est délimité par le pont du Gerموir au sud-ouest, la chasse au sud-est et par la place Jourdan au Nord

Ménage : L'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Collectif non-marchand : association de plusieurs ménages, ASBL, école, institution, comité de riverains...

Construction : toute édification en bois, béton ou autres matériaux tels que chalet à outils, abri de jardin, tour à pommes de terre, serre, table de semis et compostière personnelle...

Article 2: Champ d'application

Le présent Règlement s'applique aux parcelles-potagères communales mises en occupation à titre temporaire et précaire sur le site-potager du jardin Jean-Félix Hap.

Article 3 : Répartition et aménagement des sites-potagers

Le site-potager représente une surface de 480m².

...m² sont dédiés aux collectifs non-marchands.

Les ...m² restants sont dédiés aux ménages.

CHAPITRE 2 : CANDIDATURE - CONDITIONS ET INSCRIPTION

Article 4 : Conditions d'attribution et points de priorité

Article 4.1 : Conditions d'attribution et points de priorité pour les ménages etterbeekoïses

Sur base de sa situation, le candidat-occupant se verra attribuer des points de priorité.

- 1 point de priorité est accordé aux candidats-occupants résidant dans le périmètre

du Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray »

- 1 point de priorité est accordé aux candidats-occupants qui occupent un logement ne comprenant pas de jardin privatif, cour ou terrasse de plus de 20 m²
- 1 point de priorité est accordé aux candidats-occupants issus d'une famille nombreuse
- 2 points de priorité sont accordés aux candidats-occupants dont les revenus nets* imposables du ménage ne dépassent pas un plafond de :
 - **23.283,17 euros**, pour une personne vivant seule
 - **25.870,20 euros**, pour un ménage disposant d'un seul revenu
 - **29.565,98 euros**, pour un ménage avec plusieurs revenus

*Ces revenus sont augmentés de 2.217,44 euros pour chaque enfant à charge. Un enfant à charge reconnu handicapé = 2 enfants à charge. Les montants sont augmentés de 4.434,89 euros pour une personne majeure reconnue handicapée.

Article 4.2: Conditions d'attribution et points de priorité pour les collectifs non-marchands etterbeekois

Sur proposition de notation du service Participation Citoyenne (Consultations et Rencontres citoyennes), le Collège des Bourgmestre et Echevins analysera les candidatures selon les critères suivants :

- Nombre de personnes impactées par le projet
- Description du projet
- Portée pédagogique du projet
- Description de l'usage de la production

Chacun de ces critères sera noté sur dix points.

Article 5 : Inscriptions

Les demandes d'occupation des parcelles-potagères sont introduites exclusivement au moyen du formulaire établi (formulaire en annexe 1 pour les ménages, annexe 2 pour les collectifs). Une copie de moins de trois mois des informations reprises sur la puce de la carte d'identité est à joindre au dossier de candidature, pour les ménages. Pour les personnes souhaitant bénéficier des deux points de priorité accordés aux personnes dont les revenus n'excèdent pas les montants précités, une copie du dernier avertissement-extrait de rôle est nécessaire.

La candidature est déposée au service Participation Citoyenne (Consultations et Rencontres citoyennes) contre accusé de réception pendant les heures d'ouverture de celui-ci ou par courriel à x@etterbeek.be. Si le dossier est complet, le candidat-occupant reçoit directement un accusé de réception mentionnant la date de l'inscription et le numéro de candidature.

La date et l'heure de l'accusé de réception fait foi quant à la date d'introduction de la candidature.

Article 6 : Registre

Le service Participation Citoyenne (Consultations et Rencontres citoyennes) de la commune tient un registre des candidatures.

Le registre indique le numéro de la candidature, le nom et l'adresse du candidat ainsi que le nombre de points que détient chaque candidat-occupant.

Le registre classe les candidatures en fonction du nombre de points des candidats-

occupants. Les parcelles-potagères seront attribuées aux candidats-occupants détenant le plus de points. En cas d'égalité, l'ordre chronologique d'introduction des demandes prévaut.

Le registre est accessible pour consultation aux candidats inscrits et aux conseillers communaux conformément à la Nouvelle Loi Communale.

Le candidat-occupant est tenu d'informer le service Participation Citoyenne (Consultations et Rencontres citoyennes) sans délai de tout changement dans sa situation qui affecterait le nombre de points.

Si un changement de situation qui affecte le nombre de points du candidat survient après que la parcelle-potagère lui ait été attribuée, il est autorisé à occuper celle-ci pour la durée initialement prévue. Lors de la procédure de réattribution des parcelles, le nombre de points du candidat sera recalculé et le candidat sera à nouveau inscrit au registre.

Le service Participation de la commune procédera annuellement à une analyse du registre et en fera rapport au Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 7 : Protection des données

Le service Participation Citoyenne collecte les données personnelles en vue de permettre la sélection des candidats sur base des critères cités à l'article 4.1 avec conservation des preuves des critères d'attribution ainsi que la tenue d'une liste de réserve.

Ces données ne sont transmises à aucun tiers.

Le candidat ou l'occupant peut à tout moment demander de consulter ou de rectifier ses données en contactant le service Participation Citoyenne. Il peut demander de faire supprimer ses données s'il est sur liste d'attente.

CHAPITRE 3 : OCCUPATION ET PROCEDURE D'ATTRIBUTION

Article 8 : Procédure d'attribution

Chaque fois qu'il doit attribuer une parcelle, le Collège des Bourgmestre et Échevins contacte par courrier ou courriel le candidat-occupant détenant le plus de points et dont la candidature est la plus ancienne.

Ce courrier ou courriel l'informe de la disponibilité de la parcelle et est accompagné d'un formulaire de réponse et d'un plan précisant la localisation et la délimitation de la parcelle-potagère proposée.

Le candidat-occupant est invité à renvoyer dans les 15 jours le formulaire de réponse complété.

Le refus d'une parcelle entraîne la radiation du registre. Le candidat-occupant radié du registre peut à tout moment introduire une nouvelle demande conforme au règlement.

L'absence de réaction dans les 15 jours entraîne la radiation de sa candidature sauf si le candidat-occupant justifie son attitude dans les 15 jours et que le Collège accepte cette justification.

Article 9: conditions d'occupation

La parcelle-potagère est mise à disposition des occupants gratuitement.

La commune met à disposition des occupants une base d'outils, qui sera stockée dans l'abri de jardin situé dans le jardin Jean-Félix Hap. Il sera à charge des occupants de les remplacer en cas de détérioration ou de vol. Les occupants sont libres d'ajouter des outils supplémentaires, à leurs frais, s'ils jugent cela nécessaire.

Il sera à charge des occupants de financer les graines et semences.

CHAPITRE 4 : DUREE DES ATTRIBUTIONS ET GESTION DES PARCELLES

Article 10 : Durée d'occupation des parcelles-potagères

Les parcelles-potagères sont mises à disposition pour une durée de deux ans, renouvelable

une fois.

Au plus tard six mois avant la date butoir, une procédure de réattribution des parcelles est lancée. Les occupants sont avertis, par courrier ou courriel, de l'échéance de l'occupation et questionnés quant à leur volonté de renouveler ou non de celui-ci. A défaut de réponse, ou en cas de réponse négative dans les trois mois de notification du courrier ou courriel, l'occupation n'est pas reconduite et la parcelle est attribuée, à l'échéance, à un candidat selon les règles d'attribution prévues à l'article 7 de ce règlement.

L'occupant pourra mettre fin à l'occupation, à tout moment, moyennant un préavis de trois mois.

Moyennant le même préavis, la commune pourra mettre fin à l'occupation à tout moment, si l'occupant ne respecte pas le règlement, après une mise en demeure préalable restée sans effet. En cas de faute grave de la part de l'occupant, la commune pourra mettre fin à l'occupation sans préavis.

Article 11 : Gestion et entretien des parcelles

§1 Les parcelles-potagères mises à disposition des citoyens sont destinées à la production maraîchère pour la consommation privée et dans un but non lucratif

§2 Il est strictement interdit de céder, scinder, échanger ou faire cultiver la parcelle potagère par une tierce personne sans autorisation préalable de la commune. S'il se trouve dans l'impossibilité de cultiver sa parcelle-potagère ou de maintenir son terrain dans un état d'entretien normal, l'occupant est tenu d'en avertir la commune.

§3 Les dimensions des parcelles-potagères et des chemins communs ne peuvent être modifiées par les occupants.

§4 Les occupants des différentes parcelles-potagères réalisent en commun les travaux d'entretien général du site et de ses abords immédiats. En cas de négligence, la commune se réserve le droit d'exiger la remise en état des lieux. A cet effet, un PV sera établi par le fonctionnaire délégué du service Environnement, détaillant le délai de remise en état des lieux et les travaux à effectuer. La commune peut fournir éventuellement une aide logistique pour certains travaux.

§5 Aucune construction ne pourra être érigée sur les parcelles-potagères sans l'accord préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins

§6 L'occupant de la parcelle-potagère s'engage à :

- Tout au long de l'année, veiller au bon aménagement, à la propreté et à l'entretien de la parcelle-potagère mise à disposition et, de manière générale, d'en user en « bon père de famille » selon la notion consacrée reprise au code civil et dans la jurisprudence ;
- Éviter toute nuisance pour le voisinage en respectant les heures d'ouverture du jardin Jean-Félix Hap;
- Cultiver en ayant recours à des méthodes de cultures biologiques, sans pesticides, herbicides ou engrais chimiques et ne pas recourir à des semences génétiquement modifiées. Seuls sont autorisés les biocides utilisés en agriculture biologique, pour autant que des mesures préventives de lutte contre les maladies et ravageurs aient effectivement été appliquées en amont. Seuls les amendements provenant de compost ou de décoction naturelle sont autorisés ;
- Ne pas cultiver des plantes invasives et de grands développements comme l'arbre à papillon, la renouée du Japon, la balsamine de l'Himalaya, arbre à tige...
- Participer à d'éventuelles réunions de coordination
- Participer à la dynamique collective et s'investir en ce qui concerne la gestion de l'eau, du compost, des outils...

§7 Le service Environnement de la commune procédera à une visite annuelle, lors de la pleine

saison, pour juger de l'état de la parcelle-potagère. En cas de non-occupation ou de mauvaise gestion de la parcelle, l'occupant devra se justifier auprès du service Environnement. Si la justification n'est pas recevable, la parcelle sera réattribuée selon les règles d'attribution prévues à l'article 7.

CHAPITRE 4: AUTRES DISPOSITIONS

Article 11: Recours

En cas de litige, seuls les tribunaux de l'arrondissement de Bruxelles sont compétents.

Article 12: Entrée en vigueur

Le présent Règlement entre en vigueur dans les délais légaux de publication.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

M. Mommer propose un amendement oral: retirer le critère de famille nombreuse.

Votes sur l'amendement:

LB: non

PS: non

Ecolo/Groen: non

cdH: non

DéFi: oui

Votes sur le texte non amendé:

LB: oui

PS: oui

Ecolo/Groen: oui

cdH: oui

DéFi: abstention

31 votants : 29 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Gisèle Mandaila, Thierry Mommer.

Reglement betreffende de toekenning van de gemeentelijke moestuinpercelen op de Lorforsite in de Jean-Félix Haptuin.

De gemeenteraad,

overwegende dat het college op 21 november 2019 akkoord is gegaan met de lancering van het project voor de participatieve moestuinen in de Jean-Félix Haptuin;

overwegende dat een honderdtal aanwezigen erg enthousiast waren over het project tijdens de infosessie op 16 januari 2020;

overwegende dat het aantal aanvragen veel groter is dan het aantal moestuinpercelen en dat het aangewezen is om te kiezen;

overwegende dat het de politieke wil is om de bebouwbare percelen toe te kennen op basis van objectieve criteria;

BESLIST om het reglement betreffende de toekenning van de gemeentelijke moestuinpercelen op de Lorforsite in de Jean-Félix Haptuin goed te keuren:

REGLEMENT BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN DE GEMEENTELIJKE

MOESTUINPERCELEN OP DE LORFORSITE IN DE JEAN-FELIX HAPTUIN

HOOFDSTUK 1: ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1: Definities

Voor de toepassing van onderhavig reglement wordt verstaan onder:

Moestuinsite: terrein dat bestaat uit een of meer aaneengesloten kadastrale percelen, aangelegd in de vorm van verschillende moestuinpercelen die individueel of collectief worden gebruikt.

Moestuinperceel: het lapje grond gelegen in de Jean-Félix Haptuin dat bestemd is voor tuinbouw.

Kandidaat-gebruiker: de natuurlijke persoon of rechtspersoon die een geldige aanvraag heeft ingediend voor het gebruik van een moestuinperceel.

Perimeter van het DWC: de perimeter “Jacht-Gray” loopt rond de as van de Waverssesteenweg tussen het Jachtkruispunt en het dei Marmiplein. De perimeter wordt afgebakend door de Mouterijbrug in het zuidwesten, de Jacht in het zuidoosten en het Jourdanplein in het noorden.

Gezin: het geheel van bewoners van eenzelfde woning zonder dat die personen noodzakelijkerwijs aan elkaar verwant zijn. Een gezin kan uit een enkele persoon bestaan.

Non-profitorganisatie: vereniging van verschillende gezinnen, vzw, school, instelling, buurtcomité...

Constructie: elke constructie in hout, beton of andere materialen zoals een gereedschapshuisje, tuinhuis, aardappeltoren, serre, zaaitafel, een persoonlijke compostrecipiënt...

Artikel 2: Toepassingsgebied

Onderhavig reglement is van toepassing op de gemeentelijke moestuinpercelen die tijdelijk en ten precaire titel in gebruik worden gegeven op de moestuinsite van de Jean-Félix Haptuin.

Artikel 3: Verdeling en aanleg van de moestuinsites

De moestuinsite heeft een oppervlakte van 480 m².

... m² zijn bedoeld voor de non-profitorganisaties.

De overige ... m² zijn bedoeld voor de gezinnen.

HOOFDSTUK 2: KANDIDATUUR - VOORWAARDEN EN INSCHRIJVING

Artikel 4: Toekenningsvoorwaarden en voorrangspunten

Artikel 4.1: Toekenningsvoorwaarden en voorrangspunten voor Etterbeekse gezinnen

Op basis van zijn situatie krijgt de kandidaat-gebruiker voorrangspunten.

- 1 voorrangspunt wordt toegekend aan de kandidaat-gebruikers die in de perimeter van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” wonen.
- 1 voorrangspunt wordt toegekend aan de kandidaat-gebruikers die in een woning wonen zonder privétuin, binnenplaats of terras van meer dan 20 m².
- 1 voorrangspunt wordt toegekend aan de kandidaat-gebruikers die uit een groot gezin komen.
- 2 voorrangspunten worden toegekend aan de kandidaat-gebruikers van wie het netto belastbaar inkomen van het gezin niet hoger is dan:

- **23.283,17 euro**, voor een persoon die alleen woont;
- **25.870,20 euro**, voor een gezin met één inkomen
- **29.565,98 euro**, voor een gezin met meerdere inkomens

* Die inkomens worden verhoogd met 2.217,44 euro per kind ten laste. Een kind ten laste met een erkende handicap = 2 kinderen ten laste. De bedragen worden verhoogd met 4.434,89 euro voor een meerderjarig persoon met een erkende handicap.

Artikel 4.2: Toekenningsvoorwaarden en voorrangspunten voor Etterbeekse non-profitorganisaties

Op basis van een voorstel van de dienst Burgerparticipatie (Burgerraadplegingen en -ontmoetingen) zal het college van burgemeester en schepenen de kandidaturen analyseren aan de hand van de volgende criteria:

- Aantal personen waarop het project een invloed heeft
- Beschrijving van het project
- Pedagogische draagwijdte van het project
- Beschrijving van het gebruik van de opbrengsten

Aan elk van die criteria zal een cijfer op tien worden gegeven.

Artikel 5: Inschrijvingen

De aanvragen voor het gebruik van de moestuinpercelen worden uitsluitend ingediend aan de hand van het daartoe bestemde formulier (formulier in bijlage 1 voor de gezinnen, bijlage 2 voor de non-profitorganisaties). Gezinnen moeten een kopie van minder dan drie maanden oud van de informatie op de chip van de identiteitskaart bij het kandidatuur dossier voegen. Voor personen die in aanmerking wensen te komen voor de twee voorrangspunten die worden toegekend aan personen met een inkomen dat de bovengenoemde bedragen niet overschrijdt, is een kopie van het recentste aanslagbiljet vereist.

De aanvraag moet worden ingediend bij de dienst Burgerparticipatie (Burgerraadplegingen en -ontmoetingen) tegen ontvangstbevestiging tijdens de openingsuren of via e-mail aan x@etterbeek.be. Als het dossier volledig is, ontvangt de kandidaat-gebruiker onmiddellijk een ontvangstbevestiging met vermelding van de datum van inschrijving en het kandidatuurnummer.

De datum en het tijdstip van de ontvangstbevestiging zijn het bewijs van de datum van indiening van de aanvraag.

Artikel 6: Register

De dienst Burgerparticipatie (Burgerraadplegingen en -ontmoetingen) van de gemeente houdt een register bij van de kandidaturen.

In het register staat het kandidatuurnummer, de naam en het adres van de kandidaat en het aantal punten dat elke kandidaat-gebruiker heeft.

Het register rangschikt de aanvragen op basis van het aantal punten van de kandidaat-gebruikers. De moestuinpercelen worden toegewezen aan de kandidaat-gebruikers met de meeste punten. In geval van een gelijke stand is de chronologische volgorde van indiening van de aanvragen doorslaggevend.

Het register kan worden geraadpleegd door ingeschreven kandidaten en door de gemeenteraadsleden in overeenstemming met de Nieuwe Gemeentewet.

De kandidaat-gebruiker is verplicht om de dienst Burgerparticipatie (Burgerraadplegingen en -ontmoetingen) onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke wijziging van zijn situatie die gevolgen zou hebben voor het aantal punten.

Als een verandering in de situatie van de kandidaat die van invloed is op het aantal punten plaatsvindt nadat het moestuinperceel aan hem is toegewezen, heeft hij toestemming om het perceel te gebruiken voor de duur die aanvankelijk was gepland. Tijdens de procedure voor de herverdeling van de percelen wordt het aantal punten van de kandidaat opnieuw berekend en wordt de aanvrager opnieuw in het register ingeschreven.

De dienst Participatie van de gemeente voert jaarlijks een analyse van het register uit en brengt verslag uit aan het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 7: Gegevensbescherming

De dienst Burgerparticipatie verzamelt persoonsgegevens om de kandidaten te kunnen selecteren op basis van de in artikel 4.1 bedoelde criteria. Het bewijs van de gunningscriteria wordt bijgehouden net zoals een reservelijst.

De gegevens worden niet doorgegeven aan derden.

De kandidaat of de gebruiker kan op elk moment vragen om zijn gegevens te raadplegen of te corrigeren door contact op te nemen met de dienst Burgerparticipatie. Hij kan vragen om zijn gegevens te laten verwijderen als hij op de wachtlijst staat.

HOOFDSTUK 3: GEBRUIK EN TOEKENNINGSPROCEDURE

Artikel 8: Toekenningsprocedure

Elke keer wanneer het een perceel moet toewijzen, neemt het college van burgemeester en schepenen per post of via e-mail contact op met de kandidaat-gebruiker met de meeste punten en de oudste kandidatuur.

Deze brief of e-mail informeert hem over de beschikbaarheid van het perceel en wordt vergezeld van een antwoordformulier en een plan waarin de locatie en de afbakening van het voorgestelde moestuinperceel worden aangegeven.

De kandidaat-gebruiker wordt verzocht om het ingevulde antwoordformulier binnen 15 dagen terug te sturen.

Weigering van een perceel heeft tot gevolg dat de kandidaat uit het register wordt geschrapt. Een kandidaat-gebruiker die uit het register is geschrapt, kan op elk moment een nieuwe aanvraag indienen overeenkomstig het reglement.

Indien niet binnen 15 dagen wordt geantwoord, wordt de aanvraag geannuleerd, tenzij de kandidaat-gebruiker zijn houding binnen 15 dagen rechtvaardigt en het college deze motivering aanvaardt.

Artikel 9: Gebruiksvoorwaarden

Het moestuinperceel wordt gratis ter beschikking gesteld van de gebruikers.

De gemeente stelt de gebruikers een basispakket van gereedschap ter beschikking, dat wordt opgeslagen in het tuinhuisje in de Jean-Félix Haptuin. Het is de verantwoordelijkheid van de gebruikers om het gereedschap te vervangen in geval van schade of diefstal. Het staat de gebruikers vrij om, op eigen kosten, extra gereedschap toe te voegen als zij dat nodig achten.

Het is de verantwoordelijkheid van de gebruikers om voor het zaaigoed te betalen.

HOOFDSTUK 4: DUUR VAN DE TOEKENNING EN BEHEER VAN DE PERCELEN

Artikel 10: Duur van het gebruik van de moestuinpercelen

De moestuinpercelen worden ter beschikking gesteld voor een periode van twee jaar, die één keer kan worden verlengd.

Uiterlijk zes maanden voor de uiterste datum wordt een procedure voor de herverdeling van de percelen opgestart. De gebruikers worden per post of via e-mail op de hoogte

gebracht van het verstrijken van de gebruiksperiode en worden bevraagd naar hun bereidheid om die periode al dan niet te verlengen. Bij gebrek aan een antwoord of bij een negatief antwoord binnen drie maanden na de kennisgeving van de brief of e-mail wordt de bezetting niet verlengd en wordt het perceel op de vervaldatum toegewezen aan een kandidaat volgens de toekenningsregels uit artikel 7 van dit reglement.

De gebruiker kan op elk moment een einde maken aan het gebruik op voorwaarde van een opzegtermijn van drie maanden.

Met inachtneming van dezelfde opzegtermijn kan de gemeente het gebruik op elk moment beëindigen indien de gebruiker zich niet aan het reglement houdt nadat een voorafgaande ingebrekestelling zonder gevolg is gebleven. In geval van ernstig fout van de gebruiker kan de gemeente het gebruik zonder opzegtermijn beëindigen.

Artikel 11: Beheer en onderhoud van de percelen

§1 De moestuinpercelen die ter beschikking van de burgers worden gesteld zijn bestemd voor de productie van groenten voor particuliere consumptie en zonder winstoogmerk.

§2 Het is ten strengste verboden om het moestuinperceel over te dragen, te verdelen, te ruilen of te laten bewerken door een derde zonder voorafgaande toestemming van de gemeente. Als hij niet in de mogelijkheid is om het moestuinperceel te verbouwen of de grond in een normale staat van onderhoud te houden, is de gebruiker verplicht om de gemeente hiervan op de hoogte te brengen.

§3 De afmetingen van de moestuinpercelen en de gemeenschappelijke paden mogen niet door de gebruikers worden gewijzigd.

§4 De gebruikers van de verschillende moestuinpercelen voeren samen de algemene onderhoudswerkzaamheden op de site en in de directe omgeving uit. In geval van nalatigheid behoudt de gemeente zich het recht voor om te eisen dat de site wordt hersteld. Daartoe wordt door de gedelegeerde ambtenaar van de dienst Leefmilieu een proces-verbaal opgesteld waarin de termijn voor de herstelling van de site en de uit te voeren werkzaamheden wordt aangegeven. De gemeente kan voor bepaalde werkzaamheden logistieke hulp bieden.

§5 Op de moestuinpercelen mogen geen constructies worden opgetrokken zonder voorafgaande toestemming van het college van burgemeester en schepenen.

§ 6De gebruiker van het moestuinperceel verbindt zich ertoe om:

- Het hele jaar door te zorgen voor de goede inrichting, de netheid en het onderhoud van het ter beschikking gestelde moestuinperceel en, in het algemeen, om het als een “goede huisvader” te gebruiken volgens de betekenis die is vastgelegd in het Burgerlijk Wetboek en in de rechtspraak;
- Overlast voor de omwonenden te vermijden door de openingsuren van de Jean-Félix Haptuin te respecteren;
- Om te telen met behulp van biologische teeltmethoden, zonder pesticiden, onkruidverdelgers of chemische meststoffen en om geen genetisch gemanipuleerde zaden te gebruiken. Enkel biociden die in de biologische landbouw worden gebruikt zijn toegestaan op voorwaarde dat de preventieve maatregelen ter bestrijding van ziekten en plagen eerder effectief werden toegepast. Alleen bodemverbeteraars afkomstig van compost of natuurlijke aftreksels zijn toegestaan;
- Geen invasieve planten en grote soorten zoals vlinderstruiken, Japanse duizendknoop, reuzenbalsemien, stambomen te telen;
- Eventuele coördinatievergaderingen bij te wonen;
- Deel te nemen aan de collectieve dynamiek en zich in te zetten voor het waterbeheer, de compostplaats, het gereedschap...

§7 De dienst Leefmilieu van de gemeente brengt jaarlijks tijdens het hoogseizoen een

bezoek om de toestand van het moestuinperceel te beoordelen. In geval van niet-gebruik of slecht beheer van het perceel zal de gebruiker zich moeten verantwoorden tegenover de dienst Leefmilieu. Indien de rechtvaardiging niet ontvankelijk is, wordt het perceel opnieuw toegewezen volgens de in artikel 7 bedoelde toekenningsregels.

HOOFDSTUK 4: ANDERE BEPALINGEN

Artikel 11: Beroep

In geval van geschillen zijn enkel de rechtbanken van het arrondissement Brussel bevoegd.

Artikel 12: Inwerkingtreding

Onderhavig reglement treedt in werking binnen de wettelijke termijnen voor publicatie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

De heer Mommer dient een mondeling amendement in om het criterium van het groot gezin te schrappen.

Stemmen over het amendement:

LB: nee

PS: nee

Ecolo/Groen: nee

cdH: nee

DéFI: ja

Stemmen over de ongewijzigde tekst:

LB: ja

PS: ja

Ecolo/Groen: ja

cdH: ja

DéFI: onthouding

31 stemmers : 29 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Gisèle Mandaila, Thierry Mommer.

Vincent DE WOLF :

« Le règlement vous a été soumis, il restait un détail qui est la taille des parcelles individuelles et des parcelles collectives. A cet égard un rapport a encore été demandé aux fonctionnaires, et nous sommes donc arrivés à une taille de parcelle individuelle de 12 m², je ne me trompe pas Madame DE HALLEUX ? Et pour les parcelles collectives : un total global de 264 m², 216m² pour les ménages.

Nous allons donc veiller à faire un courrier du règlement à l'ensemble des personnes concernées parce que il n'a pas plu hier mais mon petit doigt m'a dit qu'il y avait beaucoup d'intérêt lors de la réunion qui avait été organisée il y a quelques semaines.

Thierry MOMMER:

« J'avais une question sur les parcelles et sur leur taille, vous avez anticipé ces questions, merci. J'avais 2 questions par rapport aux points de priorité qui sont accordés à certaines personnes, plus particulièrement le fait qu'un point de priorité est accordé aux candidats-occupants issus d'une famille nombreuse et 2 points de priorité accordés aux candidats-occupants dont le revenu net imposable etc., enfin bon voilà...Donc je ne voyais pas la relation qu'il y avait entre ce point, et le fait de pouvoir octroyer une parcelle individuelle de 12 m², je ne vois pas le lien.

Donc ma question est de savoir quel est le lien de chacun de ces 2 critères avec la priorisation que cela peut entraîner au niveau de l'octroi pour une durée de 2 ans d'une parcelle

Vincent DE WOLF :

« Le Collège s'est abondamment penché sur cette question parce que tout est important et on essaie d'être aussi égalitaire que possible. Le travail se fait si j'ose dire en 3 temps et en collaboration :

- **Le 1^{er} temps** : C'est l'aspect Contrats de Quartiers Durables, espaces verts, création des espaces, définition des espaces et ça c'est plutôt la compétence de Monsieur **JELLEMA** et de Monsieur **SHEIKH HASSAN** ;
- **Le 2^{ème} temps** : C'est la participation comme on a fait dans le passé : écouter tout le monde et essayer d'avoir des critères aussi égalitaires que possible pour donner accès au plus grand nombre possible ;
- **Et le 3^{ème} temps** : c'est la gestion des parcelles.

Donc le 2^{ème} temps c'est pour votre serviteur, et le 3^{ème} temps c'est Madame **DE HALLEUX** et son service de développement durable qui gèrera la vie de ces parcelles. Alors, au niveau des critères, on s'est rendu compte qu'il y avait à peu près 150 personnes qui étaient intéressées, et donc on a essayé d'étendre le nombre de parcelles individuelles autant que possible. Nous avons été d'avis qu'essayer de faire des parcelles de 6 m² devait être étudié pour augmenter le nombre de parcelles et ainsi augmenter le nombre de personnes qui auraient accès. Les services nous ont fait un rapport, c'est pourquoi on a encore fait un Collège Piano, comme on appelle, ce soir disons que ça posait trop de problèmes techniques et un trop grand nombre de personnes qui fréquentaient alors l'ensemble de cet espace relativement réduit C'est ainsi qu'on est resté à 12 m² pour les espaces individuels. Si on part du principe que 2 personnes seraient admises pour les espaces individuels, ça fait donc 38 personnes qui pourraient obtenir des parcelles privatives et puis alors il faudra voir combien de personnes viendront voir les parcelles collectives : est-ce que ce sera 4 personnes ? Est-ce que ce sera 6 personnes ? Ça c'est l'arbitrage qu'il faudra faire aussi en fonction un peu du projet parce que le but est de voir aussi après un certain temps si les gens entretiennent s'ils continuent à venir, ce sera le service de Madame **DE HALLEUX** qui devra en tenir conséquence pour que ceux qui laissent à l'abandon ou en friche soient remplacés évidemment.

En ce qui concerne les priorités, l'idée du Collège est évidemment de favoriser ceux qui sont le plus en difficulté sur le plan financier. On avait imaginé de faire appel aux personnes qui avaient été dans le quart-monde aidées sur le défi alimentation, mais ces personnes ne sont pratiquement plus présentes.

Et donc les critères qui ont été utilisés : c'est d'abord de prendre ceux qui habitent dans le périmètre des contrats des quartiers durables, globalement à peu près depuis la Chasse jusque le bas de la commune sur Ixelles, on a souhaité exclure ceux qui ont un jardin privatif, ce qui paraît normal, parce que même si la terre ne permet pas un potager, on peut alors installer un bac et mettre de la terre de qualité. De même des personnes qui ont des terrasses supérieures à 20 m², pourraient, elles-mêmes s'occuper de leurs propres potagers, les familles nombreuses et il peut y avoir évidemment une addition entre la famille nombreuse et ceux dont les revenus nets ne dépassent pas des plafonds qui ont été fixés (ce sont donc les plafonds qui proviennent du logement social si je ne m'abuse). »

Thierry MOMMER :

« Ma question portait sur les 2 derniers critères, c'est-à-dire les familles nombreuses et les revenus. La réponse que vous me donnez à propos des revenus qui est quand même une priorité de 2 points donc ce n'est pas négligeable : je peux y souscrire avec les réserves que vous-même vous avez formulées sur le public-cible. Par contre, je ne comprends toujours pas pourquoi le fait de ne pas être issu d'une famille nombreuse est en quelque sorte un handicap. Je ne vois pas le lien qu'il y a entre le fait d'être membre d'une famille

nombreuse (donc à partir de 3 enfants si ma mémoire est bonne) et le fait d'avoir un point de priorité pour avoir accès à une parcelle honnêtement je ne vois pas le lien...

Par ailleurs j'ai une question incidente, il est marqué nulle part, sauf erreur de ma part dans le règlement que ce sont les etterbeekoïsi qui bénéficient de la mesure, en revanche ; l'article 5 parle de la puce qu'il y a dans la carte d'identité, à joindre à la candidature. Est-ce que ça veut dire qu'au travers de la vérification des données qu'il y a sur la puce électronique, on veut viser que ce soit les etterbeekoïsi qui ont bien accès aux parcelles ?

Vincent DE WOLF :

« Oui donc la carte d'identité n'indique pas l'adresse comme vous le savez, et donc la puce c'est pour voir où les personnes sont domiciliées »

Thierry MOMMER :

« Très bien, alors reste ma question pour les familles nombreuses. »

Vincent DE WOLF :

« Alors je vais laisser Madame **DE HALLEUX** s'exprimer bien entendu à ce sujet mais le Collège a estimé que le fait d'avoir des enfants, et nombreux était un plus, ça ne va pas nécessairement de pair avec la précarité c'est vrai, mais c'est aussi une question d'apprentissage de vivre autrement et de favoriser la culture potagère biologique en ville. Madame **DE HALLEUX**... »

Françoise DE HALLEUX :

« On s'est largement penchés sur les critères, on a élaboré pas mal de scénarios possibles, et pour les familles on a voulu favoriser les familles nombreuses et les familles monoparentales, ce n'est pas marqué comme ça dans le texte mais dans les revenus c'est bien marqué que s'il y a une personne seule qui élève ses enfants, les revenus sont majorés pour cette personne. Et donc c'est dans le but de favoriser les publics qui sont plus sensibles plus... Voilà les familles nombreuses évidemment que ça touche plus de monde, ça participe à l'éducation de plus d'enfants etc. donc c'est pour ça qu'on a voulu les favoriser; les familles monoparentales c'est parce qu'on sait aussi (...), on a voulu aussi les favoriser, on ne veut pas pénaliser les autres, on voulait juste favoriser ceux-là. »

Thierry MOMMER :

« J'entends bien mais, moi je trouve honnêtement que c'est pas très convaincant, je veux dire : on peut faire de la discrimination positive pour n'importe quel critère à un certain moment cette discrimination positive devient de la discrimination négative. Il n'y a pas de raison d'exclure ou de donner une priorité à des familles qui ne sont pas nombreuses, par rapport à des familles qui sont nombreuses ! Donc moi je trouve que ce n'est pas pertinent, ça n'a pas de lien. Alors les 2 premiers critères sont pertinents je trouve que le 4^{ème} critère après l'explication du bourgmestre, est plus ou moins convaincant, je trouve que celui-là ne l'est pas. Or, le projet est un bon projet, donc moi je propose de retirer ce critère-là. Et si le bourgmestre est d'accord, j'en ferais bien un amendement oral.

Vincent DE WOLF :

« Ecoutez, nous on n'est pas accrochés aux formes, donc il n'y a pas de souci, on peut voter sur votre amendement mais je pense que le Collège a déjà passé suffisamment de temps, de réunions et de soins en découpant tout petit avec une pelle et un râteau pour essayer de faire au mieux, nous n'allons pas modifier cet équilibre délicat, donc vous voulez qu'on vote par groupes je suppose ? »

Françoise DE HALLEUX :

« Je voudrais juste rajouter pour Monsieur **MOMMER**, qu'il y a aussi les jardins participatifs avec une possibilité de s'inscrire pour avoir des parcelles. »

Vincent DE WOLF :

« Sur l'amendement de Monsieur **MOMMER**, LB non, PS non, Ecolo non, cdH non, et DéFi oui.

Nous revotons alors le règlement non-amendé, le PS a soutenu pas l'amendement mais a soutenu le texte, donc nous votons alors sur le règlement non-amendé. Unanimité ? Ou abstention du groupe ? »

Thierry MOMMER :

« Non, pour la raison qu'on a invoquée : le texte est bon, l'idée est bonne, mais je trouve, enfin nous trouvons que le critère (NDLR : 'famille nombreuse') n'est pas pertinent et donc nous nous abstiendrons sur ce projet. »

Vincent DE WOLF :

« D'accord, abstention du groupe DéFi et unanimité pour le reste !" »

Vincent DE WOLF:

“Het reglement werd aan u voorgelegd. Er bleef nog een detail over in verband met de grootte van de individuele percelen en de collectieve percelen. In dat verband werd de ambtenaren opnieuw gevraagd om een verslag te maken. Uiteindelijk zijn we zo tot een grootte van 12 m² gekozen voor de individuele percelen, als ik mij niet vergis mevrouw **DE HALLEUX**? En voor de collectieve percelen: een totaal van 264 m², 216 m² voor gezinnen.

Wij gaan er dus voor zorgen dat er een brief van het reglement wordt verstuurd naar alle betrokken personen. Het heeft gisteren niet geregend, maar ik heb gehoord dat er veel belangstelling was op de infovergadering die enkele weken geleden werd georganiseerd.

Thierry MOMMER:

“Ik had dus een vraag over de percelen en hun grootte. U anticipeert op die vragen, bedankt. Ik had twee vragen in verband met de voorrangspunten die worden toegekend aan bepaalde mensen, in het bijzonder het feit dat er een voorrangspunt wordt toegekend aan kandidaat-gebruikers aan grote gezinnen en twee voorrangspunten aan kandidaat-gebruikers met een netto belastbaar inkomen, enzovoort. Ik zie niet het verband tussen dat punt en het feit een individueel perceel van 12 m² toe te kennen. Ik zie het verband niet. Mijn vraag is dus welk verband er is tussen elk van die twee criteria en de voorrang die kan worden gegeven bij de toekenning van een perceel voor ene periode van twee jaar.

Vincent DE WOLF:

“Het college heeft zich uitvoerig over deze kwestie gebogen omdat alles belangrijk is en we proberen ook om zo gelijk mogelijk te werk te gaan. Ik durf te zeggen dat we in drie fases te werk zijn gegaan en hiervoor hebben samengewerkt:

- De **1e fase**: Dat is het aspect van de Duurzame Wijkcontracten, groene ruimten, aanleg van groene ruimten, definiëring van de ruimten en dat is eerder de bevoegdheid van mijnheer **JELLEMA** en mijnheer **SHEIKH HASSAN**;
- De **2e fase**: Dat is de inspraak, de participatie zoals we dat in het verleden hebben gedaan. Luisteren naar iedereen, en proberen om zo eerlijk mogelijke criteria te bekomen om zoveel mogelijk mensen toegang te geven.
- En de **3e fase**: dat is het beheer van de percelen.

Dus de 2e fase is voor uw dienaar en de 3e fase, dat is mevrouw **DE HALLEUX** en haar dienst Duurzame Ontwikkeling, die het leven op de percelen in goede banen zal leiden. Wat de criteria betreft, realiseerden wij ons dat er ongeveer 150 mensen geïnteresseerd waren.

*Wij hebben dus geprobeerd om het aantal individuele percelen zo veel mogelijk uit te breiden. We waren van mening dat we moesten onderzoeken of het mogelijk was om percelen van 6 m² te maken zodat we het aantal percelen zouden kunnen verhogen en er dus ook meer mensen toegang toe zouden kunnen hebben. De diensten hebben hierover een verslag voor ons gemaakt. Dat is de reden dat we nog een college hebben gehouden aan de piano vanavond. Laten we zeggen dat die mogelijkheid te veel technische problemen met zich meebracht en er zouden te veel mensen naar de toch al relatief kleine ruimte komen. Daarom hebben we beslist om het bij 12 m² te houden voor de individuele ruimten. Als we uitgaan van het principe dat er twee mensen zouden worden toegelaten op de individuele ruimten, dan zijn dat in totaal 38 mensen die een privéperceel zouden kunnen krijgen. Dan moeten we nog bekijken hoeveel mensen er voor de collectieve percelen zouden worden toegelaten. Zouden dat vier personen zijn? Of zes personen? Dat is iets dat we ook zullen moeten zien in functie van de evolutie van het project. De bedoeling is immers ook om na een bepaalde tijd te kijken of de mensen blijven komen. Het is de dienst van mevrouw **DE HALLEUX** die zal kijken of mensen die hun perceel verwaarlozen of braak laten liggen zullen worden vervangen.*

Wat de prioriteiten betreft, is het idee van het college uiteraard om voorrang te geven aan mensen met financiële moeilijkheden. We hadden gedacht om een beroep te doen op de mensen uit de vierde wereld die werden geholpen in het kader van de voedingsuitdaging, maar die mensen zijn bijna niet meer aanwezig.

En dus werden de volgende criteria gebruikt. Allereerst de mensen die in de perimeter van de Duurzame Wijkcontracten wonen, ongeveer vanaf de Jacht tot het lagergelegen deel van de gemeente aan de grens met Elsene. We wilden ook mensen uitsluiten die een eigen tuin hebben. Dat lijkt normaal want zelfs als een moestuin niet mogelijk is, kan men in de tuin een bak plaatsen en daar kwaliteitsvolle grond in doen. Hetzelfde geldt voor mensen met een terras groter dan 20 m². Zij zouden zelf voor een moestuin kunnen zorgen. Uiteraard kan er een aanvulling komen tussen de grote gezinnen en de gezinnen met een netto-inkomen dat niet hoger ligt dan de vastgelegde plafonds (het zijn dus de plafonds uit de sociale huisvestingssector als ik mij niet vergis).”

Thierry MOMMER:

“Mijn vraag ging over de twee laatste criteria, dat wil zeggen de grote gezinnen en de inkomens. Het antwoord dat u mij geeft in verband met de inkomens, dat toch twee voorrangspunten is, is dus niet onbelangrijk: ik kan het eens zijn met de bedenking die u maakt bij de doelgroep maar oké...Daarentegen begrijp ik nog steeds niet waarom het feit dat men geen deel uitmaakt van een groot gezin een soort van handicap is. Ik zie niet het verband tussen het feit lid te zijn van een groot gezin (dus vanaf 3 kinderen als ik het mij goed herinner) en het feit een voorrangspunt te krijgen voor toegang tot een perceel. Eerlijk gezegd, zie ik het verband niet...

Ik heb nog een bijkomende vraag: tenzij ik mij vergis, staat er nergens vermeld in het reglement dat het de Etterbekenaren zijn die van deze maatregelen zullen genieten. Daarentegen wordt er in artikel 5 wel gesproken over de chip van de identiteitskaart, waarvan een kopie van de informatie bij de kandidatuur moet worden gevoegd. Betekent dat dat men door de gegevens op de elektronische chip te controleren ervoor willen zorgen dat het de Etterbekenaren zijn die toegang krijgen tot de percelen?”

Vincent DE WOLF:

“Ja, op de identiteitskaart wordt het adres niet vermeld zoals u weet. Daarom is de chip nodig om te kunnen zien of die mensen hier gedomicilieerd zijn.”

Thierry MOMMER:

“Rest nog mijn vraag in verband met de grote gezinnen.”

Vincent DE WOLF:

*“Ik ga mevrouw **DE HALLEUX** hierover het woord geven, maar het college was van mening dat het feit dat men kinderen heeft, en veel kinderen was een extra, niet noodzakelijkerwijs gepaard gaat met kansarmoede, maar het is een kwestie van leren om anders te leven en de biologische groenteteelt in de stad te bevorderen. Mevrouw **DE HALLEUX**...”*

Françoise DE HALLEUX:

“Bedankt, mijnheer de voorzitter. We hebben dus heel zorgvuldig naar de criteria gekeken. We hebben heel wat mogelijke scenario's uitgewerkt en wat de gezinnen betreft, wilden we grote gezinnen en eenoudergezinnen voorrang geven. Zo staat het niet in de tekst, maar voor de inkomens is duidelijk aangegeven dat als iemand kinderen alleen opvoedt, de inkomensgrens wordt verhoogd voor die persoon. Dat is dus met de bedoeling om kwetsbaardere doelgroepen voorrang te geven. Grote gezinnen treffen meer mensen, ze voeden meer kinderen op en dat is waarom we hen voorrang wilden geven. Wat de eenoudergezinnen betreft, is dat omdat wij ook weten (...). We wilden hen ook voorrang geven. We wilden anderen niet bestraffen, maar die anderen gewoon bevoordelen.”

Thierry MOMMER:

“Ja, dat begrijp ik, maar eerlijk gezegd vind ik het niet erg overtuigend. Ik bedoel: men kan positief discrimineren voor welk criterium ook, maar op een bepaald moment wordt die positieve discriminatie, negatieve discriminatie. Er is geen reden om gezinnen die geen grote gezinnen zijn uit te sluiten of voorrang te geven ten opzichte van grote gezinnen! Ik denk dus niet dat het relevant is. Er is geen verband. De eerste twee criteria zijn dus relevant, het vierde criterium is na de uitleg van de burgemeester min of meer overtuigend, maar van dit criterium vind ik dat niet. Het is wel een goed project en daarom stel ik voor om dit criterium te schrappen.

En als de burgemeester akkoord gaat, wil ik een mondeling amendement indienen.”

Vincent DE WOLF:

“Luister, wij zijn niet gehecht aan de vorm dus er is geen enkel probleem: we kunnen stemmen over uw amendement. Ik denk echter dat het college hier al voldoende tijd, vergaderingen en aandacht heeft besteed om het beste te proberen te doen. We gaan dat delicate evenwicht niet veranderen, Ik veronderstel dat u per fractie wilt stemmen?”

Françoise DE HALLEUX:

*“Ik zou nog juist willen toevoegen voor mijnheer **MOMMER** dat er ook de Participatieve Tuinen zijn waar men zich kan inschrijven voor percelen.”*

Vincent DE WOLF:

*“Dus voor het amendement van mijnheer **MOMMER**..LB nee, PS nee, Ecolo nee, cdH nee en DéFi ja.*

We stemmen opnieuw over het niet bij amendement gewijzigde reglement. De PS heeft niet het amendement gesteund, maar wel de tekst. We keuren het ongewijzigde reglement dus unaniem goed? Of is er een fractie die zich onthoudt?”

Thierry MOMMER:

“Nee zoals al gezegd: de tekst is goed, het idee is goed, maar wij vinden dat het criterium “grote gezinnen” niet relevant is en dus zullen wij ons onthouden over dit project.”

Vincent DE WOLF:

“In orde, onthouding van de fractie DéFI en unanimité voor de rest!”

Personnel enseignant - Onderwijzend personeel

17.02.2020/A/0006 **Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard » - Ouverture d'un premier appel à candidatures pour une désignation à titre temporaire dans la fonction de directeur/trice adjoint/e - Entérinement**

Le conseil communal,

Vu la délibération du 25/06/2018 désignant, à titre temporaire, Monsieur Simon SERVAIS dans la fonction de sous-directeur au sein du centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard », à raison de 36/36, avec effet au 01/09/2018 ;

Considérant que l'intéressé a souhaité mettre fin, de commun accord avec le Pouvoir organisateur, à sa désignation à titre temporaire dans la fonction de sélection de sous-directeur, avec effet au 22/01/2020 ;

Considérant qu'il y avait, dès lors, lieu de lancer un premier appel à candidatures pour une désignation à titre temporaire dans la fonction de directeur/trice adjoint/e du centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard », conformément aux dispositions du décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel qu'amendé par le décret du 14/03/2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection ;

Considérant qu'en vertu du décret du 06/06/1994 susmentionné, le pouvoir organisateur a l'obligation de consulter la commission paritaire locale (CoPaLoc) sur le profil de la fonction à pourvoir ; qu'en date du 16/01/2020, les membres de la COPALOC ont approuvé l'ouverture dudit appel du 17/01/2020 au 30/01/2020 (soit pendant le délai minimum de 10 jours ouvrables requis), vu l'imminence du départ du sous-directeur ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu d'entériner l'ouverture de cet appel, tel qu'il est repris en annexe, du 17/01/2020 au 30/01/2020 ;

DECIDE d'entériner l'ouverture du premier appel à candidatures pour une désignation à titre temporaire dans la fonction de directeur/trice adjoint/e au sein du centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard », tel qu'il est repris en annexe, du 17/01/2020 au 30/01/2020, sachant que le poste était à pourvoir à partir du 23/01/2020 et que les membres de la COPALOC ont également approuvé l'ouverture dudit appel en date du 16/01/2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

“Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard”- Opening van een eerste kandidatenoproep voor een tijdelijke benoeming in de functie van onderdirecteur/trice - Bekrachtiging

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van 25/06/2018 tot tijdelijke benoeming van de heer Simon SERVAIS in de functie van onderdirecteur in het “Centre d'enseignement secondaire

d'Etterbeek Ernest Richard” voor 36/36 met inwerkingtreding vanaf 01/09/2018;

overwegende dat de betrokkene, in overleg met de inrichtende macht, een einde wilde maken aan zijn tijdelijke benoeming in het selectieambt van onderdirecteur met ingang vanaf 22/01/2020;

overwegende dat het bijgevolg aangewezen was om een eerste kandidatuuroproep te lanceren voor een tijdelijke benoeming in de functie van adjunct-directeur/directrice in het “Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard”, in overeenstemming met de bepalingen van het decreet van 06/06/1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, zoals bij amendement gewijzigd door het decreet van 14/03/2019 tot wijziging van bepaalde bepalingen betreffende de functies van directeur en directrice, betreffende andere bevorderingsambten en betreffende de selectieambten;

overwegende dat de inrichtende macht op grond van het bovengenoemde decreet van 06/06/1994 ertoe verplicht is om de lokale paritaire commissie (LOPACO) te raadplegen over het profiel van de in te vullen functie; dat de leden van de LOPACO de opening van die oproep van 17/01/2020 tot 30/01/2020 (te weten gedurende de vereiste minimumperiode van 10 werkdagen) hebben goedgekeurd op 16/01/2020 gezien het naderende vertrek van de onderdirecteur;

overwegende dat het bijgevolg aangewezen is om de opening van die oproep, zoals hierbij gevoegd, van 17/01/2020 tot 30/01/2020 te bekrachtigen;

BESLIST om de opening van een eerste kandidatenoproep voor een tijdelijke benoeming in de functie van adjunct-directeur/trice van het “Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard”, zoals hierbij gevoegd, van 17/01/2020 tot 30/01/2020 te bekrachtigen wetende dat de functie ingevuld moest worden vanaf 23/01/2020 en dat de leden van de LOPACO de opening van die oproep eveneens hebben goedgekeurd op 16/01/2020.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

1 annexe / 1 bijlage

Appel Directeur Adjoint - CESE ERNEST RICHARD - 2019-2020.pdf

Contentieux - Geschillen

17.02.2020/A/0007 **Protocole d'accord avec le Parquet de Bruxelles concernant les infractions mixtes du Règlement Général de Police Commun – Adoption**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 119 et 119 *bis* ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle du protocole

d'accord en exécution de l'article 23 de la loi relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le Règlement Général de Police commun aux dix-neuf Communes bruxelloises, approuvé par le Conseil Communal en séance du 20 janvier 2020, qui entrera en vigueur le 1^{er} mars 2020 ;

Considérant que la loi du 24 juin 2013 dispose en son article 3, 1^o et 2^o que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions visées d'une part aux articles 398, 448, et 521, alinéa 3, du Code pénal, et d'autre part aux articles 461, 463, 526, 534*bis*, 534*ter*, 537, 545, 559, 1^o, 561, 1^o, 563, 2^o et 3^o et 563*bis*, du Code pénal ; Que ces infractions sont également appelées « infractions mixtes » ;

Considérant que l'article 23, § 1er, 1^{er} alinéa, de la loi du 24 juin 2013 prévoit qu'en ce qui concerne ces infractions, le conseil communal peut ratifier un protocole d'accord conclu entre le procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s ;

Considérant qu'il y a donc lieu de conclure un nouveau protocole d'accord concernant les infractions mixtes ;

Considérant qu'il est nécessaire que le protocole entre en vigueur en même temps que le Règlement Général de Police Commun, à savoir le 1^{er} mars 2020 ;

Considérant que le Protocole ne sera valide qu'une fois adopté par le Conseil et signés par le Parquet et par le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s.

DECIDE

D'adopter le Protocole d'accord entre le Parquet de Bruxelles et le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s concernant les infractions mixtes tel que repris ci-après :

**PROTOCOLE D'ACCORD
RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES
EN CAS D'INFRACTIONS MIXTES**

**Infractions mixtes visées à l'article 3, 1^o et 2^o de la loi du
24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales**

ENTRE :

La Commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s, au nom duquel agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Madame Annick PETIT, Secrétaire communal, en exécution de la décision du Conseil communal du 17 février 2020 ;

ET

Le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par Monsieur le Procureur du Roi Jean-Marc MEILLEUR ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, §1^{er}, alinéa 1^{er}, pour ce qui concerne les infractions mixtes, à l'exception des infractions de roulage, et l'article 23, §1^{er}, alinéa 5, pour ce qui concerne les infractions de roulage ;

Vu les articles 119bis, 123 et 135, §2, de la Nouvelle Loi Communale ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

A. Cadre légal

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (*M.B.*, 1^{er} juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1^o et 2^o, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions suivantes au Code pénal :

- a. Article 398
- b. Article 448
- c. Article 521, 3^{ème} alinéa
- d. Article 461
- e. Article 463
- f. Article 526
- g. Article 534*bis*
- h. Article 534*ter*
- i. Article 537
- j. Article 545
- k. Article 559, 1^o
- l. Article 561, 1^o
- m. Article 563, 2^o
- n. Article 563, 3^o
- o. Article 563*bis*

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s concernant les infractions mixtes. Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

B. Cadre conventionnel

Article 1. Echange d'informations

Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé(s) le(s) "magistrat(s) de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les villes/communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein des villes/communes sont échangées entre les différents partenaires. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. Traitement des infractions mixtes

1) Préambule

Conformément à la circulaire n° 1/2006 du Collège des procureurs généraux (version révisée du 30/01/2014), le présent accord ne concerne que les infractions commises par des personnes majeures.

2) Quant au traitement différencié selon les infractions mixtes

2.1. Le procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et les communes concernées s'engagent à traiter les infractions dûment constatées :

ART 448 CP : Injures

ART 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 563-2° CP : Dégradations sauf sur véhicule

ART 461 et 463 CP : Vol à l'étalage pour un préjudice d'un montant total inférieur à 250 euros, commis par un auteur identifié ou identifiable (ex : au moyen d'images vidéos, d'une immatriculation,...)

ART 561,1° CP : Tapage nocturne

ART 563,3° CP : Voies de fait et violences légères

ART 563 bis CP : Visage non identifiable dans l'espace public

2.2. Le procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées, pour lesquelles aucune copie du procès-verbal n'est transmise au fonctionnaire sanctionnateur :

ART 398 CP : Coups et blessures volontaires

ART 521-3° CP : Dégradations sur véhicule

ART 461 et 463 CP : Vol simple, vol à l'étalage à partir de 250 euros.

3) Modalités particulières

- Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits, ou phénomènes (p.ex. violences intrafamiliales), qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté, l'application

de la procédure des sanctions administratives est exclue. Il en est de même en ce qui concerne la qualité du suspect, par exemple lorsqu'il est connu comme agissant en « bande urbaine ».

- Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.
- Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.
- Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au fonctionnaire sanctionnateur compétent.
- Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect sans inscription au registre de la population, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur et Le procureur du Roi s'engage à y apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites).

Article 3.

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de l'annulation, par l'autorité de tutelle dont dépend la commune ou la ville, de la délibération du Conseil communal approuvant la présente convention.

Article 4.

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Fait à Etterbeek, le, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Pour la commune d'Etterbeek,

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Annick PETIT

Vincent DE WOLF

Pour le Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles,

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Protocolakkoord met het Parket van Brussel betreffende de gemengde inbreuken op het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement – Goedkeuring

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 119 en 119 *bis* ;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarde en het model van het protocolakkoord in uitvoering van artikel 23 van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op het gemeenschappelijke algemeen politiereglement van de negentien Brusselse gemeenten, dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 en dat op 1 maart 2020 in werking zal treden ;

Overwegende dat de wet van 24 juni 2013 in artikel 3, 1° en 2° bepaalt dat de gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen een administratieve sanctie kan voorzien voor inbreuken bedoeld in de artikelen 398, 448 en 521, derde lid, van het Strafwetboek en voor inbreuken bedoeld in de artikelen 461, 463, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 561, 1°, 563, 2° en 3° en 563bis van het Strafwetboek ; Dat deze inbreuken ook wel “gemengde inbreuken” worden genoemd ;

Overwegende dat artikel 23, §1, alinea 1 van de wet van 24 juni 2013 voorziet dat de gemeenteraad met betrekking tot deze inbreuken een protocolakkoord kan bekrachtigen dat gesloten werd tussen de bevoegde procureur des Konings en het college van burgemeester en schepenen ;

Overwegende dat het dus aangewezen is om een nieuw protocolakkoord te sluiten betreffende de gemengde inbreuken;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat het protocol op hetzelfde moment in werking treedt als het gemeenschappelijke algemeen politiereglement, met name op 1 maart 2020;

Overwegende dat het protocol pas geldig zal zijn zodra het wordt goedgekeurd door de raad en wordt ondertekend door het parket en het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST

Om het protocolakkoord tussen het parket van Brussel en het college van burgemeester en schepenen betreffende de gemengde inbreuken goed te keuren zoals dat hieronder is opgenomen:

**PROTOCOLAKKOORD
BETREFFENDE GEMEENTELIJKE ADMINISTRATIEVE SANCTIES
BIJ GEMENGDE INBREUKEN**

**Gemengde inbreuken bedoeld in artikel 3, 1° en 2 van de wet van
24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties**

TUSSEN:

De Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester, en Mevrouw Annick PETIT, Gemeentesecretaris, handelen in uitvoering van de beslissing van de Gemeenteraad van 17 februari 2020 ;

EN

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, vertegenwoordigd door procureur des Konings de heer Jean-Marc MEILLEUR;

WORDT MEEGEDEELD WAT VOLGT :

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, met name artikel 23, §1, alinea 1, voor wat betreft de gemengde inbreuken, met uitzondering van de verkeersinbreuken, en artikel 23, §1, alinea 5, voor wat betreft de verkeersinbreuken ;

Gelet op de artikelen 119bis, 123 en 135, § 2 van de nieuwe gemeentewet ;

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

A. Wettelijk kader

De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (*B.S.*, van 1 juli 2013), hierna de "GAS-wet" genoemd, bepaalt in artikel 3, 1° en 2° dat de Gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen kan voorzien in een administratieve sanctie voor volgende inbreuken op het Strafwetboek :

- a. Artikel 398
- b. Artikel 448
- c. Artikel 521, 3^{de} alinea
- d. Artikel 461
- e. Artikel 463
- f. Artikel 526
- g. Artikel 534*bis*
- h. Artikel 534*ter*
- i. Artikel 537
- j. Artikel 545
- k. Artikel 559, 1°
- l. Artikel 561, 1°
- m. Artikel 563, 2°
- n. Artikel 563, 3°

o. Artikel 563bis

Voor de bovenvermelde inbreuken kan een protocolakkoord worden afgesloten tussen de bevoegde procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de gemengde inbreuken. Dit protocol respecteert alle wettelijke bepalingen betreffende inzonderheid de voorziene procedures voor de overtreders en mag niet afwijken van hun rechten.

B. Conventioneel kader

Artikel 1. Uitwisseling van informatie

Alle partijen verbinden zich ertoe samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling.

Daartoe duidt de procureur des Konings één of meer magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de "referentiemagistraten GAS" genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord verbonden steden/gemeenten gecontacteerd worden in geval van moeilijkheden bij het toepassen van de wet of onderhavig protocol of om informatie te verkrijgen over het gevolg gegeven aan bepaalde processen-verbaal.

De contactgegevens van de referentiemagistraten en van de referentiepersonen binnen de gemeenten worden onder de verschillende partners uitgewisseld. De briefwisseling en/of de telefoongesprekken en/of de e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.

De partijen verbinden zich ertoe elke wijziging van de contactgegevens van voornoemde personen onverwijld te melden.

Artikel 2. Behandeling van de gemengde inbreuken

1) Preambule

Conform de omzendbrief n°1/2006 van het College van procureurs-generaal (herzien per 30/01/2014), heeft dit beding uitsluitend betrekking op meerderjarigen.

2) Opties betreffende de behandeling van de gemengde inbreuken

2.1. De procureur des Konings verbindt zich ertoe voor de hierna opgesomde gemengde inbreuken geen vervolging in te stellen, en de betrokken gemeente verbindt zich ertoe de naar behoren vastgestelde inbreuken af te handelen, indien ze opgenomen werden in hun algemeen politiereglement :

ART SW 448: Beledigingen

ART SW 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 563-2° : Vernieling van roerende en onroerende goederen met uitzondering van voertuigen

ART SW 461 en 463: Winkeldiefstal met een nadeel van minder dan 250 euro, gepleegd door een geïdentificeerde of identificeerbare dader (bv. via beeldopname, kentekenplaat, ...)

ART SW 561,1°: Nachtlawaai

ART SW 563,3°: Feitelikheden of lichte gewelddaden

ART SW 563 bis: Niet-identificeerbaar gezicht in de openbare ruimte

2.2. De procureur des Konings verbindt zich ertoe een gevolg te geven aan de hiernavolgende gemengde inbreuken (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid). Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar :

ART SW 398: Vrijwillige slagen en verwondingen

ART SW:521-3°: Vernieling van voertuigen

ART SW 461 en 463: Gewone diefstal, winkeldiefstal voor een nadeel vanaf 250 euro, winkeldiefstal voor een nadeel van minder dan 250 euro

3) Bijzondere modaliteiten

- Wanneer de in onderhavig protocol bedoelde feiten betrekking hebben op andere daden of verschijnselen (intrafamiliaal geweld) die niet in aanmerking komen voor een administratieve sanctie of die uitmondten in een vrijheidsberoving, is de toepassing van de procedure van administratieve sanctie uitgesloten. Hetzelfde geldt voor de hoedanigheid van de verdachte wanneer hij of zij gekend is als lid van een stadsbende.
- Indien de bevoegde sanctionerende ambtenaar tijdens het toepassen van de procedure tot het opleggen van een gemeentelijke administratieve geldboete, vaststelt dat de verdachte zich kennelijk ook schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven, geeft hij de feiten aan bij de referentiemagistraat GAS, overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering.
- Rekening houdend met de aard van de aangegeven feiten beslist de referentiemagistraat GAS of hij zich verbindt tot het geven van een gevolg voor het geheel van de feiten met inbegrip van het feit of de feiten waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Hij brengt de sanctionerende ambtenaar daarvan op de hoogte binnen de termijn van 2 maanden na de aangifte, die vervolgens de administratieve procedure afsluit. Zonder de beslissing van de procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar niet langer de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen.
- Als het gaat om vaststellingen met een onbekende verdachte, zal er geen kopie van het proces-verbaal worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar. Indien de aanvankelijk onbekende verdachte later wordt geïdentificeerd, kan de procureur des Konings beslissen geen vervolging in te stellen en de zaak overmaken aan de bevoegde sanctionerende ambtenaar.
- Als het gaat om vaststellingen met een verdachte zonder inschrijving in de bevolkingsregister, zal er geen kopie van het proces-verbaal worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar behalve. De procureur des Konings mag, volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid, gevolg geven aan de inbreuk.

Artikel 3.

Onderhavige overeenkomst wordt gesloten onder de ontbindende voorwaarde van vernietiging door de toezichthoudende overheid onder wie de gemeente van de beraadslaging van de Gemeenteraad, die onderhavige overeenkomst goedkeurt, ressorteert.

Artikel 4.

De verschillende partijen komen minimaal een keer per jaar samen om de toestand te evalueren en een stand van zaken op te maken met betrekking tot de verschillende uitgerolde procedures.

Opgemaakt te Brussel, op in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor de gemeente Etterbeek

De Gemeentesecretaris, De Burgemeester,

Annick PETIT, Vincent DE WOLF

Voor het Parket van de procureur des Konings

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Thierry MOMMER :

« Une question naïve pour que vous rappeliez ce que c'est une infraction mixte ? »

Vincent DE WOLF: *« Une infraction mixte c'est une infraction qui est à la fois une infraction civile, je vais dire au niveau des sanctions administratives, mais aussi une infraction sanctionnée par le droit pénal. »*

Thierry MOMMER:

“Een naïeve vraag zodat u ons eraan herinnert wat een gemengde inbreuk is?”

Vincent DE WOLF:

“Wel, een gemengde inbreuk is een inbreuk die tegelijkertijd een burgerlijke inbreuk is, ik zou zeggen op het niveau van de administratieve sancties, maar ook een inbreuk die wordt bestraft door de strafwet.”

17.02.2020/A/0008 **Protocole d'accord avec le Parquet de Bruxelles concernant les infractions mixtes du Règlement Général de Police Commun commises par un mineur – Adoption**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 119 et 119 bis ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le Règlement Général de Police commun aux dix-neuf Communes bruxelloises, approuvé par le Conseil Communal en séance du 20 janvier 2020, qui entrera en vigueur le 1^{er} mars 2020 ;

Considérant que la loi du 24 juin 2013 dispose en son article 3, 1^o et 2^o que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions visées d'une part aux articles 398, 448, et 521, alinéa 3, du Code pénal, et d'autre part aux articles 461, 463, 526, 534*bis*, 534*ter*, 537, 545, 559, 1^o, 561, 1^o, 563, 2^o et 3^o et 563*bis*, du Code pénal ; Que ces infractions sont également appelées « infractions mixtes » ;

Considérant que l'article 23, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, de la loi du 24 juin 2013 prévoit qu'en ce qui concerne ces infractions, le conseil communal peut ratifier un protocole d'accord conclu entre le procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s ;

Considérant que l'article 14, §2 du Règlement Général de Police Commun adopté en séance du Conseil du 20 janvier 2020 dispose que *pour les communes de Koekelberg, Berchem-Sainte-Agathe, Uccle, Etterbeek : le présent règlement s'applique à toute personne âgée d'au moins 14 ans accomplis au moment des faits.*

Considérant que les infractions commises par des personnes mineures impliquent une procédure spécifique et un traitement particulier et que cela justifie l'adoption d'un protocole spécifique ;

Considérant qu'il est nécessaire que le protocole entre en vigueur en même temps que le Règlement Général de Police Commun, à savoir le 1^{er} mars 2020 ;

Considérant que le Protocole ne sera valide qu'une fois adopté par le Conseil et signés par le Parquet et par le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s. ;

DECIDE

D'adopter le Protocole d'accord entre le Parquet de Bruxelles et le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s concernant les infractions mixtes commises par des mineurs tel que repris ci-après :

PROTOCOLE D'ACCORD

RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN CAS D'INFRACTIONS MIXTES COMMISES PAR DES MINEURS

ENTRE :

La Commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s, au nom duquel agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Madame Annick PETIT, Secrétaire communal, en exécution de la décision du Conseil communal du 17 février 2020 ;

ET

Le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par Monsieur le Procureur du Roi Jean-Marc MEILLEUR ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

A. Cadre légal

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (*M.B.*, 1^{er} juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1^o et 2^o, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions suivantes au Code pénal :

- a. Article 398
- b. Article 448
- c. Article 521, 3^{ème} alinéa
- d. Article 461
- e. Article 463
- f. Article 526
- g. Article 534*bis*
- h. Article 534*ter*
- i. Article 537
- j. Article 545
- k. Article 559, 1^o
- l. Article 561, 1^o
- m. Article 563, 2^o
- n. Article 563, 3^o
- o. Article 563*bis*

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s concernant les infractions mixtes. Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

B. Cadre conventionnel

Article 1. Echange d'informations

Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé(s) le(s) "magistrat(s) de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les villes/communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein des villes/communes sont échangées entre les différents partenaires. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. Traitement des infractions mixtes

1) Préambule

Le protocole s'applique uniquement aux mineurs dont l'âge accomplis est de 14 ans au moments des faits et ayant un domicile, une résidence, un point de chute dans la Région de Bruxelles-Capitale. Dans les autres cas le procès-verbal suit la voie classique.

Lorsque les faits sont commis par un mineur en séjour illégal, la procédure MENA (Mineur étranger non accompagné) s'applique.

Lorsque l'infraction est commise par plusieurs suspects, un seul numéro de procès-verbal sera pris et autant de copie que de suspects seront envoyées aux services responsables.

Les antécédents concernant la même infraction seront stipulés dans le procès-verbal.

2) Traitement différencié selon les infractions mixtes

2.1. Le Procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et les communes concernées s'engagent à traiter les infractions dûment constatées :

Indice de prévention 52. ART CP : 448 Injures.

Indice de préventions 50. ART CP 526,534bis, 534ter , 537, 545, 559, 1°, 563, 2°
Dégradations sur des biens mobiliers et immobiliers sauf sur véhicule et caméras de surveillance.

Indice de préventions 92. ART CP 561,1° Tapage nocturne.

Indice de préventions 92. ART CP 563,3° Voies de faits et violences légères.

Modalités :

La police transmet la 1^{er} page EPO/SAC au Parquet section jeunesse et famille. L'original est envoyé directement au Fonctionnaire sanctionnateur du lieu des faits.

2.2. Le Procureur du Roi s'engage à faire connaître dans un délai de 2 mois au fonctionnaire sanctionnateur qu'il ne réserve pas de suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées :

Indice de préventions 12. ART CP 461 et 463 Vol à l'étalage commis par un auteur identifié ou identifiable (ex : au moyen d'images vidéos, d'une immatriculation,...).

Indice de préventions 98. ART CP 563 bis Visage non identifiable dans l'espace public.

Modalités :

L'original est transmis par porteur (sans avis magistrat) directement au Parquet. (Le Parquet reçoit, des services de police, le dossier dans un délai de 48 heures du constat de l'infraction). Aucune copie du procès-verbal n'est transmise au Fonctionnaire sanctionnateur. Le parquet se chargera en fonction des suites réservées de l'envoi du dossier au Fonctionnaire sanctionnateur dans un délai de maximum 2 mois après la réception du dossier. Lorsqu'un majeur est impliqué dans le dossier, le parquet informera le Fonctionnaire sanctionnateur afin de le poursuivre administrativement.

2.3. Le Procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées. Aucune copie du procès-verbal n'est transmise au Fonctionnaire sanctionnateur :

Indice de prévention 43. ART CP : 398 Coups et blessures volontaires.

Indice de prévention 92. ART CP : 521 Dégradations de véhicule et caméras de surveillance.

Indice de prévention 50. ART CP 534ter Dégradations de véhicule et caméras de surveillance.

3) Modalités particulières

- Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits ou phénomènes (violence-intrafamiliale) qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une **mise à disposition du Parquet**, l'application de la procédure des sanctions administratives est exclue. Il en est de même en ce qui concerne la qualité du suspect lorsqu'il est connu en « bande urbaine ».
- Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, soit que le dossier est problématique (décrochage scolaire), soit que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il informera immédiatement le magistrat de référence SAC.
- Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur, lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du Procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.
- Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au Fonctionnaire sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le Procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au fonctionnaire sanctionnateur

compétent.

Article 3

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de la suspension et/ou de l'annulation par l'autorité de tutelle dont dépend la Ville de la délibération du Conseil communal ratifiant la présente convention.

Article 4

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Fait à Etterbeek, le, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Pour la commune d'Etterbeek,

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Annick PETIT

Vincent DE WOLF

Pour le Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles,

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Protocolakkoord met het parket van Brussel betreffende de gemengde inbreuken op het Gemeenschappelijk Algemeen Politierglement gepleegd door een minderjarige – Goedkeuring

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 119 en 119 *bis* ;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarde en het model van het protocolakkoord in uitvoering van artikel 23 van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op het gemeenschappelijke algemeen politierglement van de negentien Brusselse gemeenten, dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 en dat op 1 maart 2020 in werking zal treden ;

Overwegende dat de wet van 24 juni 2013 in artikel 3, 1° en 2° bepaalt dat de gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen een administratieve sanctie kan voorzien voor inbreuken bedoeld in de artikelen 398, 448 en 521, derde lid, van het Strafwetboek en voor inbreuken bedoeld in de artikelen 461, 463, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 561, 1°, 563, 2° en 3° en 563bis van het Strafwetboek; Dat deze inbreuken ook wel "gemengde inbreuken" worden genoemd ;

Overwegende dat artikel 23, §1, alinea 1 van de wet van 24 juni 2013 voorziet dat de gemeenteraad met betrekking tot de in artikel 3 bedoelde inbreuken een protocolakkoord kan bekrachtigen dat gesloten werd tussen de bevoegde procureur des Konings en het college van burgemeester en schepenen ;

Overwegende dat artikel 14, §2 van het gemeenschappelijk politiereglement, dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 20 januari 2020, het volgende bepaalt: *voor de gemeenten Koekelberg, Sint-Agatha-Berchem, Ukkel en Etterbeek: dit reglement is van toepassing op alle personen die op het ogenblik van de feiten minstens 14 jaar oud zijn ;*

Overwegende dat er voor inbreuken die worden gepleegd door minderjarigen een specifieke procedure en behandeling is en dat dat de goedkeuring van een specifiek protocol rechtvaardigt ;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat het protocol op hetzelfde moment in werking treedt als het gemeenschappelijke algemeen politiereglement, met name op 1 maart 2020 ;

Overwegende dat het protocol pas geldig zal zijn zodra het wordt goedgekeurd door de raad en wordt ondertekend door het parket en het college van burgemeester en schepenen ;

BESLIST

Om het protocolakkoord tussen het parket van Brussel en het college van burgemeester en schepenen betreffende de gemengde inbreuken gepleegd door minderjarigen goed te keuren zoals dat hieronder is opgenomen :

PROTOCOLAKKOORD

BETREFFENDE GEMEENTELIJKE ADMINISTRATIEVE SANCTIES BIJ GEMENGDE INBREUKEN BEGAAN DOOR MINDERJARIGEN

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam de Heer Vincent DE WOLF, Burgemeester, en Mevrouw Annick PETIT, Gemeentesecretaris, handelen in uitvoering van de beslissing van de Gemeenteraad van 17 februari 2020 ;

EN

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, vertegenwoordigd door procureur des Konings de heer Jean-Marc MEILLEUR ;

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

A. Wettelijk kader

De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (B.S. van 1 juli 2013), hierna de ‘GAS-wet’ genoemd, bepaalt in artikel 3, 1° en 2° dat de Gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen kan voorzien in een administratieve sanctie voor de volgende inbreuken op het Strafwetboek:

- a. Artikel 398
- b. Artikel 448
- c. Artikel 521, 3e lid
- d. Artikel 461
- e. Artikel 463
- f. Artikel 526
- g. Artikel 534*bis*
- h. Artikel 534*ter*
- i. Artikel 537
- j. Artikel 545
- k. Artikel 559; 1°
- l. Artikel 561, 1°
- m. Artikel 563, 2°
- n. Artikel 563, 3°
- o. Artikel 563*bis*

Voor de bovengenoemde inbreuken kan een protocolakkoord worden afgesloten tussen de bevoegde procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de gemengde inbreuken. Dit protocol leeft alle wettelijke bepalingen betreffende met name de voorziene procedures voor de overtreeders na en mag niet afwijken van hun rechten.

B. Conventioneel kader

Artikel 1. Uitwisseling van informatie

Alle partijen verbinden zich ertoe om samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling.

Daartoe duidt de procureur des Konings een of meer magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de 'referentiemagistraten GAS' genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord verbonden steden/gemeenten worden gecontacteerd in geval van moeilijkheden bij het toepassen van de wet of dit protocol of om informatie te verkrijgen over het gevolg dat is gegeven aan bepaalde processen-verbaal.

De contactgegevens van de referentiemagistraten en van de referentiepersonen in de gemeenten worden onder de verschillende partners uitgewisseld. De briefwisseling en/of telefoongesprekken en/of e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.

De partijen verbinden zich ertoe om elke wijziging van de contactgegevens van de bovengenoemde personen onverwijld te melden.

Artikel 2. – Behandeling van gemengde inbreuken

1) Inleiding

Het protocol is enkel van toepassing op minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de leeftijd van 14 jaar/16 jaar hebben bereikt en die een woon-, verblijf- of schuilplaats hebben in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. In de andere gevallen volgt het proces-verbaal de klassieke weg.

Wanneer de feiten zijn gepleegd door een illegale minderjarige, wordt de procedure voor NBMV (niet-begeleide minderjarige vreemdelingen) toegepast.

Wanneer de inbreuk door meerdere verdachten is begaan, wordt er slechts één pv-nummer genomen en worden er evenveel kopieën als verdachten naar de verantwoordelijke diensten verstuurd.

Antecedenten over dezelfde inbreuk worden gepreciseerd in het proces-verbaal.

2) Opties betreffende de behandeling van gemengde inbreuken

2.1. De procureur des Konings verbindt zich ertoe om voor de hierna opgesomde gemengde inbreuken geen vervolging in te stellen, en de betrokken gemeenten verbinden zich ertoe om de naar behoren vastgestelde inbreuken af te handelen :

Preventiecode 52. ART SW: 448 Beledigingen.

Preventiecode 50. ART SW 526,534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 563, 2° Vernieling van roerende en onroerende goederen met uitzondering van voertuigen en bewakingscamera's.

Preventiecode 92. ART SW 561,1° Nachtlawaai.

Preventiecode 92. ART SW 563,3° Feitelikheden of lichte gewelddaden.

Modaliteiten:

De politie bezorgt de 1e pagina APO/GAS aan de afdeling Jeugd en Gezin van het Parket. Het origineel wordt direct naar de sanctionerende ambtenaar van de plaats van de feiten verstuurd.

2.2. De procureur des Konings verbindt zich ertoe om de sanctionerende ambtenaar binnen een termijn van 2 maanden te laten weten dat hij geen gevolg geeft aan de hierna opgesomde gemengde inbreuken (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid).

Preventiecode 12. ART SW 461 en 463 Winkeldiefstal gepleegd door een geïdentificeerde of identificeerbare dader (bv. door videobeelden, een nummerplaat,...).

Preventiecode 98. ART SW 563 bis Niet-identificeerbaar gezicht in de openbare ruimte.

Modaliteiten :

Het origineel wordt direct aan het Parket overgemaakt per koerier (zonder beslissing van de magistraat). (Het Parket krijgt van de politiediensten binnen 48 uur het dossier met de vaststelling van de inbreuk. Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar. Afhankelijk van het gegeven gevolg verstuurt het Parket het dossier naar de sanctionerende ambtenaar binnen een termijn van maximaal 2 maanden na ontvangst van het dossier. Wanneer bij het dossier een meerderjarige betrokken is, brengt het Parket de sanctionerende ambtenaar hiervan op de hoogte om die meerderjarige

administratief te vervolgen.

2.3. De procureur des Konings verbindt zich ertoe om gevolg te geven aan de hierna opgesomde gemengde inbreuken (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid). Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar.

Preventiecode 43. ART SW: 398 Vrijwillige slagen en verwondingen.

Preventiecode 92. ART SW: 521 Vernieling van voertuigen en bewakingscamera's.

Preventiecode 50. ART SW 534ter Vernieling van voertuigen en bewakingscamera's.

3) Bijzondere modaliteiten

- Wanneer de in dit protocol bedoelde feiten betrekking hebben op andere daden of verschijnselen (intrafamiliaal geweld) die niet in aanmerking komen voor een administratieve sanctie of die uitmondden in een **terbeschikkingstelling van het Parket**, is de toepassing van de procedure voor administratieve sancties uitgesloten. Hetzelfde geldt voor de hoedanigheid van de verdachte wanneer die gekend is als lid van een stadsbende.
- Indien de bevoegde sanctionerende ambtenaar tijdens het toepassen van de procedure tot het opleggen van een gemeentelijke administratieve geldboete vaststelt dat het dossier problematisch is (schoolverzuim) of dat de verdachte zich kennelijk ook schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven, geeft hij de feiten aan bij de referentiemagistraat GAS.
- Rekening houdend met de aard van de aangegeven feiten, beslist de referentiemagistraat GAS of hij zich verbindt tot het geven van een gevolg voor het geheel van de feiten, met inbegrip van het feit of de feiten waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Hij brengt de sanctionerende ambtenaar daarvan op de hoogte binnen de termijn van 2 maanden na de aangifte, die vervolgens de administratieve procedure afsluit. Zonder de beslissing van de procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar niet langer de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen.
- Als het gaat om vaststellingen met een onbekende verdachte, zal er geen kopie van het proces-verbaal worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar. Indien de aanvankelijk onbekende verdachte later wordt geïdentificeerd, kan de procureur des Konings beslissen om geen vervolging in te stellen, en de zaak overmaken aan de bevoegde sanctionerende ambtenaar.

Artikel 3

Deze overeenkomst wordt gesloten onder de ontbindende voorwaarde van opschorting en/of vernietiging door de toezichthoudende overheid onder wie de gemeente van de beraadslaging van de Gemeenteraad, die deze overeenkomst goedkeurt, ressorteert.

Artikel 4

De verschillende partijen komen minstens één keer per jaar samen om de toestand te evalueren en een stand van zaken op te maken met betrekking tot de verschillende uitgerolde procedures.

Opgemaakt te Etterbeek, op, in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor de gemeente Etterbeek,

De gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Annick PETIT

Vincent DE WOLF

Voor het Parket van de procureur des Konings van Brussel

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

17.02.2020/A/0009 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 12/12/2019.

Objet : Elaboration des états des lieux d'entrée et de sortie du patrimoine géré par le service de la Régie Foncière – Exercice 2020 - Approbation de l'attribution et des

conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.
Estimation de la dépense : 8.000,00 € (T.V.A. 21 % comprise).
Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

Date : 12/12/2019.

Objet : Elaboration des certificats PEB pour les logements communaux gérés par le service de la Régie Foncière - Exercice 2020 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 6.500,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

Date : 19/12/2020.

Objet : Entretien, maintenance et débouchage des réseaux d'égout et de conduites d'évacuation d'eau usée d'immeubles communaux gérés par le service de la Régie Foncière - Exercice 2020 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 15.000,00 € (T.V.A. 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins des 12/12/2019 et 19/12/2019 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 144.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 12/12/2019.

Onderwerp: In- en uittredende plaatsbeschrijvingen van de woningen beheerd door de Regie van Grondbeleid – Dienstjaar 2020 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 8.000,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 12/12/2019.

Onderwerp: EPB Certificaten voor de gemeentelijke woningen beheerd door de Régie van Grondebeleid – Dienstjaar 2020 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 6.500,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 19/12/2019.

Onderwerp: Onderhoud en ontstopping van de rioolstelsels en de afvoerleidingen van het afvalwater van de gemeentelijke gebouwen beheerd door de dienst van de Régie van Grondebeleid – Dienstjaar 2020 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 6.500,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 12/12/2019 en 19/12/2019 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.02.2020/A/0010 **Régie Foncière – Marchés par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 05/12/2019.

Objet : Fourniture de matériel de plomberie, sanitaire et de chauffage - Exercice 2020 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter -

Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 43.500,00 € hors T.V.A. – 52.635,00 € T.V.A. 21% comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

Date : 05/12/2019.

Objet : Fourniture de peinture et de petit matériel – Exercice 2020 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 40.000,00 € hors T.V.A. – 48.400,00 € T.V.A. 21% comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

Date : 12/12/2019.

Objet : Fourniture de quincaillerie – d'outillage – de matériel de construction – de carrelage – de plaques de plâtre et de matériaux et d'accessoires appropriés - Exercice 2020 - Approbation des conditions et du type de procédure - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 30.000,00 € hors T.V.A. – 36.300,00 € T.V.A. 21% comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins des 05/12/2019 et 12/12/2019 relatives à des marchés par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000,00 €.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 144.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen.

Datum : 05/12/2019.

Onderwerp : Levering van loodgieterij-, sanitair en verwarmingsmateriaal – Dienstjaar

2020 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet..

Raming van de uitgave: 43.500,00 € zonder B.T.W. – 52.635,00 € B.T.W.21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 05/12/2019.

Onderwerp: Levering van verf en kleine materiaal – Dienstjaar 2020 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 40.000,00 € zonder B.T.W. – 48.400,00 € B.T.W.21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 12/12/2019.

Onderwerp: Levering van ijzerwaren – gereedschappen – bouwmaterialen – tegelbekleding – gipsplaten en van bouwstoffen en aangepaste benodigdheden – Dienstjaar 2020 - Goedkeuring van de voorwaarden en de gunningswijze - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 30.000,00 € zonder B.T.W. – 36.300,00 € B.T.W.21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 05/12/2019 en 12/12/2019 betreffende overheidsopdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 144.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.02.2020/A/0011 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut d'initiative exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 en cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **12/12/2019** ;

Objet : Contrat de Quartier Durable – Maison Hap – Chaussée de Wavre 508 – Traitement urgent de la mэрule - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 10.000,00 € - H.T.V.A. – 12.100,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 242.01 du budget extraordinaire 2019 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12/12/2019 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen kan op eigen initiatief de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen in gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn volgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **12/12/2019** werd genomen:

Onderwerp: Duurzaam Wijkcontract – Haphuis – Waversesteeweg 508 – Dringende behandeling van de houtzwam - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 10.000,00 € zonder B.T.W. – 12.100,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 242.01 van de buitengewone begroting 2019 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12/12/2019 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.02.2020/A/0012 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **19/12/2019** ;

Objet : Remplacement de chaudières individuelles - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 30.000,00 € - H.T.V.A. – 31.800,00 € (T.V.A. 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2019 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19/12/2019 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief

B.T.W. geraamd wordt op minder dan 144.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **19/12/2019** werd genomen:

Onderwerp: Vervanging van individuele verwarmingsketels - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 30.000,00 € zonder B.T.W. – 31.800,00 € (B.T.W. 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2019 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19/12/2019 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.02.2020/A/0013 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut d'initiative exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 en cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **14/11/2019** ;

Objet : Immeuble chaussée de Wavre 386 – Appartement au 1^{er} étage – Remplacement en urgence d'une chaudière individuelle - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € - H.T.V.A. – 2.650,00 € (T.V.A. 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2019 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14/11/2019 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen kan op eigen initiatief de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen in gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn volgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van 14/11/2019 werd genomen:

Onderwerp: Gebouw gelegen Waversesteeweg 386 – Appartement op de eerste verdieping – Dringende vervanging van een individuele verwarmingsketel - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.500,00 € zonder B.T.W. – 2.650,00 € (B.T.W. 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2019 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14/11/2019 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 16/01/2020.

Objet : Fourniture de cinq rouleaux de tapis anti-salissures - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 6.000,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

Date : 16/01/2020.

Objet : Fourniture de lattes de sol stratifiées à cliquer – de lattes de sol étanches à l'eau à cliquer – de lames de sol vinyles à clipser et contre-plinthes en bois - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 19.500,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

Date : 16/01/2020.

Objet : Immeuble 2/6 rue de l'Etang – Remplacement de serrures multipoints - Exercice 2020 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 14.500,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16/01/2020 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de

Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 16/01/2020.

Onderwerp: Levering van vijf rollen anti-vuilmatten - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 6.000,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 16/01/2020.

Onderwerp: Levering van ineen te schuiven gestratificeerde vloerplanken - ineen te schuiven waterdichte vloerplanken – ineen te schuiven vinyl parketstroken en overzetplinten in hout - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 19.500,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 16/01/2020.

Onderwerp: Gebouw 2/6 Vijverstraat – Vervanging van meerpuntsloten - Dienstjaar 2020 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 14.500,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 16/01/2020 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Garage communal - Gemeentelijke garage

17.02.2020/A/0015 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) le samedi 22 février 2020 (aller) et le vendredi 28 février (retour) à l'ASBL "Logement et Harmonie sociale" (LHS) en**

vue de se rendre de Zaventem à Saint-Josse-Ten-Noode.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL « Logement et Harmonie sociale (LHS) le samedi 22 février 2020 (aller) et le vendredi 28 février 2020 (retour) en vue de se rendre de Zaventem à Saint-Josse-Ten-Noode ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL « Logement et Harmonie sociale » (LHS) :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115

1040 Etterbeek

Et l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) »

Rue Général Tombeur 47

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 11 personnes, faisant partie du public de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) » entre Etterbeek et (l'Auberge de Jeunesse sise Rue Traversière 8 à 1210 Saint Josse-Ten-Noode).

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS).

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS)

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) » s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek
Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) op zaterdag 22 februari 2020 (heenrit) en op vrijdag 28 februari 2020 aan de VZW "Logement et Harmonie sociale" om naar Zaventem in Sint-Joost-Ten-Neede te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar ;

Overwegende dat de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op zaterdag 22 februari 2020 (heenrit) en vrijdag 28 februari (terugrit) om naar Zaventem in Sint-Joost-ten-Node te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) goed te keuren:

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

En de vzw Logement et Harmonie sociale (LHS)

Generaal Tombeurstraat 47
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 11 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS), tussen Etterbeek en de jeugdherberg gelegen Dwarsstraat 8 in 1210 Sint-Joost-ten-Node.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS).

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS)

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Thierry MOMMER :

« Monsieur le Président ! Pour ce point, il n'y a pas de problèmes évidemment, mais serait-il possible d'avoir un peu le nombre de déplacements en autocar qu'il y a eu ou en autobus qu'il y a eu durant l'année 2019, et le nombre de trajets en regard des bénéficiaires pour l'année 2019 ? »

Vincent DE WOLF : « Monsieur **JELLEMA** va se faire un plaisir de demander ça au service, donc on va vous écrire à ce sujet. »

Thierry MOMMER:

“Mijnheer de voorzitter. Voor dit punt zijn er uiteraard geen problemen. Zou het echter mogelijk zijn om een overzicht te krijgen van het aantal verplaatsingen met een autocar of autobus die er zijn geweest in 2019 en het aantal trajecten voor de begunstigden in 2019?”

Vincent DE WOLF:

“Mijnheer **JELLEMA** zal die vraag met met plezier aan de dienst bezorgen. Wij zullen u daarover schrijven.”

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DE LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE 22 ET 28 FEVRIER 2020.pdf

17.02.2020/A/0016 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL BASENVOL le lundi 6 avril 2020 (aller) et le samedi 11 avril 2020 (retour) en vue de se rendre au CIRAC (Centre International de Rencontres et d'Actions culturelles) à 6987 MARCOURT.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'asbl BASENVOL le lundi 6 avril 2020 (aller) et le samedi 11 avril 2020 (retour) en vue de se rendre au CIRAC à 6987 MARCOURT ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl BACO.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115

1040 Etterbeek

Et l'ASBL BASENVOL

Rue de Chambéry 16/2c

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 20 personnes, faisant partie du public de l'ASBL BASENVOL entre Etterbeek et (CIRAC) situé rue des Martyrs 13 à 6987 MARCOURT le lundi 6 avril 2020 (aller) et le samedi 11 avril 2020 (retour).

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL BASENVOL.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL BASENVOL intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'asbl BASENVOL

L'ASBL BASENVOL s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL BASENVOL devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL BASENVOL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL BASENVOL est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident

pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL BASENVOL est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL BASENVOL ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL BASENVOL est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, le 17 FEVRIER 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan VZW BASENVOL op maandag 6 april 2020 (heenrit) en op zaterdag 11 april 2020 (terugrit) om naar het CIRAC (Centre International de Rencontres et d'Actions culturelles) te 6987 MARCOURT te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar ;

Overwegende dat de vzw Basenvol vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op maandag 6 april 2020 (heenrit) en op zaterdag 11 april 2020 (terugrit) om naar CIRAC (Centre International de Rencontres et d'Actions culturelles) in 6987 MARCOURT te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Basenvol goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

En de vzw Basenvol

Chambérystraat 16/2c

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 20 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw Basenvol, tussen Etterbeek en CIRAC, gelgen rue des Martyrs 13 in 6987 Marcourt op maandag 6 april 2020 (heenrit) en op zaterdag 11 april 2020 (terugrit).

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Basenvol.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Basenvol komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Basenvol

De vzw Basenvol verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Basenvol de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Basenvol aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt

zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Basenvol moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Basenvol de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Basenvol of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Basenvol is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DE BASENVOL CAMPS DEPAQUES.pdf

17.02.2020/A/0017 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL "L'Adoption" le mardi 31 mars 2020 en vue de se rendre à la Salle CADOL à 1081 Koekelberg.**

Le Conseil communal,

Considérant qu'il s'agit d'une première demande en 2020 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL « L'Adoption » le mardi 31 mars 2020 en vue de se rendre à la Salle CADOL à 1081 Koekelberg ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL « L'Adoption » :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et l'ASBL »L'ADOPTION

Rue Commandant Lothaire 36A
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de l'ASBL « L'ADOPTION », entre Etterbeek et la Commune de Koekelberg, Salle CLADOL située rue François Delcoigne 25 à 1081 Koekelberg, en date du 31 mars 2020. Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL « L'ADOPTION ».

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL « L'ADOPTION » intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL « L'ADOPTION »

L'ASBL « L'ADOPTION » s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL « L'ADOPTION » devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL « L'ADOPTION » est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL « L'ADOPTION » est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL « L'ADOPTION » est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL « L'ADOPTION » ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL « L'ADOPTION » est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat, elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan de VZW "L'Adoption" op dinsdag 31 maart 2020 om naar de Zaal CADOL in 1081 Koekelberg te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag van 2020 gaat;

Overwegende dat de vzw L'Adoption vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op dinsdag 31 maart 2020 om naar de Zaal CADOL in Koekelberg te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente

Etterbeek en de vzw L'Adoption goed te keuren:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

En de vzw L'Adoption

Kommandant Lothairestraat 36A
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw L'Adoption, tussen Etterbeek en de gemeente Koekelberg, gelegen François Delcoignestraat 25 te 1081 Koekelberg op 31 maart 2020.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw L'Adoption.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw L'Adoption komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw L'Adoption

De vzw L'Adoption verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw L'Adoption de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw L'Adoption aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw L'Adoption moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw L'Adoption de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw L'Adoption of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw L'Adoption is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

2 annexes / 2 bijlagen

DEMANDE DE L ASBL L ADOPTION 31 MARS 2020.pdf, ANNEXE 2 DEMANDE DE BUS ASBL ADOPTION RENE DEPAUS 31 MARS 2020.pdf

17.02.2020/A/0018 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY le lundi 6 avril 2020 (aller) et le vendredi 10 avril 2020 (retour) en vue de se rendre à Olloy-sur-Viroin.**

Le Conseil communal,

Considérant qu'il s'agit d'une première demande en 2020 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal et d'une grande camionnette (pour les bagages et le matériel) à l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY le lundi 6 avril 2020 (aller) et le vendredi 10 avril 2020 (retour) en vue de se rendre à l'ASBL Centre Européen Louis Delobbe;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY

Rue de Chambéry 24
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal et une grande camionnette (pour les bagages et le matériel) destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY, entre Etterbeek et l'ASBL Centre européen Louis Delobbe située rue Saint Eloi 27 à 5670 Olloy-Sur-Viroin le lundi 6 avril 2020 (aller) et le vendredi 10 avril 2020 (retour).

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL BUURTWERK CHAMBERY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY

L'ASBL BUURTWERK CHAMBERY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de

sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL BUURTWERK CHAMBERY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL BUURTWERK CHAMBERY ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL BUURTWERK CHAMBERY est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat, elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, le 17 FEVRIER 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan de VZW BUURTWERK CHAMBERY op maandag 6 april 2020 (heen) en op vrijdag 10 april 2020 (terugrit) om naar Olloy-sur-Viroin te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de VZW BUURTWERK CHAMBERY gevraagd heeft om over een gemeentebus en een grote camionette (voor de bagage en het materiaal) (heen- en terugrit) op maandag 6 april 2020 (heen) en op vrijdag 10 april 2020 (terugrit) naar Olloy-sur-

Viroin te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen VZW BUURTWERK CHAMBERY goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

en VZW BUURTWERK CHAMBERY

Chamberystraat 42
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW BUURTWERK CHAMBERY, tussen Etterbeek en Olloy-sur-Viroin gelegen op maandag 6 april 2020 (heen) en op vrijdag 10 april 2020 (terugrit) te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW BUURTWERK CHAMBERY.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW BUURTWERK CHAMBERY komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW BUURTWERK CHAMBERY

De VZW BUURTWERK CHAMBERY verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerderondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW BUURTWERK CHAMBERY de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels. Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW BUURTWERK CHAMBERY aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW BUURTWERK CHAMBERY moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de BUURTWERK CHAMBERY de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW BUURTWERK CHAMBERY of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad van Etterbeek, op 17 FEBRUARI 2020;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DE CHAMBERY CAMPS DE PAQUES DU 6 AU 10 AVRIL 2020.pdf

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une deuxième demande pour l'année 2020 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) au Centre culturel d'Etterbeek le dimanche 23 février 2020 en vue de se rendre au carnaval de Malmédy ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Centre culturel d'Etterbeek.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et le CENTRE CULTUREL d'Etterbeek

Chaussée de Wavre 366
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public du Centre culturel d'Etterbeek, entre Etterbeek et la Commune de Malmédy, Un chauffeur est également mis à disposition du Centre culturel d'Etterbeek.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Centre culturel d'Etterbeek intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Centre culturel d'Etterbeek

Le Centre culturel d'Etterbeek s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, le Centre culturel d'Etterbeek devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Il s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, le Centre culturel d'Etterbeek est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Centre culturel d'Etterbeek est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, le Centre culturel d'Etterbeek est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle du Centre culturel d'Etterbeek ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Centre culturel d'Etterbeek est seul responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, le 17 FEVRIER 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het cultureel centrum van Etterbeek op zondag 23 februari 2020 om naar het karnaval van Malmedy te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de tweede aanvraag gaat in 2020 ;

Overwegende dat het cultureel centrum van Etterbeek gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op zondag 23 februari 2020 om naar het carnaval van Malmedy te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het cultureel centrum van Etterbeek goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

En het cultureel centrum van Etterbeek

Waversesteenweg 366
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de ter beschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van het cultureel centrum van Etterbeek, tussen Etterbeek en de Gemeente van Malmedy op zondag 23 februari 2020 .

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het cultureel centrum van Etterbeek.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het cultureel centrum van Etterbeek komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het cultureel centrum van Etterbeek

Het cultureel centrum van Etterbeek verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van

Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het cultureel centrum van Etterbeek de bus teruggeven in de staat waarin het die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Het verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het cultureel centrum van Etterbeek aangifte doen bij de politie. Het bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het cultureel centrum van Etterbeek moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het cultureel centrum van Etterbeek de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het cultureel centrum van Etterbeek of een van zijn leden dan neemt het centrum het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het cultureel centrum van Etterbeek is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad van Etterbeek op 17 FEBRUARI 2020.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

1 annexe / 1 bijlage

17.02.2020/A/0020 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre culturel d'Etterbeek le lundi 16 mars 2020 en vue de se rendre à la ferme PAYELLE à 7640 BRAFFE - Changement de destination pour Liège (exposition de Toutankhamon) à la gare des Guillemins et la visite de la chocolaterie DARCIS à Verviers.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une seconde demande en 2020 ;

Considérant qu'en séance du 20 janvier 2020, le Conseil communal a décidé d'approuver la demande ;

Considérant que le Centre culturel a modifié sa demande en date du 21 janvier 2020 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) au Centre culturel d'Etterbeek le lundi 16 mars 2020 en vue de se rendre à Liège et à Verviers ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE:

1. de retirer la décision prise en date du 20 janvier 2020 ;
2. d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Centre culturel d'Etterbeek.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et le CENTRE CULTUREL d'Etterbeek

Chaussée de Wavre 366
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public du Centre culturel d'Etterbeek, entre Etterbeek et Liège (visite de l'exposition TOUTHANKAMON à la gare des Guillemins) et Verviers (visite de la chocolaterie DARCIS) située Esplanade de la Grâce 1 à 4800 Verviers.

Un chauffeur est également mis à disposition du Centre culturel d'Etterbeek.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Centre culturel d'Etterbeek intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Centre culturel d'Etterbeek

Le Centre culturel d'Etterbeek s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, le Centre culturel d'Etterbeek devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Il s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résuleraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, le Centre culturel d'Etterbeek est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Centre culturel d'Etterbeek est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, le Centre culturel d'Etterbeek est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle du Centre culturel d'Etterbeek ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Centre culturel d'Etterbeek est seul responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het cultureel centrum van Etterbeek op maandag 16 maart 2020 om naar de boerderij PAYELLE in 7640 BRAFFE te gaan - Wijziging van de bestemming naar Luik (tentoonstelling Toetankhamon) in het station Guillemins en chocoladefabriek DARCIS in Verviers.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de tweede aanvraag van 2020 gaat;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 heeft beslist om de aanvraag goed te keuren;

Overwegende dat het cultureel centrum zijn aanvraag heeft aangepast op 21 januari 2020;

Overwegende dat het cultureel centrum van Etterbeek heeft gevraagd om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op maandag 16 november 2020 om naar Luik en Verviers te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST:

1. om de beslissing die werd genomen op 20 januari 2020 in te trekken;
2. om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het cultureel centrum van Etterbeek goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

En het cultureel centrum van Etterbeek

Waversesteenweg 366

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50

personen, die deel uitmaken van het publiek van het cultureel centrum van Etterbeek, tussen Etterbeek en Luik (bezoek aan de tentoonstelling TOETANCHAMON in het station Guillemins) en Verviers (bezoek aan chocoladefabriek DARCIS), gelegen Esplanade de la Grâce 1 in 4800 Verviers.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het cultureel centrum van Etterbeek.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het cultureel centrum van Etterbeek komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het cultureel centrum van Etterbeek

Het cultureel centrum van Etterbeek verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het cultureel centrum van Etterbeek de bus teruggeven in de staat waarin het die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Het verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het cultureel centrum van Etterbeek aangifte doen bij de politie. Het bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het cultureel centrum van Etterbeek moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het cultureel centrum van Etterbeek de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het cultureel centrum van Etterbeek of een van zijn leden dan neemt het centrum het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het cultureel centrum van Etterbeek is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

1 annexe / 1 bijlage

CHANGEMENT DE DESTINATIONS DU CENTRE CULTUREL 16 MARS 2020.pdf

Animation et festivités - Animatie en Feestelijkheden

17.02.2020/A/0021 **Marché Médiéval - Conditions générales**

Le Conseil Communal,

DECIDE d'approuver les conditions générales pour les exposants au Marché Médiéval:

Marché Médiéval - Conditions générales

L'exposant est tenu de se conformer strictement aux présentes conditions générales, transmises en même temps que le bulletin de participation.

En cas de non-respect d'une des conditions exposées ci-dessous par un exposant, l'Administration communale se réserve le droit de refuser sa participation à une prochaine édition.

Droits de participation

L'Administration communale rappelle qu'aucun de droit de priorité n'est accordé à un exposant et ce, quel que soit le critère. Toutefois, les services communaux compétents tentent de satisfaire au mieux les demandes particulières qui leur sont soumises.

L'exposant est tenu de payer son emplacement le 3 avril 2020 au plus tard par virement bancaire. L'exposant se verra réserver un emplacement dès réception des droits de participation. Le numéro d'emplacement sera remis à l'exposant le jour de son arrivée.

Obligations de l'exposant

Outre ce qui précède, l'exposant est tenu aux obligations suivantes :

1. Etre en costume d'époque du vendredi 16 h, après l'installation de son stand, au dimanche soir, lors du démontage de celui-ci. Cette obligation vaut pour toutes les personnes présentes sur le stand.
2. Respecter les heures d'ouverture et de fermeture.
3. Vendre uniquement les produits explicitement repris sur le bulletin de participation. Si d'autres produits sont découverts durant le weekend, ils seront enlevés par les services communaux compétents.
4. Ne pas circuler ou stationner un véhicule sur le site, dès lors que le marché médiéval se déroule dans un parc.
5. Ne pas vendre les produits suivants : cannettes, hamburgers chimiques, de pittas, dürüm hot-dogs, frites etc.
6. Ne pas vendre de bières classiques telles que de la pils. Les bières spéciales et autres trappistes sont par contre autorisées.
7. Servir les boissons vendues dans des gobelets réutilisables ou avec un système de caution, plus aucun gobelet en plastic ne sera autorisé sur le site, conformément à la réglementation imposée par Bruxelles-Environnement.
8. Décorer son stand de façon la plus médiévale possible, plus aucun stand de marché ne sera autorisé.
9. Afficher les prix de manière lisible et conformément aux dispositions de la loi 14/07/1991.

De nombreux contrôles seront effectués lors de cette édition 2020. L'exposant qui ne respecte pas le règlement fera l'objet d'un rapport rédigé sur place, reprenant les différents manquements constatés. Ce rapport sera soumis immédiatement à la signature de l'exposant et pourra déboucher sur une exclusion pour l'édition suivante.

Matériel et Installations spécifiques

Le matériel, les tables et les chaises sont mis à disposition des personnes pratiquant la gastronomie dans la limite des stocks disponibles et ce, moyennant le paiement d'une caution et de frais de location (le formulaire de location de matériel est joint en annexe).

Un branchement d'électricité jusqu'à 2000 Watts MAXIMUM est prévu. L'exposant est tenu de prévoir plus ou moins 20 mètres de rallonge et d'indiquer sur le bulletin de participation l'usage qu'il en fera (éclairage, outillage, frigo, cuisson, etc...).

L'exposant utilisant le gaz et /ou l'électricité et/ou le feu doit être en conformité avec les conditions émises par le Service d'Incendie et d'Aide médicale Urgente (consultables à <http://be.brussels/siamu/bibliotheque-multimedia/fichiers/organiser-un-evenement-que-faire/annexe-c-cuisson> et <http://be.brussels/siamu/bibliotheque-multimedia/fichiers/organiser-un-evenement-que-faire/annexe-c-barbecue> - pompiers bruxellois) et s'engage à prendre toutes mesures de prévention utiles dont avoir à portée de mains un extincteur homologué et une couverture anti-feu. L'installation doit être en parfait état de fonctionnement (tuyaux, détendeur, etc). Des contrôles des services de sécurité et des pompiers auront lieu.

Afin d'éviter tout désagrément lors d'un éventuel contrôle, l'exposant doit également être en possession d'une carte d'ambulant ou d'un n° de TVA ou de registre de commerce.

Cas de force majeure

L'Administration communale décline toute responsabilité en cas d'annulation de l'événement en cas de force majeure ou lorsque l'intérêt général ou l'ordre public l'exige. Le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit de conserver la somme pour frais d'emplacement versée lors de la signature/l'acceptation de la réglementation relative au marché médiéval. Aucune autre somme ne peut être exigée à l'Administration communale en guise de dédommagement par l'exposant.

Acceptation des présentes conditions générales

Le paiement des droits de participation vaut acceptation pleine et entière des présentes conditions générales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Middeleeuwse Markt - Algemene voorwaarden

De Gemeenteraad,

BESLIST om de algemene voorwaarden voor de exposanten op de Middeleeuwse Markt goed te keuren:

Middeleeuwse Markt - Algemene voorwaarden

De exposant moet onderhavige algemene voorwaarden, die hem samen met het deelnameformulier worden bezorgd, strikt naleven.

In geval van niet-naleving van een van onderstaande voorwaarden door een exposant, behoudt het gemeentebestuur zich het recht voor om zijn deelname aan een volgende editie te weigeren.

Deelnamerechten

Het gemeentebestuur herhaalt dat geen enkel voorrangrecht wordt toegekend aan een exposant en dat ongeacht het criterium. Toch proberen de bevoegde gemeentediensten om zo goed mogelijk tegemoet te komen aan de speciale aanvragen die hen worden voorgelegd.

De exposant moet zijn standplaats uiterlijk op 3 april 2020 betalen via overschrijving. Er wordt een standplaats voorbehouden voor de exposant na ontvangst van de deelnamerechten. De exposant krijgt het standplaatsnummer op de dag van zijn aankomst.

Plichten van de exposant

Behalve het bovenstaande heeft de exposant ook de volgende plichten:

1. Kleding uit die tijd dragen van vrijdag 16 uur, na installatie van de stand, tot en met zondagavond, tot de afbraak van de stand. Die verplichting geldt voor alle personen die aanwezig zijn op de stand.
2. De openings- en sluitingsuren respecteren.
3. Enkel producten verkopen die uitdrukkelijk zijn vermeld op het deelnameformulier. Als er andere producten worden ontdekt tijdens het weekend, zullen die worden weggenomen door de bevoegde gemeentediensten.
4. Niet met een voertuig rijden of geen voertuig parkeren op de site aangezien de Middeleeuwse Markt plaatsvindt in een park.
5. Geen van de volgende producten verkopen: blikjes, chemische hamburgers, pita, durum, hotdogs, frietjes, enzovoort.

6. Geen klassieke bieren verkopen zoals pils. Speciale bieren en trappistenbieren zijn daarentegen wel toegelaten.
7. De verkochte dranken serveren in herbruikbare bekertjes of met een waarborgsysteem. Er zijn geen plastic bekertjes toegelaten op de site in overeenstemming met het reglement van Brussel Leefmilieu.
8. De stand zo middeleeuws mogelijk aankleden. Marktstanden zullen niet langer worden toegelaten.
9. De prijzen op een zichtbare manier uithangen in overeenstemming met de bepalingen van de wet van 14/07/1991.

Er zullen veel controles worden uitgevoerd tijdens de editie 2020. Exposanten die het reglement niet naleven zullen het voorwerp uitmaken van een rapport dat ter plaatse wordt opgesteld met daarin de verschillende gebreken die werden vastgesteld. Dat rapport wordt onmiddellijk ter ondertekening voorgelegd aan de exposant en kan leiden tot een uitsluiting voor de volgende editie.

Specifieke installaties en materiaal

Materiaal, tafels en stoelen worden ter beschikking gesteld van personen die gastronomische activiteiten uitoefenen en dat binnen de mogelijkheden van de beschikbare voorraden en op voorwaarde van betaling van een waarborg en huurkosten (het formulier voor de huur van materiaal is bijgevoegd in bijlage).

Er is een elektrische aansluiting tot MAXIMAAL 2000 Watt voorzien. De exposant moet ongeveer 20 meter verlengsnoer voorzien en op het deelnameformulier aanduiden waarvoor hij het zal gebruiken (verlichting, gereedschap, koelkast, fornuis, enz.).

Exposanten die gas en/of elektriciteit en/of vuur gebruiken moeten in overeenstemming zijn met de voorwaarden van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp (raadpleegbaar op <https://be.brussels/dbdmh/multimediabibliotheek/bestanden/een-evenement-organiseren-wat-te-doen/bijlage-c-fornuizen> en <https://be.brussels/dbdmh/multimediabibliotheek/bestanden/een-evenement-organiseren-wat-te-doen/bijlage-c-barbecue> - Brusselse brandweer) en verbinden zich ertoe om alle nodige preventiemaatregelen te nemen waaronder een gehomologeerde brandblusser en een blusdeken binnen handbereik hebben. De installatie moet perfect werken (buizen, regelaar, enz.). De veiligheidsdiensten en de brandweer zullen controles uitvoeren.

Om onaangenaamheden te vermijden bij een eventuele controle, moet de exposant ook in het bezit zijn van een leuraankort of een btw-nummer of een handelsregisternummer.

Geval van overmacht

Het gemeentebestuur wijst alle verantwoordelijkheid af in geval van afgelasting van het evenement door overmacht of wanneer het algemeen belang of de openbare orde dat vereisen. Het college van burgemeester en schepenen behoudt zich het recht voor om het bedrag voor de standplaatskosten dat werd gestort bij de ondertekening/de aanvaarding van het reglement betreffende de Middeleeuwse Markt te houden. De exposant kan van het gemeentebestuur geen bedrag eisen bij wijze van schadevergoeding.

Aanvaarding van de onderhavige algemene voorwaarden

De betaling van de deelnamerechten geldt als volledige aanvaarding van onderhavige algemene voorwaarden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

A.T. - Environnement (sauf permis et lutte contre les nuisances) - R.O. - Leefmilieu (behalve vergunningen en overlastbestrijding)

17.02.2020/A/0022 **Appel à projets : obtention d'une subvention de 10.000€ pour le projet « Les potagers du Lorfor »**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en mars 2019 , Bruxelles-Environnement a lancé un appel à projets pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables ;

Considérant que des dossiers de candidatures pouvaient être remis dans différentes thématiques, à savoir :

- La stratégie Good Food - Vers un système alimentaire plus durable en Région de Bruxelles-Capitale, adoptée par le Gouvernement bruxellois en date du 19 décembre 2015 ;
- La gestion des ressources, la gestion des déchets
- La préservation de la nature en ville, la gestion écologique des espaces publics, intégrant la suppression de l'usage des pesticides.
- La lutte contre les nuisances sonores dues à la circulation dans les quartiers, en particulier les mesures de gestion du trafic visant à réduire l'intensité ou les vitesses des véhicules, l'utilisation de matériaux et de revêtements générant moins de bruit, la mise en œuvre de dispositifs intégrés minimisant la propagation du bruit.
- La gestion de l'eau et la lutte contre les inondations

Considérant qu'en date du 11 juillet 2019 le Collège a marqué un accord de principe pour la remise de dossiers de candidature ;

Considérant que la commune d'Etterbeek a remis un dossier de candidature dans la thématique « Exemplarité des Pouvoirs Locaux » à savoir, la création et l'animation participative de potagers urbains au sein du Jardin Hap.

Considérant que ce projet a été retenu par le jury et qu'une subvention de 10.000€ sera allouée à la commune ;

Considérant que le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional octroyé (hors frais de personnel en place) ;

Considérant qu'une première tranche de 20% sera versée à la signature de la convention qui doit être renvoyée à Bruxelles-Environnement pour février 2019 au plus tard.

DECIDE :

1. d'approuver la convention, ci-après

Convention relative à la subvention
portant la référence
SUB/2019/Etterbeek/ExemplGF/PotagerLorfor

Entre, d'une part :

Bruxelles Environnement

dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000, 1000 Bruxelles.

représenté par Frédéric FONTAINE, Directeur général et Barbara DEWULF, Directrice Générale adjointe

Et, d'autre part :

la Commune d'Etterbeek

Dont le siège est situé Avenue d'Auderghem 113-117, 1040 Bruxelles.

Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Christian DEBATY, Secrétaire communal

ci-après dénommé «la commune»

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».

Article 2 – Montant

La subvention porte sur un montant total maximum fixé dans l'arrêté.

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subventionnement transmise par le bénéficiaire.

Article 3 - Durée de la mission

La période à subsidier prends cours le 01/01/2020 et se termine le 30/06/2021.

Au cas où les factures laissent apparaitre que le projet a été modifié, le subside sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 4 – Personnes de contact

Pour l'exécution de la présente convention, les personnes de contact à Bruxelles Environnement sont

Pascale Alaïme :

palaim@environnement.brussels

pour les questions méthodologique DD

et Joëlle Van Bambeke :

jvanbambeke@environnement.brussels

pour les questions techniques

ou leurs représentants.

La personne qui sera en charge de l'exécution de la mission auprès du bénéficiaire est
Nathalie URBAIN,

Email : etterbeek.durable@etterbeek.be

Bruxelles Environnement doit être préalablement informé de tout remplacement du personnel repris ci-dessus.

Article 5 - Description de la mission

Article 5.1 - Finalité générale

La subvention est destinée à permettre à la commune de mettre en œuvre les projets retenus suite à l'appel à projets 2019 à l'intention des communes et CPAS bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables, selon les modalités de la présente convention : Les potagers du Lorfor

Le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional qui sera octroyé (hors frais de personnel en place).

Article 5.2 - Objectifs, indicateurs de performances et ressources

- Objectifs attendus :

Le projet vise la création et l'animation participative de potagers urbains au sein du parc Félix Hap.

- Indicateurs de performances :

Nombres et types de participants au projet

Nombre de réunions et d'ateliers

Taux d'occupation du local

...

- Ressources humaines/ Nombre d'ETP affectés à ces missions pour atteindre les objectifs :

Pas de RH financé par le subside

Article 5.3 – Planning provisoire et lieu(x) du déroulement de la mission

Phase 1 : analyse du contexte et benchmarking

Phase 2 : processus participatif de co-crédation des potagers

Phase 3 : lancement de la saison potagère

Phase 4 : évaluation

Les modalités d'accompagnement du processus participatif seront revues et fixées en comité d'accompagnement.

Article 5.4 – Rapport d'activités

Un rapport d'activités sera transmis aux étapes du déroulement du projet :

Rapport intermédiaire : pour fin septembre 2020 (par tranche de paiement)

Rapport final : pour fin juillet 2021

Il sera rédigé sur base du Template transmis par Bruxelles Environnement et présentera les étapes et la méthodologie du projet, ainsi que ses résultats quantitatifs et qualitatifs (cf. point « Indicateurs »).

Le rapport final sera accompagné d'une fiche de synthèse de maximum une page A4, rédigée dans un objectif de publication, reprenant la description du projet et les résultats quantitatifs et qualitatifs.

Article 5.5 – Communication

L'ensemble des documents produits dans le cadre du projet devront porter le logo de Bruxelles Environnement. Ces documents devront être présentés au Comité d'accompagnement pour validation avant publication.

Article 6 - Accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le « CA » composé de la manière suivante :

- un représentant du bénéficiaire
- un représentant de Bruxelles Environnement
- un représentant de la Ministre de l'Environnement

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile

Les décisions sont prises de préférence par consensus. En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre étant prépondérante. En cas d'absence du représentant du Ministre, la voix de Bruxelles Environnement est alors prépondérante.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

Le CA est habilité à préciser ou à redéfinir la mission ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de celle-ci (durée, ...). Toute modification sera actée dans un PV approuvé par toutes les parties. Ce PV sera joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation.

Le bénéficiaire doit se conformer aux instructions qui lui sont données par le CA dans le cadre de l'exécution de la présente convention. Le non-respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une demande d'informations complémentaires.

Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel à la personne de contact de Bruxelles Environnement, un rapport d'état d'avancement des travaux. Ceux-ci seront rédigés (et illustrés) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.

Les porteurs du projet participeront également aux formations à l'intégration du développement durable dans leur gestion de projet organisées par Brulocalis et Bruxelles Environnement, ainsi qu'aux réunions d'échange d'expériences organisées deux fois par an, au printemps et à l'automne, au cours desquelles ils présenteront à leurs pairs l'avancement de leur projet.

Avant la clôture définitive des travaux de rédaction du rapport final, les projets de documents finaux devront être approuvés par le Comité d'accompagnement.

Article 7 – Dépenses éligibles

Les catégories de dépenses prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- la rétribution de tiers et de sous-traitants, les honoraires, les vacataires : dépenses liées à la sous-traitance de tiers pour des activités ayant lieu dans le cadre du projet (personne n'ayant pas de contrat avec l'Association) ;

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Toute modification significative devra être discutée et validée lors du Comité d'Accompagnement.

Article 8 - Modalités de liquidations

La première tranche est liquidée à la notification de la subvention, suite à la signature de la présente convention.

L'introduction d'une déclaration de créance n'est pas requise pour cette tranche.

La deuxième tranche sera liquidée sur base d'un rapport intermédiaire introduit au plus tard pour fin juillet 2021. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie

- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 » sera introduite dans les 2 mois au département Comptabilité de Bruxelles Environnement

Par voie électronique : invoice@environnement.brussels

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Le solde sera liquidé sur base d'un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subsidé accompagné, pour chacune d'elles, des pièces justificatives et de leur preuve de paiement. Les dépenses reprises à l'IGD seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard pour fin décembre 2021 de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement (palaime@environnement.brussels)
- et en copie au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite par voie postale dans les 3 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement.

Par voie électronique : invoice@environnement.brussels

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 17 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2018, ce qui implique que :

- Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.
- Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
- Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
 - qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
 - qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;
 - qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives
- Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.
 - Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
 - La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur sous condition suspensive de la notification de l'arrêté de subvention auquel est joint la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 11 - Responsabilité civile

La Région de Bruxelles-Capitale n'est en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.

Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.

A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec la commune, de recourir à un arbitre.

Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Bruxelles, le ??/ ??/2020.

Pour Bruxelles Environnement

Frédéric FONTAINE
Directeur général

Barbara DEWULF
Directrice générale adjointe

Pour la Commune d'Etterbeek

Vincent DE WOLF
Bourgmestre

Anick PETIT
Secrétaire communale f.f.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Projectoproep: verkrijgen van een subsidie van 10.000 euro voor het project “De moestuinen van Lorfor”

De gemeenteraad,

Overwegende dat Brussel Leefmilieu in maart 2019 een projectoproep heeft gelanceerd voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten;

Overwegende dat er kandidatuur dossiers ingediend konden worden met betrekking tot verschillende thema's, met name:

- de Good Food-strategie – Naar een duurzamer voedingssysteem in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goedgekeurd door de Brusselse regering op 19 december 2015;
- het beheer van grondstoffen, afvalbeheer;
- natuurbehoud in de stad, ecologisch beheer van de openbare ruimten, inclusief het stoppen met het gebruik van pesticiden;
- strijd tegen geluidsoverlast veroorzaakt door het verkeer in de wijken, in het bijzonder de maatregelen voor verkeersgeleiding die tot doel hebben de intensiteit of de snelheid van de voertuigen te verminderen, het gebruik van minder geluidsproducerende materialen en wegbedekking, de plaatsing van geïntegreerde voorzieningen die de verspreiding van geluid minimaliseren;
- waterbeheer en de strijd tegen overstromingen;

Overwegende dat het college op 11 juli 2019 een principeakkoord heeft gegeven voor de indiening van kandidatuur dossiers;

Overwegende dat de gemeente Etterbeek een kandidatuur dossier heeft ingediend in het thema “Voorbeeldfunctie van de openbare besturen”, met name de oprichting en de participatieve animatie van stadsmoestuinen in de Haptuin;

Overwegende dat het project gekozen werd door de jury en dat er een subsidie van 10.000 euro toegekend zal worden aan de gemeente;

Overwegende dat de gemeente het project zal moeten financieren ter waarde van 10% van de toegekende gewestelijke subsidie (behalve kosten voor het reeds aanwezige personeel);

Overwegende dat een eerste schijf van 20% gestort zal worden bij de ondertekening van de overeenkomst die uiterlijk in februari 2019 teruggestuurd moet worden naar Brussel Leefmilieu;

BESLIST:

1. om de onderstaande overeenkomst goed te keuren.

Overeenkomst betreffende de toelage met referentie

SUB/2019/Etterbeek/ExemplGF/PotagerLorfor

Tussen enerzijds :
Leefmilieu Brussel

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.

vertegenwoordigd door Frédéric FONTAINE, Directeur-generaal en Barbara DEWULF,
Adjunct-Directrice-generaal

en anderzijds:

de Gemeente van Etterbeek
waarvan de hoofdzetel gelegen is in Oudergemlaan 113-115, 1040 Brussel.

Vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF,

Burgemeester en Christian DEBATY, Gemeentesecretaris

Hierna " de gemeente " genoemd.

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1 – Voorwerp van de conventie

Deze conventie strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de gemeente werd toegekend krachtens het besluit van met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

Artikel 2 – Bedrag

De subsidie heeft betrekking op een totaal maximumbedrag bepaald in het besluit.

Dit bedrag werd berekend op basis van de begroting, zoals opgenomen in de aanvraag van de begunstigde.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

De te subsidiëren periode loopt van 01/01/2020 tot en met 30/06/2021

Indien uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, dient de subsidie te worden herberekend,
zonder dat het aanvankelijke bedrag mag worden overschreden.

Artikel 4 – Contactpersonen

Voor de uitvoering van deze overeenkomst zijn de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel

Pascale Alaime :
palaim@environnement.brussels
voor vragen inzake de DO-methodologie

et Joëlle Van Bambeke :

jvanbambeke@environnement.brussels
voor de technische vragen

of hun vertegenwoordiger.

De persoon die zal worden belast met de uitvoering van de opdracht bij de begunstigde is
Nathalie Urbain,
Email : etterbeek.durable@etterbeek.be

Leefmilieu Brussel moet vooraf op de hoogte worden gebracht van de vervanging van
bovenstaande personeesleden.

Artikel 5 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 5.1 – Algemene doel

De subsidie moet de gemeente in staat stellen om de projecten die ze selecteerde in
navolging van projectoproep 2019 voor Brusselse gemeenten OCMW's voor de uitvoering
van duurzame milieu projecten, volgens de modaliteiten in de bijgevoegde overeenkomst :
De moestuinen van Lorfor.

Het project zal door de gemeente moeten worden gefinancierd tot een bedrag van 10% van
de gewestelijke subsidie die zal worden toegekend (buiten de kosten van het personeel ter
plaatse).

Artikel 5.2 – Doelstellingen, indicatoren en middelen

- Verwachte doelstellingen:

Het project beoogt de aanleg en participatieve activiteiten in de stedelijke moestuinen in
het Felix Happark.

- Prestatie-indicatoren:

Aantal en types van deelnemers aan het project Aantal bijeenkomsten en workshops
Bezettingsgraad van het lokaal

- Human resources / Aantal VTE's dat aan deze opdrachten wordt toegewezen om
de doelstellingen te bereiken:

Geen HR gefinancierd door de subsidie

Artikel 5.3 – Voorziene planning en locatie(s) waar de opdracht plaatsvindt

Fase 1 : analyse van de context en benchmarking

Fase 2 : participatief proces van gezamenlijke aanleg van de moestuinen

Fase 3 : lancering van het moestuinseizoen

Fase 4 : evaluatie

De begeleidingsmodaliteiten van het participatief proces zullen worden herzien en
vastgelegd in het begeleidingscomité.

Artikel 5.4 - Activiteitverslag

Een activiteitenverslag zal naar de stadia van het project worden verzonden :

Tussentijds verslag : voor eind september 2020

(geen betalingsschijf)
Eindverslag : voor eind juli 2021

Het zal worden opgesteld op basis van de template verzonden door Leefmilieu Brussel en zal de stadia en methodologie van het project presenteren, evenals de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten ervan. (cf. punt "Indicatoren").

Het eindverslag zal vergezeld gaan van een samenvattingsblad van één A4-pagina maximum, geschreven met een publicatiedoel, die de beschrijving van het project en de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten bevat.

Artikel 5.5 - Communicatie

Alle documenten die in het kader van dit project gecreëerd worden, dienen het logo van Leefmilieu Brussel te vermelden. Deze documenten moeten vóór de publicatie ter validatie aan Het Begeleidingscomité worden voorgelegd.

Artikel 6 – Begeleiding

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten, zal een Begeleidingscomité (hierna BC genoemd) worden aangesteld dat als volgt is samengesteld:

- een vertegenwoordiger van de begunstigde
- een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussels
- een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu

Het BC mag andere personen wiens aanwezigheid nuttig is uitnodigen.

De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van een meningsverschil worden ze genomen bij meerderheid van de stemmen, de stem van de vertegenwoordiger van de minister is daarbij doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister is de stem van Leefmilieu Brussel doorslaggevend.

Het BC komt zo vaak samen als de goede uitvoering van deze overeenkomst vereist.

Het BC is bevoegd de opdracht te preciseren of te herdefiniëren en alle nodige maatregelen te treffen voor de goede uitvoering van de opdracht (duur, ...). Er zal akte worden genomen van elke wijziging in de notulen die door alle partijen worden goedgekeurd. Deze notulen zullen bij de bewijsstukken worden gevoegd die nodig zijn voor de vereffening.

De begunstigde moet zich houden aan de richtlijnen die hij ontvangt van het BC in het kader van de uitvoering van deze overeenkomst. Niet-naleving van deze richtlijnen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst. De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan de controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een vraag om aanvullende informatie.

Minstens vijf dagen vóór elke vergadering van de raad van bestuur bezorgt de begunstigde het in de overeenkomst bedoelde activiteitenverslag, dat als basis voor de besprekingen zal dienen, per e-mail aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel.

De projectbeheerders moeten ook deelnemen aan de opleidingen over de inpassing van de duurzame ontwikkeling in hun projectbeheer, georganiseerd door Brulocalis en Leefmilieu Brussel, alsook aan de vergaderingen voor het uitwisselen van ervaringen, tweemaal per

jaar, in de lente en in de herfst, georganiseerd en waarin ze de vorderingen van hun project aan hun collega's moeten voorstellen.

Voor de opstelling van het eindrapport definitief wordt beëindigd, moeten de ontwerpen van definitieve documenten worden goedgekeurd door het Begeleidingscomité.

Artikel 7 – Uitgaven die in aanmerking komen

De categorieën van uitgaven die gedekt kunnen worden door de toelage zijn:

- de vergoeding van derden en onderaannemers, erelonen, hulppersoneel : uitgaven i.v.m. de uitbesteding aan derden voor activiteiten in het kader van het project (niemand heeft geen contract met de Vereniging);

Alle uitgaven ten laste van een categorie niet hierboven vermeld zullen worden geweigerd. Elke belangrijke wijziging moet besproken en gevalideerd worden door het begeleidingscomité.

Artikel 8 – Vereffeningsmodaliteiten

De eerste schijf zal na de kennisgeving van het toelagebesluit uitbetaald worden, na de ondertekening van de overeenkomst.

De invoering van een schuldvordering is niet vereist voor deze schijf.

De tweede schijf zal worden vereffend op basis van een eindverslag dat uiterlijk voor eind juli 2021. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 ».

- aan de contact persoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@environnement.brussels).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal binnen de 2 maanden een schulvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Het saldo zal worden vereffend op basis van een algemene uitgaveninventaris (Excel tabel AUI) met alle voorgestelde kosten in het kader van de subsidie, telkens vergezeld van de bewijsstukken en hun betalingsbewijs. De uitgaven in de AUI zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk voor eind december 2021 worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel (palaime@environnement.brussels)
- en in kopie aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@environnement.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage ; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal binnen de 3 maanden een schuldvordering per post aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevold door « /Saldo ».

Via elektronische weg naar
invoice@leefmilieu.brussels

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage ; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Artikel 9 - Controle van de toekenning en het gebruik van de toelagen

De verenigingen zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle en de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 81 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2019 bevat, wat impliceert dat :

- Elke toelage moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor we bestemd is.
- Elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.
- Door de aanvaarding van de toelage erkent de begunstigde dat Leefmilieu Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.
- Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage de begunstigde:
 - die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage werd verleend;
- die de toelage niet aanwendt voor de doeleinde, waarvoor zij werd verleend;
- die de hierboven controle verhindert;
- die voor hetzelfde doel al een toelage ontvangt van een andere instelling op basis

van dezelfde verantwoordingsstukken.

- Als de begunstigde het gebruik van de ontvangen toelage niet kan rechtvaardigen, moet hij het niet-gerechtigde deel van het bedrag terugbetalen.
- De betaling van de toelage kan worden uitgesteld zolang de begunstigde, voor vergelijkbare voorheen ontvangen toelagen, de verantwoordingsstukken omtrent het gebruik van de ontvangen sommen niet kan voorleggen of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende bedragen.
- De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van de subsidie.

Artikel 10 - In werking trekking

Deze, door de partijen ondertekende, overeenkomst treedt in werking onder de opschortende voorwaarde van de betekening van het subsidiebesluit waaraan deze overeenkomst wordt toegevoegd.

Elke prestatie uitgevoerd vóór de inwerkingtreding, ofwel op eigen initiatief, ofwel na een niet-conforme opdracht, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van dit contract.

Artikel 12 - Regeling van geschillen

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van dit contract, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in onderling akkoord aangewezen worden. Conform artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in gemeen

overleg met de gemeente overeenkomen gebruik te maken van een scheidsrechter.

Indien de partijen beslissen geen gebruik te maken van een scheidsrechter of als een van de partijen er niet akkoord mee gaat een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in Brussel, op dd/mm/jjjj

Voor Leefmilieu Brussel

Frédéric FONTAINE

Barbara DEWULF

Directeur-generaal
generaal

Adjunct-Directrice-

Voor Gemeente van Etterbeek

Vincent DE WOLF

Anick PETIT

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

André du BUS de WARNAFFE :

« En fait c'est la même question que j'ai posée tout à l'heure, je voudrais savoir dans quelle mesure le conseil consultatif du développement durable avait été impliqué d'une façon ou d'une autre dans ce projet parce que ce conseil consultatif rassemble précisément des gens qui sont impliqués dans ces questions-là, et je trouve que c'est important de continuer à les impliquer d'autant plus qu'ici il s'agit d'un projet qui vise à valoriser les ressources communales. »

Françoise DE HALLEUX :

« Le conseil consultatif n'a pas été convoqué pour ce motif là, mais c'est une bonne remarque, j'en tiens note pour la prochaine fois. »

Thierry MOMMER :

« Ok pour DéFi mais on trouve ce règlement inutilement lourd. C'est peut-être imposé par l'IBGE moi j'en sais rien mais..l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, mais on trouve que c'est un peu lourd pour 10.000 €. »

André du BUS de WARNAFFE:

"Ik stel eigenlijk dezelfde vraag als daarnet. Ik zou willen weten in welke mate de Adviesraad voor Duurzame Ontwikkeling op de een of andere manier werd betrokken bij dit project. De adviesraad bestaat immers net uit mensen die zich betrokken voelen bij dit

soort kwesties en ik vind het belangrijk om hen zoveel mogelijk te betrekken zeker aangezien het hier over een project gaat dat de gemeentelijke middelen wil valoriseren.”

Françoise DE HALLEUX:

“De adviesraad werd hiervoor niet bijeengeroepen, maar het is een goede opmerking, ik zal er rekening mee houden voor de volgende keer.”

Thierry MOMMER:

“Goed. Oké voor DéFI maar we vinden dat dit reglement onnodig zwaar is. Misschien wordt dat opgelegd door het BIM (Brussels Instituut voor Leefmilieu), daar weet ik niks van, maar we vinden dit een beetje zwaar voor 10.000 euro.”

Finances - Financiën

17.02.2020/A/0023 **PV de vérification de la caisse du Receveur - 3eme trimestre 2019**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

PV van nazicht van de kas van de Ontvanger - 3de trimesters 2019

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

2 annexes / 2 bijlagen

20200122090548574.pdf, 20200122090603971.pdf

17.02.2020/A/0024 **Avenant n°6 à la convention du 10/12/1998 conclue entre le Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales, le Gouvernement de Bruxelles-Capitale la commune d'Etterbeek et le CPAS d'Etterbeek – Approbation**

Le conseil communal,

Vu la convention du 10 décembre 1998, conclue entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des trésoreries communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège réuni, la commune et le CPAS d'Etterbeek;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

DECIDE d'approuver l'avenant n° 6 de la convention en annexe, entre le Fonds Régional, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune d'Etterbeek et le CPAS d'Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Aanhangsel nr 6 aan de overeenkomst van 10/12/1998 tussen het Brussels Gewestelijke thesaurieën, de Brusselse hoofdstedelijk regering, de Gemeente

Etterbeek en het OCMW van Etterbeek – Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de aanhangsel nr 6 van de overeenkomst van 10 december 1998 tussen het Brussels Gewestelijkfonds, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, het verenigd college, de gemeente en het OCMW van Etterbeek;

gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT het aanhangsel nr 5, in bijlage, tussen het Gewestelijkfonds, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de gemeente Etterbeek en het OCMW van Etterbeek toe te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Thierry MOMMER :

« Monsieur le Président. Il s'agit simplement de la formalisation du plan triennal adopté en 2019 ? Il ne s'agit pas d'une modification du plan, on est bien d'accord ? Donc c'est purement formel ? Et comment ça se fait que ça arrive aussi tard ? C'est un document envoyé par Bruxelles – Pouvoirs Locaux ? »

Vincent DE WOLF :

« Oui, c'est purement formel. En fait la convention nous a été envoyée très tard par la Région avec la signature d'un ministre que vous connaissez je crois bien et qui s'appelle Monsieur CLERFAYT ? »

Thierry MOMMER :

« Mais donc ça ne change rien au fond ? Ça ne change rien au plan triennal 2019 ? »

Vincent DE WOLF :

« Non »

Thierry MOMMER:

“Mijnheer de voorzitter. Gaat het gewoonweg over de formalisering van het driejarenplan dat werd goedgekeurd in 2019? Het gaat niet over een wijziging van het plan, dat klopt toch? Dit is dus louter een formaliteit? En hoe komt het dat dit zo laat komt? Is het een document dat werd verstuurd door Brussel Lokale Besturen?”

Vincent DE WOLF:

*“Ja, dit is louter een formaliteit. We hebben de overeenkomst heel laat ontvangen door het Gewest met de handtekening van een minister die u volgens mij goed kent, **mijnheer CLERFAYT**.”*

Thierry MOMMER:

“Maar dat verandert niets aan de inhoud? Dat verandert niets aan het driejarenplan van 2019?”

Vincent DE WOLF:

“Nee”

*1 annexe / 1 bijlage
20200130100940715.pdf*

Secrétariat - Secretariaat

17.02.2020/A/0025 **URGENCE 1 - Délégations et mandats - asbl Maison des Jeunes - Retrait d'acte.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 18 novembre 2019 désignant les représentants de la Commune auprès de l'asbl Maison des jeunes : 8 hommes et 2 femmes ;

Considérant que l'article 36 de l'ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale stipule notamment que « le conseil communal désigne les représentants de la commune au sein de l'assemblée générale de l'ASBL communale. Au moins un tiers des représentants sont de sexe différent. »

Considérant que la répartition hommes-femmes de la représentation décidée le 18.11.2019 n'est donc pas conforme au prescrit légal ;

Considérant qu'il convient, pour disposer d'un texte qui réponde audit prescrit, de le retirer et d'en proposer un nouveau ;

DECIDE de retirer la délibération du Conseil communal du 18 novembre 2019 désignant les représentants de la Commune auprès de l'asbl Maison des jeunes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Afvaardigingen en mandaten - vzw 'Maison des Jeunes' - Intrekking van akte.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 18 november 2019 tot benoeming van de vertegenwoordigers van de gemeente in de vzw "Maison des Jeunes": 8 mannen en 2 vrouwen;

overwegende dat artikel 36 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten het volgende bepaalt: "De gemeenteraad stelt de vertegenwoordigers van de gemeente in de algemene vergadering van de gemeentelijke vzw aan. Ten minste een derde van de vertegenwoordigers zijn niet van hetzelfde geslacht."

overwegende dat de verdeling tussen mannen en vrouwen van de vertegenwoordiging waarover beslist werd op 18.11.2019 dus niet in overeenstemming is met de wet;

overwegende dat het, om over een tekst te beschikken die beantwoordt aan de wettelijke voorschriften, aangewezen is om de tekst in te trekken en een nieuwe voor te stellen;

BESLIST om de beraadslaging van de gemeenteraad van 18 november 2019 tot benoeming van de vertegenwoordigers van de gemeente in de vzw "Maison des Jeunes" in te trekken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Vincent DE WOLF :

"On a eu un souci puisqu'en fait on a demandé aux différents groupes de désigner leurs représentants et il y a une clé de répartition pour l'égalité des genres qui doit être respectée et évidemment l'addition n'a pas permis d'y arriver donc on retire et on va essayer de s'entendre entre chefs de groupe avant les dépôts de candidatures sinon on va tourner en rond."

Vincent DE WOLF:

"We hadden een probleem omdat we aan de verschillende fracties hebben gevraagd hun vertegenwoordigers te benoemen en er een verdeelsleutel is voor de gelijkheid van mannen en vrouwen die moet worden gerespecteerd, en natuurlijk heeft de toevoeging ons niet in staat gesteld dit te bereiken dus we doen een intrekking en we gaan proberen een akkoord te bereiken tussen de fractieleiders voordat de kandidaturen worden ingediend anders gaan we in kringetjes blijven ronddraaien."

Contentieux - Geschillen

17.02.2020/A/0026 **URGENCE 2 - Capteurs de qualité de l'air aux abords d'écoles - Convention.**

Le Conseil communal,

Considérant que l'ASBL les Chercheurs d'Air a récemment contacté la commune en vue d'un partenariat dans le cadre d'une campagne appelée "Petits poumons" afin de sensibiliser les écoles, le corps enseignant et les parents à la pollution de l'air aux abords des établissements scolaires via l'installation de capteurs à particules fines PM 2.5 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.02.2020 donnant un accord de principe pour que la Commune d'Etterbeek s'associe à cette campagne et pour que cette asbl installe et mette gratuitement à disposition dans le courant du mois de février 2020 des capteurs pour des établissements scolaires sélectionnés dans le cadre du projet de rues scolaires sur le territoire communal d'Etterbeek ;

Considérant que les données qui seront récoltées dans ce cadre pourront avoir un intérêt pour certains services de l'administration communale ;

DECIDE d'approuver la convention ci-après :

Convention – Capteurs de qualité de l'air aux abords d'écoles – Transmission des données récoltées

Entre l'ASBL les Chercheurs d'Air (numéro d'entreprise 0731.795.714), établie Rue Edouard Faes 92 Boîte 4 à 1090 Jette, représentée par M. Pierre Dornier, administrateur, ci-après dénommée « l'ASBL »,

ET

La Commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, ci-après dénommée « la Commune » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article unique :

Les données récoltées suite au placement, sur certains établissements scolaires sur le territoire communal d'Etterbeek, de capteurs à particules fines PM 2.5, dans le cadre de la campagne "Petits poumons", devront être mensuellement transmises par l'asbl Les Chercheurs d'Air au service mobilité de la Commune, via l'adresse mail mobilite@etterbeek.be (ou toute autre adresse mail communiquée ultérieurement).

En cas de non-respect de cette obligation, l'autorisation de placement des capteurs sera révoquée de plein droit.

Fait à Etterbeek le.....,

Pour l'ASBL,

Pour la Commune,
Par ordonnance,

Un administrateur

La secrétaire communale f.f. Le Bourgmestre

Pierre Dornier

Annick Petit

Vincent De Wolf

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Luchtkwaliteitsmeters in de omgeving van scholen - Overeenkomst.

De gemeenteraad,

overwegende dat de vzw les Chercheurs d'Air onlangs contact heeft opgenomen met de gemeente met het oog op een partnerschap in het kader van een campagne "Petits poumons" om scholen, leerkrachten en ouders bewust te maken van de luchtvervuiling in de omgeving van scholen door de installatie van fijnstofmeters PM 2,5;

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 13.02.2020 om een principeakkoord te geven zodat de gemeente Etterbeek zich bij deze campagne aansluit en zodat deze vzw tijdens de maand februari 2020 gratis meters installeert en ter beschikking stelt voor de geselecteerde scholen in het kader van het project van de schoolstraten op het grondgebied van de gemeente Etterbeek;

overwegende dat de gegevens die in dit kader zullen worden verzameld van belang kunnen zijn voor bepaalde diensten van het gemeentebestuur;

BESLIST om de volgende overeenkomst goed te keuren:

Overeenkomst – Luchtkwaliteitsmeters in de omgeving van scholen - Overdracht van de verzamelde gegevens

Tussen de vzw les Chercheurs d'Air (ondernemingsnummer 0731.795.714), gelegen Edouard Faesstraat 92 bus 4 in 1090 Jette, vertegenwoordigd door de heer Pierre Dornier, bestuurder, hierna “de vzw” genoemd,

EN

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeesters en schepenen, hierna “de gemeente” genoemd,

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Enig artikel:

De gegevens die worden verzameld na de installatie van fijnstofmeters PM 2,5 in bepaalde scholen op het grondgebied van de gemeente Etterbeek in het kader van de campagne “Petits poumons” moeten maandelijks door de vzw Les Checheurs d'Air worden doorgestuurd naar de dienst Mobiliteit van de gemeente, via e-mail naar mobilite@etterbeek.be (of elk ander e-mailadres dat later wordt meegedeeld).

Bij niet-naleving van deze verplichting wordt de toestemming voor het plaatsen van de meters van rechtswege ingetrokken.

Opgemaakt in Etterbeek op,

Voor de vzw,

Een beheerder

Pierre Dornier

Voor de gemeente,
In opdracht:

De waarnemend gemeentesecretaris

De burgemeester

Annick Petit

Vincent De Wolf

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Solidarité et coopération internationales - Internationale Solidariteit en Samenwerking

17.02.2020/A/0027 **Participation à la création des formations « Phénomènes migratoires et Mobilisation**

citoyennes »

Le Conseil communal,

Considérant qu'en date du 26 juin 2018 le Conseil Communal a adopté le plan quinquennal « Commune Hospitalière » ;

Considérant la Note d'Orientation Politique de la Solidarité internationale et sa volonté de concrétiser les engagements pris dans le plan Commune Hospitalière ;

Considérant l'engagement # 9 « Mettre en place des outils de lutte contre les préjugés et le racisme » ;

Considérant l'engagement # 11 « Développer via le programme de la Solidarité Internationale une offre de sensibilisation à la thématique de la migration et au dialogue, aux compétences interculturelles de base. Encourager par-là, y compris financièrement, les écoles, les organisations de jeunesse, les bibliothèques et ludothèques et les centres culturels à sensibiliser leur public » ;

Considérant la mission d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire du Service Solidarité Internationale ;

Considérant la volonté du Service de la Solidarité internationale de soutenir la création de formation à destination tant des citoyens que des travailleurs de l'associatif et des enseignants ;

Considérant la volonté du Service de la Solidarité internationale de s'associer avec la Commission Justice et Paix dans la création de ses formations ;

Considérant la volonté de la Commission Justice et Paix de s'ancrer sur le territoire Etterbeekois ;

Considérant la proposition d'offre de formation « Phénomènes migratoires et Mobilisation citoyennes » de la Commission Justice et Paix en annexe ;

Considérant la volonté du collectif citoyens « Commune Hospitalière 1040 » et de la Table Ronde Etterbeekoise de la Solidarité Internationale (TRESI) de se former sur les thématiques proposées ;

Considérant qu'une partie de ces formations sera exclusivement aux membres des collectifs « Commune Hospitalière 1040 » et de la TRESI, et suivant la demande aux collectifs citoyens d'Etterbeek en général ;

Considérant qu'en date du 19 décembre 2019 le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé la participation financière, à hauteur de 6000€ pour soutenir la création de ces formations, à condition de se conformer au Règlement relatif au contrôle de l'octroi des subventions ;

Considérant les pièces suivantes se trouvant en pièce jointe : les comptes annuels, le budget 2020, un justificatif expliquant l'utilisation du subside ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

DECIDE d'octroyer une subvention de 6000€ à l'asbl Justice et Paix pour participer à la

création des formations « Phénomènes migratoires et Mobilisation citoyennes ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Uitwerking van opleidingen “Phénomènes migratoires et Mobilisation citoyennes”

De Gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad op 26 juni 2018 het vijfjarenplan “Gastvrije gemeente” heeft goedgekeurd;

gelet op de politieke oriëntatienota van de dienst Internationale Solidariteit en zijn wil op de verbintenissen uit het plan “Gastvrije gemeente” concreet vorm te geven;

gelet op verbintenis # 9 “Voorzieningen op touw zetten in de strijd tegen vooroordelen en racisme”;

gelet op verbintenis # 11 “Via het programma voor Internationale Solidariteit een aanbod ontwikkelen voor de bewustmaking rond migratie, dialoog en interculturele vaardigheden Op die manier de scholen, de jeugdorganisaties, de bibliotheken en spelotheken en de culturele centra aan te moedigen (ook financieel) om hun doelgroep bewust te maken”;

gelet op de vormingsopdracht van de dienst Internationale Solidariteit met betrekking tot een solidair wereldburgerschap;

overwegende dat de dienst Internationale Solidariteit de uitwerking van de opleiding voor zowel burgers als mensen die actief zijn in het verenigingsleven en onderwijzers wil ondersteunen;

overwegende dat de dienst Internationale Solidariteit wil samenwerken met Commission Justice et Paix om de opleidingen uit te werken;

overwegende dat Commission Justice et Paix zich wil verankeren op het grondgebied van Etterbeek;

gelet op het voorgestelde opleidingsaanbod “Phénomènes migratoires et Mobilisation citoyennes” van Commission Justice et Paix in bijlage;

overwegende dat het burgercollectief “Commune Hospitalière 1040” en de Etterbeekse Ronde Tafel van de Internationale Solidariteit (ERTIS) beiden opleidingen willen volgen over de voorgestelde thema's;

overwegende dat een deel van die opleidingen uitsluitend bedoeld zullen zijn voor de leden van het collectief “Commune Hospitalière 1040” en de ERTIS en zullen worden afgestemd op de vraag van de burgercollectieven in Etterbeek in het algemeen;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op 19 december 2019 goedkeuring heeft gegeven voor de financiële bijdrage van 6.000 euro om de uitwerking van die opleidingen te steunen op voorwaarde dat die in overeenstemming zijn met het reglement betreffende de controle op de uitreiking van subsidies;

overwegende dat de volgende stukken in bijlage zijn opgenomen: de jaarrekeningen, de begroting 2020, een bewijsstuk waarin het gebruik van de subsidie wordt toegelicht en een

rapport over het financiële beheer en de financiële situatie;

BESLIST om een subsidie van 6.000 euro toe te kennen aan de vzw Justice et Paix om mee te werken aan de uitwerking van de opleidingen “Phénomènes migratoires et Mobilisation citoyennes”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Gisèle MANDAILA :

« Le groupe DéFi salue cette décision et ce projet d'autant plus que depuis quelques années on assiste à une recrudescence d'actes racistes et d'actes xénophobes en Belgique et donc pour nous ce projet s'inscrit dans la lutte contre le racisme et les discriminations dont le groupe DéFi qui défend cette question salue ce projet. On voudrait savoir pourquoi est-ce qu'on donne une subvention à cette ASBL? »

Karim SHEIKH HASSAN :

« Il y a tout le temps eu des subventions qui sont données à toute une série d'ASBL qui sont actives en solidarité internationale, qui doivent remplir toute une série de critères et à partir du moment où elles remplissent ces critères-là, nous pourrions décider d'octroyer les subventions. Et donc ici cette ASBL est active doublement : d'une part en cohésion sociale, mais aussi en solidarité internationale et donc ce processus-là vise à travailler et avec des ASBL de cohésion sociale qui ont décidé de prendre la migration comme critère principal et avec des associations de solidarité internationale et notamment aussi avec le conseil consultatif de la solidarité internationale qui est étroitement impliqué avec cette thématique. On peut se réjouir que la commune subventionne une ASBL qui est une association qui a un rayonnement international et une action remarquable qui s'inscrit aussi dans une histoire de plusieurs décennies. »

Gisèle MANDAILA:

“De fractie DéFi juicht deze beslissing en dit project toe zeker aangezien we als sinds enkele jaren getuige zijn van een heropleving van racistische en xenofobe daden in België en daarom maakt dit project voor ons deel uit van de strijd tegen racisme en discriminatie die de groep DéFi verdedigt. We zouden willen weten waarom we een subsidie geven aan deze vzw .

Karim SHEIKH HASSAN:

“Er altijd subsidies geweest die worden toegekend aan een hele reeks vzw's die actief zijn binnen het domein van de internationale solidariteit. Die vzw's moeten aan een hele reeks criteria voldoen en zodra ze aan deze criteria voldoen, kunnen we beslissen om de subsidies toe te kennen. En dus is deze vzw op twee domeinen actief: enerzijds op het gebied van sociale cohesie, maar ook op het gebied van internationale solidariteit, en dus is dit proces gericht op samenwerking met vzw's die actief zijn op het vlak van sociale cohesie en die hebben besloten om migratie als hoofdcriterium te nemen en met internationale solidariteitsverenigingen en in het bijzonder met de Adviesraad voor Internationale Solidariteit, die nauw betrokken is bij dit thema.

We kunnen blij zijn dat de gemeente deze VZW subsidieert die een vereniging is met een internationale invloed en een opmerkelijke actie die ook deel uitmaakt van een geschiedenis van enkele tientallen jaren.”

4 annexes / 4 bijlagen

Budget CJP - SI.pdf, 2018 - BNB publié (002).pdf, CJP Budget 2020 (approuvé en AG modèle simple).pdf, 190506 CJP Rapport de commissaire 2018.pdf

17.02.2020/A/0028 **Interpellation de Madame BATAILLE sur la mise hors service pour motif de sécurité des orgues de l'église Notre-Dame du Sacré-Coeur.**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs, Chers Collègues,

Le Président de la fabrique d'église Notre-Dame du Sacré-Cœur a informé le Collège, par courriel du 22 janvier dernier, de ce qu'il avait dû interdire l'usage de l'orgue.

Cette décision faisait suite à un courrier du facteur d'orgues, faisant savoir que ni la sécurité, ni le fonctionnement normal de l'instrument ne pouvaient plus être garantis. Je cite : « Beaucoup de contacts électriques sont cassés et les fils sont dangereux, puisque la toile isolante est usée et les conducteurs oxydés ; vous risquez des court-circuit et qu'un feu se déclare. »

Depuis quelques années déjà, la fabrique d'église est bien consciente de la nécessité d'une importante rénovation pour maintenir l'instrument. Elle a d'ailleurs évoqué la situation lors d'une réunion de son conseil en 2017, à laquelle l'échevin des cultes était présent. La fabrique a proposé de répartir les frais de la rénovation de 100.000€ sur 3 ans : une première tranche de 48.400€ au budget 2018 a été approuvée, mais la commune a remis un avis négatif pour la seconde tranche de 40.000€ au budget 2019. Lors des discussions à l'été 2019, la commune avait promis d'examiner la contre-proposition d'un programme de sauvegarde minimum à 75.000€, mais elle n'y a jamais donné suite.

Faut-il rappeler que l'église Notre-Dame du Sacré-Cœur reste un lieu de rassemblement important lors des assemblées dominicales, mais aussi lors d'une série d'événements qui comptent pour une partie encore significative de la population : ainsi, le rapport 2019 de l'Eglise catholique de Belgique fait état de 38% de baptêmes et de 43% de funérailles à l'église. Ces orgues sont donc utilisées régulièrement.

D'autre part, l'église NDSC – comme d'ailleurs les autres églises de l'unité pastorale d'Etterbeek – sont ouvertes et organisent de temps en temps des concerts.

J'en veux pour preuve le Guide 2020 des seniors d'Etterbeek qui annonce un concert, je cite : « dans le cadre exceptionnel de l'église Notre-Dame du Sacré-Cœur. »

Et c'est vrai que cette église, comme l'indique l'Inventaire du patrimoine architectural de la Région de Bruxelles-Capitale, est un écrin qui valorise magnifiquement les talents du peintre ixellois Anto Carte, qui y a réalisé au fond du chœur une admirable fresque de la Nativité avec une adoration des bergers et une adoration des mages, ainsi que dans le porche, une très rare Dormition de la Vierge Marie. Vous pouvez aller admirer ces peintures, ainsi que plusieurs beaux vitraux art déco, dont une commémoration de la libération de Bruxelles en septembre '44 ; l'église est souvent ouverte en journée, c'est une exposition permanente, gratuite, qui vaut le détour.

Dans cette église qui a une valeur patrimoniale et qui reste le lieu d'événements importants pour les habitants, faut-il renoncer aux orgues qui figurent à l'Inventaire du patrimoine ? Si l'on sacrifie les orgues, savez-vous qu'on sacrifie également les organistes qui jouent le dimanche et lors des mariages et des funérailles, mais aussi les 3 étudiants à l'académie, qui s'y exercent en semaine, et dont ces grandes orgues sont l'instrument de travail ?

Monsieur le Bourgmestre, accepteriez-vous, face à cette nouvelle donne, de vous remettre autour de la table avec la fabrique d'église, pour envisager, dans le cadre du budget 2020 de la fabrique, une solution adéquate, afin que cette belle musique puisse encore retentir dans l'église Notre-Dame du Sacré-Cœur ?

Le Conseil entend l'interpellation.

Le président a lu la réponse du service.

Interpellatie van Mevrouw BATAILLE betreffende de buitenwerkingstelling om veiligheidsredenen van de orgels van de Onze-Lieve-Vrouw-van-het-Heilig-Hartkerk.

Mijnheer de burgemeester, dames en heren, beste collega's,

De voorzitter van de kerkfabriek van de Onze-Lieve-Vrouw-van-het-Heilig-Hartkerk heeft het college op 22 januari via e-mail laten weten dat hij het gebruik van het orgel heeft moeten verbieden.

Die beslissing werd gemaakt naar aanleiding van een brief van de orgelbouwer waarin stond dat noch de veiligheid, noch de normale werking van het instrument nog langer konden worden gegarandeerd. Ik citeer: "Veel elektrische contacten zijn stuk en de draden zijn gevaarlijk aangezien de isoleerband versleten is en de geleiders geoxideerd zijn. U loopt het risico op kortsluiting en brand."

De kerkfabriek is zich al enkele jaren bewust van de noodzaak van een grote renovatie om het instrument te behouden. Ze heeft de situatie aangekaart op een vergadering van haar raad in 2017 waarop de schepen van Erediensten aanwezig was. De kerkfabriek heeft voorgesteld om de renovatiekosten van 100.000 euro te spreiden over drie jaar: een eerste schijf van 48.400 euro in de begroting van 2018 werd goedgekeurd, maar de gemeente heeft een negatief advies gegeven voor de tweede schijf van 40.000 euro in de begroting van 2019. Tijdens de besprekingen in de zomer van 2019 had de gemeente beloofd om het tegenvoorstel voor een bewaringsprogramma van minstens 75.000 euro te onderzoeken, maar zij heeft daar nooit gevolg aan gegeven.

We mogen niet vergeten dat de Onze-Lieve-Vrouw-van-het-Heilig-Hartkerk een belangrijke ontmoetingsplaats blijft tijdens de zondagse bijeenkomsten, maar ook tijdens een aantal gebeurtenissen die voor een groot deel van de bevolking nog van belang zijn. Zo maakt het rapport 2019 van de Katholieke Kerk van België gewag van 38% van de doopsels en 43% van de begrafeningen in de kerk. De orgels worden dus regelmatig gebruikt.

Anderzijds is de O.L.V.-van-het-Heilig-Hartkerk – zoals overigens de andere kerken van de pastorale eenheid van Etterbeek – vaak open en organiseert ze af en toe concerten.

Als bewijs hiervan, zou ik willen citeren uit de Seniorengids 2020 van Etterbeek waarin een concert wordt aangekondigd "in het bijzondere decor van de O.L.V.-van-het-Heilig-Hartkerk".

En het klopt dat deze kerk, zoals vermeld in de inventaris van het architecturaal erfgoed van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een pareltje is dat de talenten van de Elsense schilder Anto Carte op prachtige wijze laat zien. Die schilder maakte een bewonderenswaardig fresco van de geboorte van Christus met een aanbidding van de herders en een aanbidding van de Wijzen en in het koor een zeer zeldzame Dormitio van de Moeder Gods. U kunt deze schilderijen gaan bewonderen net zoals verschillende prachtige art-decoglas-in-loodramen, waaronder een ter herinnering aan de bevrijding van Brussel in september '44. De kerk is vaak overdag open en het is een permanente, gratis

tentoonstelling, die zeker een omweg waard is.

Moet er in deze kerk, die een erfgoedwaarde heeft en waar belangrijke gebeurtenissen voor de inwoners plaatsvinden, afstand worden gedaan van de orgels die in de erfgoedinventaris zijn opgenomen? Als de orgels worden opgeofferd, weet u dan dat ook de organisten die op zondag en bij bruiloften en begrafeningen spelen worden opgeofferd, maar ook de drie studenten van de academie, die daar doordeweeks oefenen en voor wie deze grote orgels het werkinstrument zijn?

Mijnheer de burgemeester, gaat u ermee akkoord om in het licht van deze nieuwe situatie opnieuw met de kerkfabriek rond de tafel te gaan zitten en in het kader van de begroting van de fabriek voor 2020 een adequate oplossing te zoeken zodat deze prachtige muziek nog steeds in de Onze-Lieve-Vrouw-van-het-Heilig-Hartkerk kan weerklinken?

Ik dank u.

De raad hoort de interpellatie.

De voorzitter heeft het antwoord van de afdeling gelezen.

Louise-Marie BATAILLE :

« Merci Monsieur le Bourgmestre, Chers Collègues,

Il y a 3 semaines, le Président de la fabrique d'église Notre-Dame du Sacré-Cœur nous a informé de ce qu'il avait dû interdire l'usage de l'orgue.

Cette décision a fait suite à un avertissement qu'il a reçu du facteur d'orgues, qui déclarait que ni la sécurité, ni le fonctionnement normal de l'instrument ne pouvaient plus être garantis. Des contacts électriques sont cassés, des fils sont dangereux, la toile isolante est usée, les conducteurs sont oxydés et donc il y a un risque de court-circuit voire qu'un feu se déclare.

Alors, depuis quelques années déjà, la fabrique d'église est bien consciente de la nécessité d'une importante rénovation pour maintenir l'instrument. Elle a d'ailleurs évoqué la situation lors d'une réunion de son conseil en 2017, à laquelle l'échevin des cultes était présent. La fabrique a alors proposé de répartir les frais de la rénovation de 100.000€ sur 3 années : une première tranche de 48.000€ au budget 2018 a été approuvée, mais la commune a remis un avis négatif pour la seconde tranche de 40.000€ au budget 2019. Lors des discussions à l'été 2019, la commune avait promis d'examiner la contre-proposition d'un programme de sauvegarde minimum à 75.000€, mais elle n'y a jamais donné suite.

Faut-il rappeler que l'église Notre-Dame du Sacré-Cœur reste un lieu de rassemblement important lors des assemblées dominicales, mais aussi lors d'une série d'événements qui comptent pour une partie encore significative de la population : ainsi, le rapport 2019 de l'Eglise catholique de Belgique fait état de 38% de baptêmes et de 43% de funérailles à l'église. Ces orgues sont donc utilisés régulièrement.

D'autre part, l'église Notre-Dame du Sacré-Cœur – comme d'ailleurs les autres églises de l'unité pastorale d'Etterbeek – sont ouvertes et organisent de temps en temps des concerts. J'en veux pour preuve le Guide 2020 des seniors d'Etterbeek qui annonce un concert, je cite : « dans le cadre exceptionnel de l'église Notre-Dame du Sacré-Cœur. »

Et c'est vrai que cette église, comme l'indique l'Inventaire du patrimoine architectural de la Région de Bruxelles-Capitale, est un écrin qui valorise magnifiquement les talents du peintre ixellois Anto Carte, qui y a réalisé une admirable fresque de la Nativité avec une adoration des bergers et une adoration des mages, mais aussi dans le porche, une très rare Dormition. Vous pouvez aller admirer ces peintures, ainsi que plusieurs beaux vitraux art déco, dont une commémoration de la libération de Bruxelles en septembre '44 ; l'église est souvent ouverte en journée, c'est une exposition permanente, gratuite, qui vaut le détour.

Dans cette église qui a une valeur patrimoniale et qui reste le lieu d'évènements importants pour les habitants, faut-il renoncer aux orgues qui figurent à l'Inventaire du patrimoine ? Si vous sacrifiez les orgues, savez-vous que vous sacrifiez également les organistes qui jouent le dimanche et lors des mariages et des funérailles, mais aussi des étudiants qui s'y exercent en semaine, et dont ces grands orgues sont l'instrument de travail ?

Il y a notamment des étudiants à l'académie, mais il y a également un professionnel qui est étudiant au Conservatoire et qui a vraiment besoin d'un instrument de travail de qualité.

Donc voilà, nous vous demandons si vous accepteriez, face à ces nouveaux éléments, de vous remettre autour de la table parce que il semble qu'il y ait eu des erreurs de communication et de compréhension, et donc de vous remettre autour de la table avec la fabrique, pour envisager une solution adéquate, afin que cette belle musique puisse encore retentir dans l'église Notre-Dame du Sacré-Cœur ? Je vous remercie ».

Vincent DE WOLF :

« Par rapport au concert dont vous parliez Madame BATAILLE, ce n'est pas un concert qui utilisait les orgues je pense donc je ne comprends pas vraiment le lien avec votre interpellation. C'était des chœurs, c'était des gens qui chantaient.

Louise-Marie BATAILLE :

« C'est que ces orgues sont dans une église qui reste fréquentée, qui reste utilisée pour des activités ouvertes à tous. »

Thierry MOMMER :

« Alors l'interpellation de Madame Bataille porte sur un objet qu'on entend rarement, et c'est la raison pour laquelle je voudrais intervenir en plaidant aussi pour que la commune fasse un coup de pouce. Pour plusieurs raisons : d'abord parce qu'une église, qu'on soit croyant ou qu'on soit non-croyant est un lieu de calme, d'apaisement, de sérénité et dans un monde qui est un véritable tohu-bohu, ce n'est peut-être pas mal de pouvoir laisser les personnes en profiter. Et à l'intérieur de ces églises il y a souvent des orgues en effet qui sont des instruments rares, qui sont des instruments beaux et qui donnent leur meilleure amplitude dans des lieux d'une telle dimension.

J'invite d'ailleurs, puisqu'il semblerait qu'il y ait des écoles qui soient là, ou une classe, que je veux dire avec l'accord des paroisses ce sont des instruments qui peuvent être visités et ça vaut la peine parce que ils sont véritablement majestueux.

Enfin je rappelle pour la fine bouche que c'est un instrument de musique qui respecte parfaitement le genre féminin/masculin puisque c'est un des rarissimes mots de la langue française qui au singulier est masculin et au pluriel est féminin. Ce qui est un élément supplémentaire pour que la commune intervienne dans le cadre de sa qualité de commune pilote en ce qui concerne le genre notamment. Donc c'était pour la fine bouche ce dernier élément évidemment, mais donc je serais intéressé et je serais vraiment heureux que la commune fasse un geste pour ce grand orgue et pour ces beaux orgues. »

Vincent DE WOLF :

« Tout d'abord, je rappelle à celles et ceux qui l'auraient oublié que j'ai commencé ma carrière en démolissant l'église Ste Gertrude, non pas par vocation personnelle, mais parce que cette église s'effondrait et c'était Monsieur Barthélémy, ingénieur civil des travaux publics, qui est venu me trouver au Collège un jeudi matin en disant : « Monsieur, traversez il se passe quelque chose à la place Van Meyel ! », et donc on avait requis des bandes de plâtre chez les pharmaciens le jour même pour placer des témoins sur les fissures et le matin à 6 heures on m'appelait disant que tout cela éclatait. Pourquoi je parle de tout cela ? Parce que rien que la démolition de l'église Ste Gertrude ,et je rappelle que si cette église s'est effondrée, c'est parce qu'il y avait une canalisation d'eau sous l'église appartenant à la fabrique d'église comme le terrain qui s'était rompue,

canalisation non assurée par la fabrique, et que l'eau sous pression a creusé dans un sol sablonneux jusqu'au moment où le trou s'est réparti en dessous de l'égout, et quand l'égout s'est rompu, à ce moment-là, toutes les matières ont été envoyées comme par un grand karcher dans l'égout par l'eau sous pression, et c'est ainsi que le clocher s'est complètement détaché de la structure même de l'église et que les voûtes ogivales se sont ouvertes laissant apparaître le ciel. Tout cela a coûté à la commune des montants qui étaient supérieurs en euros à 300 000 €, sans compter le réaménagement provisoire de la place pour éviter qu'un chancre ne s'y installe, puisqu'on avait évidemment là 25 à 30 ares de briques cassées sur l'ensemble de l'espace.

Peu après, quelques années après c'est la façade de l'église St Antoine qui a été complètement refaite aux frais de la commune, dans la mesure où des pierres de Meuse avaient été placées, ça veut dire que les pierres ont un sens pas toujours les êtres humains, mais les pierres ont un sens, et donc lorsqu'on place une pierre contrairement à son sens et qu'elle pend sur une façade, un moment donné elle finit pas se fendre et éclater, s'agissant évidemment de moellons qui pesaient un grand nombre de kilos, lorsque ça tombe de 30 mètres de haut, il a fallu que j'interdise la fréquentation de l'église d'abord et, c'est 60 millions de francs belges de l'époque, qui ont été investis pour réparer l'ensemble de la façade.

Et donc c'est ainsi que j'ai appris que les fabriques d'église étaient très rarement en boni, très souvent en déficit, et la loi napoléonienne qui date d'avant la Belgique, oblige les communes dans lesquelles sont installées les fabriques à combler les déficits des fabriques d'église. Ce que je ne savais pas par contre, c'est que systématiquement lorsque des fidèles ou des sympathisants ou simplement des personnes qui veulent léguer toute une partie de leur patrimoine à la fabrique s'adressent à celle-ci, en fait le legs n'a jamais lieu en faveur de la fabrique mais bien en faveur des œuvres paroissiales qui sont une ASBL systématiquement créée et jointe à la fabrique et porte le même nom. Ce qui alors permet que la fabrique ne soit pas en boni, mais soit éventuellement en déficit, ce qui oblige la commune à intervenir. Je vous laisse le soin de juger de l'opportunité de ce genre de situation assez particulière et c'est à l'occasion de ces événements que on a pu prendre connaissance de cela.

Je m'empresse de dire que ce ne sera pas le cas en ce qui concerne la reconstruction de l'église Ste Gertrude pour laquelle le permis vient d'être délivré à ma connaissance par la Région puisque nous avons souhaité reconstruire cette église avec un tout autre volume, intervention du Ministère de la Justice et puis de la Région et intervention communale mais, il faut dire que la fabrique d'église a souhaité construire sur fonds propres, sur base de dons qu'ils avaient reçus via l'ASBL paroissiale souhaitant rester maître de l'ouvrage. Ça c'est pour situer le contexte parce que je ne pense pas que les uns et les autres se rendent compte de cette situation assez particulière.

En ce qui concerne le cas d'espèce, le Collège est surpris de votre interpellation Madame, parce que, ce n'est pas le Collège et pas le Conseil qui décident d'approuver ou de refuser le budget d'une fabrique d'église ; nous remettons uniquement un avis. Et donc l'interpellation de M. MOMMER jointe à la vôtre me surprend encore plus puisque c'est la tutelle de la Région à laquelle il n'est pas étranger qui doit ou non approuver le budget. Donc je ne comprends absolument pas vos interventions respectives. Alors, je rappelle que des montants qui étaient inscrits dans la fabrique du Sacré-Cœur sans aucune concertation au préalable avec la commune, ce qui n'est pas sympa, une inscription de 40 000 € (c'est déjà extraordinaire) avait été inscrite par la commune et lorsqu'un devis a été demandé pour la réparation des orgues, il est apparu que le premier devis présentait un montant de 238 100 €, donc à peu de choses près 10 millions d'anciens francs belges. Vu l'importance de ce montant la commune a estimé ne pas pouvoir remettre un avis favorable, mais un avis défavorable à la réparation des orgues, et en ce qui concerne l'aspect juridique, mais lorsque **M. MOMMER** parle de fine bouche vous êtes pour ce qui vous concerne **Mme BATAILLE** une fine juriste et donc vous ferez les recherches adéquates mais, les quelques recherches auxquelles nous nous sommes livrés indiquent que les vadémécums des

fabriques d'église indiquent que la commune est tenue de suppléer aux déficits des fabriques d'église pour tout ce qui concerne des dépenses nécessaires à l'exercice du culte. Est-ce que donc les orgues sont nécessaires à l'exercice du culte où est-ce que d'autres instruments permettant de faire de la musique de qualité ne pourraient pas être insérés à l'heure d'aujourd'hui dans une église, la question reste posée. »

Louise-Marie BATAILLE :

« Monsieur le Bourgmestre, je vous remercie pour les éléments que vous apportez, mais je n'ai pas de réponse à ma question de savoir précisément est-ce que vous êtes prêts à vous remettre autour de la table pour améliorer les questions de communication qu'il y a eu autour de l'alternative à 75 000 euros ? »

Vincent DE WOLF :

« Et bien vous connaissez notre tradition de concertation et de participation Madame, je vous dis simplement que le Conseil a voté le 16 décembre et vous y étiez, un avis négatif sur cette question. Cet avis négatif est soumis à la Région, tel est l'état du dossier, pour le reste, il n'y a pas aujourd'hui de table à réunir, de concertation à mener, le Conseil a pris sa position et la tutelle prendra son dernier mot, pour le reste on verra ! Si il y a une demande de rencontre, je pense que les représentants de la fabrique sont grands assez pour prendre contact avec nous, sans passer par votre intermédiaire en ayant battu le vent et l'arrière-ban des uns et des autres pour faire spectacle au Conseil Communal, mais ça, chacun fait comme il le souhaite. L'incident est clos.»

Louise-Marie BATAILLE:

“Mijnheer de burgemeester, beste collega's,

Drie weken geleden heeft de voorzitter van de kerkfabriek van de Onze-Lieve-Vrouw-van-het-Heilig-Hartkerk ons laten weten dat hij het gebruik van het orgel heeft moeten verbieden.

Die beslissing werd gemaakt naar aanleiding van een waarschuwing van de orgelbouwer waarin stond dat noch de veiligheid, noch de normale werking van het instrument nog langer konden worden gegarandeerd. “Elektrische contacten zijn stuk, draden zijn gevaarlijk, de isoleerband is versleten, de geleiders zijn geoxideerd dus er is een risico op kortsluiting en zelfs brand.

Welnu, de kerkfabriek is zich al enkele jaren bewust van de noodzaak van een grote renovatie om het instrument te behouden. Ze heeft de situatie aangekaart op een vergadering van haar raad in 2017 waarop de schepenen van Erediensten aanwezig was. De kerkfabriek heeft toen voorgesteld om de renovatiekosten van 100.000 euro te spreiden over drie jaar: een eerste schijf van 48.000 euro in de begroting van 2018 werd goedgekeurd, maar de gemeente heeft een negatief advies gegeven voor de tweede schijf van 40.000 euro in de begroting van 2019. Tijdens de besprekingen in de zomer van 2019 had de gemeente beloofd om het tegenvoorstel voor een bewaringsprogramma van minstens 75.000 euro te onderzoeken, maar zij heeft daar nooit gevolg aan gegeven.

We mogen niet vergeten dat de Onze-Lieve-Vrouw-van-het-Heilig-Hartkerk een belangrijke ontmoetingsplaats blijft tijdens de zondagse bijeenkomsten, maar ook tijdens een aantal gebeurtenissen die voor een groot deel van de bevolking nog van belang zijn. Zo maakt het rapport 2019 van de Katholieke Kerk van België gewag van 38% van de doopsels en 43% van de begrafenissen in de kerk. De orgels worden dus regelmatig gebruikt.

Anderzijds is de Onze-Lieve-Vrouw-van-het-Heilig-Hartkerk – zoals overigens de andere kerken van de pastorale eenheid van Etterbeek – vaak open en organiseert ze af en toe concerten.

Als bewijs hiervan, zou ik willen citeren uit de Seniorengids 2020 van Etterbeek waarin een concert wordt aangekondigd “in het bijzondere decor van de O.L.V.-van-het-Heilig-Hartkerk”.

En het klopt dat deze kerk, zoals vermeld in de inventaris van het architecturaal erfgoed

van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een pareltje is dat de talenten van de Elsense schilder Anto Carte op prachtige wijze laat zien. Die schilder maakte een bewonderenswaardig fresco van de geboorte van Christus met een aanbidding van de herders en een aanbidding van de Wijzen, maar in het koor ook een zeer zeldzame Dormitio. U kunt deze schilderijen gaan bewonderen net zoals verschillende prachtige art-decoglas-in-loodramen, waaronder een ter herinnering aan de bevrijding van Brussel in september '44. De kerk is vaak overdag open en het is een permanente, gratis tentoonstelling, die zeker een omweg waard is.

Moet er in deze kerk, die een erfgoedwaarde heeft en waar belangrijke gebeurtenissen voor de inwoners plaatsvinden, afstand worden gedaan van de orgels die in de erfgoedinventaris zijn opgenomen? Als u de orgels opoffert, weet u dat u dan ook de organisten die op zondag en bij bruiloften en begrafenissen spelen opoffert, maar ook de drie studenten die daar doordeweeks oefenen en voor wie deze grote orgels het werkinstrument zijn?

Er zijn in het bijzonder studenten van de academie, maar er is ook een professional die studeert aan het conservatorium en die echt een kwaliteitsvol werkinstrument nodig heeft.

Wij vragen u dus of u ermee akkoord zou gaan om, in het licht van deze nieuwe situatie, opnieuw met de kerkfabriek rond de tafel te gaan zitten omdat het lijkt dat er fouten zijn gemaakt bij de communicatie en er misverstanden zijn, en dus opnieuw rond de tafel te gaan zitten met de fabriek om een adequate oplossing te zoeken zodat deze prachtige muziek nog steeds in de Onze-Lieve-Vrouw-van-het-Heilig-Hartkerk kan weerklinken? Ik dank u."

Vincent DE WOLF:

"In verband met het concert waarover u spreekt, mevrouw BATAILLE, dat is geen concert waarbij de orgels werden gebruikt, denk ik. Ik begrijp dus niet echt het verband met uw interpellatie. Dat was een koor, dat waren mensen die zongen.

Louise-Marie BATAILLE:

"Die orgels bevinden zich in een kerk waar bezoekers blijven komen en die men blijft gebruiken voor activiteiten die voor iedereen toegankelijk zijn."

Thierry MOMMER:

"Dank u, mijnheer de voorzitter. "De interpellatie van mevrouw Bataille gaat over een onderwerp waar we zelden van horen. Dat is de reden waarom ik tussenbeide wilde komen door ervoor te pleiten dat de gemeente een duwtje in de rug geeft. Daar zijn verschillende redenen voor: ten eerste omdat een kerk, of men nu gelovig is of niet, een plaats is van rust, kalmte en sereniteit in een wereld die een grote chaos is. Het is misschien niet slecht om mensen er gebruik van te laten maken. En in die kerken zijn er vaak orgels, die zeldzame maar prachtige instrumenten zijn die het beste tot hun recht komen in gebouwen met zo'n omvang.

Ik nodig u trouwens uit wan het lijkt erop dat er daar scholen zijn, of een klas, met instemming van de parochies. Het zijn instrumenten die bezocht kunnen worden en het is de moeite waard want ze zijn echt majestueus.

Tot slot wil ik u eraan herinneren dat het een muziekinstrument is dat het geslacht mannelijk/vrouwelijk perfect respecteert want het is een van de zeldzame woorden van de Franse taal waarin het enkelvoud mannelijk is en het meervoud vrouwelijk. Dat is een bijkomend element voor de gemeente om in te grijpen in het kader van haar hoedanigheid als voortrekkersgemeente op het vlak van gender. Dit laatste element was natuurlijk voor het veeleisende publiek en ik zou dus geïnteresseerd zijn en ik zou echt blij zijn als de gemeente een gebaar zou maken voor dit grote orgels en deze prachtige orgels."

Vincent DE WOLF:

"Om te beginnen, herinner ik degenen die het misschien zijn vergeten dat ik mijn carrière

ben begonnen met de afbraak van de Sint-Gertrudiskerk, niet om persoonlijke redenen, maar omdat die kerk aan het instorten was en het was mijnheer Barthélemy, burgerlijk ingenieur van de dienst Openbare Werken, die op een donderdagochtend naar mij is toegekomen in het college en zei: "Mijnheer, steek de straat over, er is iets aan de hand op het Van Meyelnplein!" We hebben die dag dus gipsbanden gevraagd aan de apothekers om die op de scheuren te bevestigen. Om 6 uur 's morgens werd ik gebeld dat alles kapot was. Waarom vertel ik dat allemaal? Omdat alleen al de afbraak van de Sint-Gertrudiskerk en ik herinner u eraan dat die kerk is ingestort doordat er een waterleiding liep onder de kerk die eigendom was van de kerkfabriek, net zoals het terrein, en die waterleiding is gesprongen. De leiding was niet verzekerd door de fabriek. De druk op het water heeft ervoor gezorgd dat er een gat ontstond in de zanderige ondergrond. Het gat verspreidde zich ook onder de riool totdat de riool is gesprongen. Onder druk van het water werd al het materiaal in de riool gestuwd als met een grote Karcher. Daardoor is de kloktoren volledig losgekomen van de structuur van de kerk en zijn de spitsbogen opengegaan waardoor de hemel zichtbaar werd. Dat alles heeft de gemeente meer dan 300.000 euro gekost zonder rekening te houden met de tijdelijke heraanleg van het plein om te vermijden dat het overwoekerd zou worden want het ging toch over 25 tot 30 are bakstenen verspreid over het plein.

Enkele jaren later werd de gevel van de Sint-Antoonkerk volledig opgeknapt op kosten van de gemeenten. Er werden maasstenen geplaatst. Dat wil zeggen dat stenen altijd een richting hebben. Als we een steen dus tegen zijn richting plaatsen en ze aan een gevel hangt, dan gaat die op een bepaald moment splijten en barsten. Aangezien er stenen van meerdere kilo's van 30 meter hoogte naar beneden vielen, moest ik allereerst de toegang tot de kerk verbieden. Bovendien werd er in die tijd 60 miljoen Belgische frank geïnvesteerd om de volledige gevel te herstellen.

En zo leerde ik dat de kerkfabrieken zeer zelden een overschot hebben en vaak een tekort hebben. De Napoleontische wet, die dateert van voor België, verplicht de gemeenten waar de kerkfabrieken zijn gevestigd om de tekorten van die kerkfabrieken aan te vullen. Wat ik echter niet wist, is dat wanneer gelovigen of sympathisanten of eenvoudigweg mensen die een deel van hun patrimonium aan de kerkfabriek willen nalaten de fabriek aanspreken, het legaat in feite nooit plaatsvindt ten gunste van de fabriek, maar ten gunste van de parochiewerken die verenigingen zonder winstoogmerk zijn die systematische worden opgericht en gelinkt zijn aan de fabriek en dezelfde naam hebben. Hierdoor kan de fabriek geen overschot hebben, maar eventueel wel een tekort waardoor de gemeente verplicht is om tussenbeide te komen. Ik laat het aan u over om te oordelen over de opportuniteit van dit soort nogal bijzondere situaties en het is bij die gebeurtenissen dat wij dat hebben kunnen zien.

Ik haast mij om te zeggen dat dit niet het geval zal zijn voor de herbouw van de Sint-Gertrudiskerk, waarvoor bij mijn weten net een vergunning werd uitgereikt door het Gewest, aangezien wij die kerk wilden herbouwen met een heel ander volume, met de tussenkomst van het ministerie van Justitie en vervolgens het Gewest en met een gemeentelijke tussenkomst. Het moet echter wel gezegd dat de kerkfabriek met eigen middelen wilde bouwen op basis van giften die ze had ontvangen via de parochiale vzw omdat zij bouwheer wilde zijn. Ik zeg dit om de dingen in een context te plaatsen omdat ik denk dat niet iedereen zich bewust is van deze nogal bijzondere situatie.

Wat dit geval betreft, is het college verbaasd over uw interpellatie, mevrouw, omdat het niet het college en niet de raad zijn die beslissen over de goedkeuring of de weigering van de begroting van een kerkfabriek. Wij geven enkel een advies. En dus verbaast de interpellatie van de heer MOMMER die bij de uwe werd gevoegd mij nog meer aangezien het de toezichhoudende overheid van het Gewest is, dat hem niet vreemd is, dat de begroting al dan niet moet goedkeuren. Dus ik begrijp uw tussenkomsten helemaal niet. Ik herinner u eraan dat er bedragen die in de fabriek van Heilig-Hart waren ingeschreven zonder enig voorafgaand overleg met de gemeente. Dat is niet vriendelijk. Er werd 40.000 euro (dat is al buitensporig) ingeschreven door de gemeente. Wanneer er een prijsofferte

werd aangevraagd voor de herstelling van het orgel, bleek dat de eerste offerte een bedrag van 238.100 euro vermeldde, dat is bijna 10 miljoen oude Belgische frank. Gezien de omvang van dit bedrag was de gemeente van mening dat zij geen gunstig advies wilde geven, maar een ongunstig advies voor de herstelling van de orgels. Wat het juridische aspect betreft, en u bent een goede juriste **mevrouw BATAILLE** en u zult dus het nodige onderzoekwerk hebben gedaan, maar het zoekwerk dat wij hebben gedaan leert ons dat de *vadamecum*s van de kerkfabrieken vermelden dat de gemeente verplicht is om de tekorten van de kerkfabrieken aan te vullen voor wat betreft alle uitgaven die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de eredienst. Zijn orgels dus nodig voor het houden van erediensten of kunnen vandaag geen andere instrumenten worden gebruikt in een kerk om kwaliteitsvolle muziek te maken? Het woord is aan u. Willen andere leden van het college iets zeggen? U hebt het woord.”

Louise-Marie BATAILLE:

“Mijnheer de burgemeester, ik dank u voor de elementen die u aanbrengt, maar ik heb geen antwoord gekregen op mijn vraag of u bereid bent om opnieuw rond de tafel te zitten om de communicatie die er is geweest over het alternatief van 75.000 euro uit te klaren?”

Vincent DE WOLF:

“Wel, u kent onze traditie van raadpleging en participatie, mevrouw, ik zeg u alleen maar dat de raad op 16 december, en u was erbij, een negatief advies hierover heeft gestemd. Dit negatieve advies wordt aan het Gewest voorgelegd, dat is de stand van zaken in het dossier. Voor de rest moet men vandaag niemand rond de tafel brengen om te overleggen. De raad heeft een standpunt ingenomen en de toezichthoudende overheid zal het laatste woord hebben. Verder zien we wel. Als er een verzoek voor een vergadering is, denk ik dat de vertegenwoordigers van de fabriek groot genoeg zijn om contact met ons op te nemen, zonder dat ze door uw tussenpersoon de hele kliek moeten optrommelen om een show te maken in de gemeenteraad, maar dat doet ieder zoals hij wil. Het incident is gesloten.”

17.02.2020/A/0029 **Interpellation de Madame ARAUJO MIÑO sur la prise en charge du handicap par l'administration communale d'Etterbeek.**

La commune d'Etterbeek est active en matière de handicap. On peut prendre par exemple la mise en place du service Contact Plus qui a été créé pour donner un accompagnement dans les démarches administratives aux personnes âgées et/ou handicapées ; ou bien se référer au Conseil consultatif de la personne handicapée qui implique les personnes en situation de handicap et leurs organisations dans les réflexions portant notamment sur l'accessibilité, l'inclusion, ...

Néanmoins, il y a toujours des pistes d'actions supplémentaires en vue de développer une commune où l'inclusion des personnes en situation de handicap devient une évidence. Notamment dans les domaines de l'emploi, de l'accessibilité, ou de la prise en compte du handicap de manière transversale dans les politiques communales.

Par exemple, le dernier rapport 2018 sur l'emploi des personnes handicapées dans les administrations communales de la Région de Bruxelles-Capitale montre que le pourcentage de personnel handicapé employé par la Commune d'Etterbeek n'atteint que 1,61%. Or, l'ordonnance du 2 février 2017 prévoit que les administrations des pouvoirs locaux emploient au moins une personne handicapée à mi-temps par tranche de 20 équivalents temps plein (ETP) prévus au cadre du personnel, soit un taux de 2,5 %.

Dans l'optique de renforcer les actions en la matière, la Région a réalisé un guide du *handistreaming* au niveau local. Celui-ci reprend des exemples de bonnes pratiques pour permettre aux personnes en situation de handicap de participer en toute autonomie à la vie politique, économique, sociale et culturelle de la commune.

Dans cette optique, je souhaiterais savoir :

1. Quelles mesures qualitatives ont été ou sont envisagées dans le but d'augmenter le pourcentage d'emploi des personnes avec handicap au niveau de l'administration communale d'Etterbeek ?
2. Si lors des grands projets communaux (notamment la nouvelle maison communale ou le contrat de quartier durable) les besoins des personnes en situation de handicap sont bien pris en compte?
3. Est-ce que le guide *handistreaming* a déjà fait l'objet de réflexions au niveau de l'administration communale ou d'un échange avec le Conseil consultatif ? Serait-il envisageable de créer un plan handicap pour la commune d'Etterbeek ?

Le Conseil entend l'interpellation.

Le président a lu la réponse du service.

Interpellatie van Mevrouw ARAUJO MIÑO betreffende de gehandicaptenzorg door het gemeentebestuur van Etterbeek.

De gemeente Etterbeek is actief op het vlak van gehandicaptenzorg. Een voorbeeld daarvan is de dienst Contact Plus die werd opgericht om oudere mensen en/of mensen met een handicap te begeleiden of de Adviesraad voor Personen met een Handicap die personen met een handicap en hun organisaties mee laat nadenken over toegankelijkheid, inclusie, enzovoort.

Toch zijn er altijd extra actiemogelijkheden om te bouwen aan een gemeente waar de inclusie van personen met een handicap vanzelfsprekend wordt. In het bijzonder binnen domeinen zoals tewerkstelling en toegankelijkheid of door op een transversale manier rekening te houden met handicaps in het beleid.

Zo blijkt uit het recentste verslag van 2018 over de tewerkstelling van personen met een handicap in de gemeentebesturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat het tewerkstellingspercentage van personen met een handicap binnen het personeel van de gemeente Etterbeek slechts 1,61% bedraagt. De ordonnantie van 2 februari 2017 bepaalt echter dat lokale besturen minstens een halftijdse persoon met een handicap moeten tewerkstellen per 20 voltijdse equivalenten (VTE) in het personeelskader, dat wil zeggen een percentage van 2,5%.

Met de bedoeling om de acties binnen dit domein te versterken, heeft het Gewest de "Gids van handistreaming op lokaal niveau" uitgebracht. Die gids geeft voorbeelden van goede praktijken om personen met een handicap de mogelijkheid te geven om volledig zelfstandig deel te nemen aan het politieke, economische, maatschappelijke en culturele leven in de gemeente.

In dat opzicht zou ik het volgende willen weten:

1. Welke kwalitatieve maatregelen werden of worden overwogen met als doel om het tewerkstellingspercentage van personen met een handicap binnen het gemeentebestuur van Etterbeek te verhogen?

2. Wordt er bij grote gemeentelijke projecten (zoals het nieuwe gemeentehuis of het Duurzaam Wijkcontract) wel degelijk rekening gehouden met de behoeften van personen met een handicap?
3. Wordt er op het niveau van het gemeentebestuur of binnen de adviesraad al nagedacht over de “Gids van handistreaming”? Kan er overwogen worden om een handicapplan in het leven te roepen voor de gemeente Etterbeek?

De raad hoort de interpellatie.

De voorzitter heeft het antwoord van de afdeling gelezen.

Vanessa ARAUJO MIÑO :

*« Merci beaucoup Monsieur le Président, Chers collègues, chers citoyens, La commune d’Etterbeek est active en matière de handicap. On peut prendre par exemple la mise en place du service **Contact Plus** qui a été créé pour donner un accompagnement dans les démarches administratives aux personnes âgées et/ou handicapées ; ou bien se référer au Conseil consultatif de la personne handicapée qui implique les personnes en situation de handicap et leurs organisations dans les réflexions portant notamment sur l’accessibilité, l’inclusion, ...*

Néanmoins, il y a toujours des pistes d’actions supplémentaires en vue de développer une commune où l’inclusion des personnes en situation de handicap devient une évidence. Notamment dans les domaines de l’emploi, de l’accessibilité, ou de la prise en compte du handicap de manière transversale dans les politiques communales.

Par exemple, le dernier rapport 2018 sur l’emploi des personnes handicapées dans les administrations communales de la Région de Bruxelles-Capitale montre que le pourcentage de personnel handicapé employé par la Commune d’Etterbeek n’atteint que 1,61%. Or, l’ordonnance du 2 février 2017 prévoit que les administrations des pouvoirs locaux emploient au moins une personne handicapée à mi-temps par tranche de 20 équivalents temps plein (ETP) prévus au cadre du personnel, soit un taux de 2,5 %.

Dans l’optique de renforcer les actions en la matière, la Région a réalisé un guide du handistreaming au niveau local. Celui-ci reprend des exemples de bonnes pratiques pour permettre aux personnes en situation de handicap de participer en toute autonomie à la vie politique, économique, sociale et culturelle de la commune.

Dans cette optique, je souhaiterais savoir :

1. *Quelles mesures qualitatives ont été ou sont envisagées dans le but d’augmenter le pourcentage d’emploi des personnes avec handicap au niveau de l’administration communale d’Etterbeek ?*
2. *Si lors des grands projets communaux (notamment la nouvelle maison communale ou le contrat de quartier durable) les besoins des personnes en situation de handicap sont bien pris en compte?*
3. *Est-ce que le guide handistreaming a déjà fait l’objet de réflexions au niveau de l’administration communale ou d’un échange avec le Conseil consultatif ? Serait-il envisageable de créer un plan handicap pour la commune d’Etterbeek ? Merci»*

Gisèle MANDAILA :

« Merci Monsieur le Président, je voudrais me joindre à l’interpellation de ma collègue pour vous signifier que comme vous savez DéFi a toujours eu un souci par rapport à la question de la personne handicapée et par rapport à cela, je pense que je peux rejoindre certaines idées de ma collègue qui dit que notre commune, en effet est une commune pilote

en pas mal de matières, notamment en matière de personnes handicapées.

Bien qu'étant dans l'opposition, je peux constater qu'il y a des avancées sur cette question, toutefois j'avais une petite question complémentaire sur cela, je voulais savoir : « Est-ce que la commune a déjà organisé des procédures de sélection pour engager prioritairement des personnes handicapées tant que le quota de 2,5 % n'était pas encore atteint, et ma 2^{ème} préoccupation c'est de savoir si la commune fait appel pour l'un ou l'autre marché à des (inaudible) de travail adapté ?

Vincent DE WOLF :

*« Bien, donc je vais tenter de vous répondre de manière cohérente. Donc vous savez tout d'abord que le service **Contact Plus** a été créé à mon initiative il y a un certain nombre d'années, ça avait été salué par l'ensemble des groupes et ce service **Contact Plus** concerne notamment les personnes âgées et/ou porteuses d'handicap en vue de centraliser l'aide par rapport à ces personnes.*

Par rapport au pourcentage de personnes qui sont engagées par la commune, la difficulté à laquelle nous sommes confrontés régulièrement, c'est que nous avons un certain nombre de personnes handicapées, ces personnes ne souhaitent pas être mentionnées ni au niveau de leur identité, ni au niveau des services dans lesquels elles travaillent, ni même être répertoriées comme personnes handicapées pour la plupart, et c'est encore leur vie privée qui doit prédominer. Donc je peux en tout cas vous dire que chiffre de personnes handicapées au service de la commune est supérieur au pourcentage qui est communiqué et que vous avez repris dans votre interpellation, parce qu'il y a un chiffre gris, ou un chiffre noir complémentaire de personnes qui existent au sein de nos services, mais qui ne souhaitent être répertoriées tel quel.

En ce qui concerne alors la participation des personnes handicapées à la gestion communale, vous devez savoir que nous avons créé un conseil consultatif de la personne handicapée qui est présidé par une personne handicapée, que ce conseil consultatif a eu beaucoup de succès et qu'il nous a appris énormément de choses, notamment qu'à l'époque dans les logements sociaux lorsqu'on adaptait un logement à une personne handicapée en chaise roulante, le coût était à peu près de de 20 000 € pour avoir des baignoires adaptées, salles de bains adaptées, convecteurs électriques adaptés, largeur de porte etc. et qu'à l'époque rien n'était fait pour que cet appartement ou cette maison soit réservé, après le départ de la personne à une autre personne handicapée, mais remis comme ça bêtement dans le circuit et cette accessibilité n'était pas préservée pour d'autres. Nous avons veillé aussi et encore récemment, à prévoir en accord avec l'échevin des classes moyennes, des visites sur le terrain et depuis 2016, chaque année nous avons des visites sur le terrain de personnes handicapées avec différents handicaps, soit pour relever les difficultés existantes en voirie publique, soit pour soumettre avant travaux, sur base des plans et sur base des projets en voirie publique et en bâtiments publics, les difficultés que les personnes handicapées peuvent nous communiquer. Parce que personne mieux qu'une personne handicapée ne peut décrire les difficultés qu'elle peut rencontrer dans son cheminement.

Et donc comme ça été le cas récemment, dans des quartiers comme le quartier de la Chasse où j'y ai été personnellement l'année dernière en fin d'année.

Est-ce que nous veillons dans les bâtiments publics à respecter la différence positive à faire par rapport aux personnes à mobilité réduite, notamment, la réponse est oui, donc c'est le cas pour le bâtiment des Jardins de la Chasse donc au niveau du futur centre administratif, c'est le cas pour les toilettes, c'est le cas pour les aires de rotation, c'est le cas pour les portes et les trottoirs, c'est le cas pour les largeurs pour le couloir; c'est le cas aussi pour les parkings, même si nous y reviendrons avec Madame MATIN FAR pour les femmes un jour prochain. Les portes d'entrée spécifiques avec commandes d'ouverture automatique, les accueils Commune et CPAS avec des guichets rabaisés, des guichets salle de réunion,...

Sachez d'ailleurs aussi que pour le personnel, nous avons un mobilier adapté qui

permettra de modifier la hauteur du mobilier en fonction de la taille de la personne indépendamment ou non de son handicap, les tables de bureau qui sont donc abattables, les ascenseurs avec des commandes abaissées et également en langage braille, tous les bureaux sont prévus pour accueillir notamment les personnes à mobilité réduite, doubles rampes d'escalier aussi avec des hauteurs différentes.

En ce qui concerne le contrat de quartiers durables également concertation et participation PMR pour l'ensemble de l'infrastructure, balade PMR depuis 2016 comme je vous le disais, et prise en compte des problèmes techniques et contraintes techniques dans l'ensemble des infrastructures du CQD.

Je tiens à votre disposition la liste des bâtiments :

- **Orient 7/9** : 6 logements accessibles aux PMR, mais pas adaptés PMR (pas de sanitaires PMR)
- **Maison Hap** : infrastructure classée accessible aux PMR ; nouvel accès PMR depuis le parc, ascenseur vers tous les niveaux, sanitaire PMR à l'étage -1
- **Orangerie** : infrastructure dans site classé, sanitaire PMR au rez-de-chaussée et au +1 ; les deux niveaux sont accessibles par les PMR par l'extérieur (pas d'ascenseur à l'intérieur)
- **Jardin Hap** : partie historique (centrale) du jardin accessible PMR via l'entrée chaussée de Wavre, de même que la terrasse « Lorfor », jusqu'à l'entrée du potager
- **Auderghem 219** : nouvelle infrastructure (salle polyvalente) adaptée PMR ; accès via le porche rue Fétis et sanitaire PMR au rez-de-chaussée (niveau salle polyvalente)
- **Auderghem 221** : crèche adaptée PMR ; ascenseur vers les 2 étages et sanitaire PMR au rez-de-chaussée ; 4 logements accessibles aux PMR mais pas adaptés PMR (pas de sanitaires PMR)
- **Auderghem 233** : 2 infrastructures au rez accessibles PMR, sanitaire PMR à l'Espace Famille + 3 logements rénovés (étages +1, +2, +3) non accessibles PMR ;
- **Préau 24 (ludothèque)** : les deux étages de l'infrastructure sont accessibles PMR par l'extérieur (pas d'ascenseur à l'intérieur), avec sanitaire PMR à l'étage inférieur
- **Wavre 506** : pas d'accessibilité PMR au centre PMS ni aux 2 logements
- **Jardin Beauport** : chemins partiellement bétonnés pour faciliter la promenade des PMR

Vanessa ARAUJO MIÑO :

« Merci. En effet il y a quand même pas mal de démarches qui sont initiées. C'est vrai que concernant l'emploi c'est un rapport qui date de 2018, en espérant que celui de 2019 mettra en évidence peut-être ou pas l'existence de personnes en situation d'handicap, il faut peut-être savoir que certaines personnes en situation d'handicap des fois dû à la législation en termes d'allocations ne préfèrent pas se présenter en terme d'employés, et ça peut être intéressant dans la commune aussi pourquoi pas de mettre une personne qui s'y connaisse bien en termes de législation (qui pourrait renseigner les personnes handicapées sur la perte de leurs bénéfiques ou pas en terme d'allocations). Merci pour les réponses.

Vanessa ARAUJO MIÑO:

“Hartelijk dank, mijnheer de voorzitter, beste collega's, beste burgers,

De gemeente Etterbeek is actief op het vlak van gehandicaptenzorg. Een voorbeeld daarvan is de dienst Contact Plus die werd opgericht om oudere mensen en/of mensen met

een handicap te begeleiden of de Adviesraad voor Personen met een Handicap die personen met een handicap en hun organisaties mee laat nadenken over toegankelijkheid, inclusie, enzovoort.

Toch zijn er altijd extra actiemogelijkheden om te bouwen aan een gemeente waar de inclusie van personen met een handicap vanzelfsprekend wordt. In het bijzonder binnen domeinen zoals tewerkstelling en toegankelijkheid of door op een transversale manier rekening te houden met handicaps in het beleid.

Zo blijkt uit het recentste verslag van 2018 over de tewerkstelling van personen met een handicap in de gemeentebesturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat het tewerkstellingspercentage van personen met een handicap binnen het personeel van de gemeente Etterbeek slechts 1,61% bedraagt. De ordonnantie van 2 februari 2017 bepaalt echter dat lokale besturen minstens een halftijdse persoon met een handicap moeten tewerkstellen per 20 voltijdse equivalenten (VTE) in het personeelskader, dat wil zeggen een percentage van 2,5%.

Met de bedoeling om de acties binnen dit domein te versterken, heeft het Gewest de “Gids van handistreaming op lokaal niveau” uitgebracht. Die gids geeft voorbeelden van goede praktijken om personen met een handicap de mogelijkheid te geven om volledig zelfstandig deel te nemen aan het politieke, economische, maatschappelijke en culturele leven in de gemeente.

In dat opzigt zou ik het volgende willen weten:

- 1. Welke kwalitatieve maatregelen werden of worden overwogen met als doel om het tewerkstellingspercentage van personen met een handicap binnen het gemeentebestuur van Etterbeek te verhogen?*
- 2. Wordt er bij grote gemeentelijke projecten (zoals het nieuwe gemeentehuis of het Duurzaam Wijkcontract) wel degelijk rekening gehouden met de behoeften van personen met een handicap?*
- 3. Wordt er op het niveau van het gemeentebestuur of binnen de adviesraad al nagedacht over de “Gids van handistreaming”? Kan er overwogen worden om een handicapplan in het leven te roepen voor de gemeente Etterbeek? Bedankt.”*

Gisèle MANDAILA:

“Dank u, mijnheer de voorzitter, ik wil me bij de interpellatie van mijn collega aansluiten om u te zeggen dat DéFi zich, zoals u weet, altijd al heeft bekommerd over personen met een handicap. In verband hiermee denk ik dat ik het eens kan zijn bij een aantal ideeën van mijn collega die zegt dat onze gemeente inderdaad een voortrekkersgemeente is op heel wat gebieden, met name op het vlak van personen met een handicap.

Hoewel ik in de oppositie zit, kan ik vaststellen dat er vooruitgang is op dit vlak, maar ik had toch een bijkomende vraag hierover. Ik wilde het volgende weten: “Heeft de gemeente al selectieprocedures georganiseerd om bij voorrang personen met een handicap aan te werven zolang het quotum van 2,5% nog niet is bereikt? Mijn tweede zorg is om te weten of de gemeente voor een of andere opdracht een beroep doet op (...) beschutte werkplaatsen?”

Vincent DE WOLF:

“Goed, ik ga proberen om u een samenhangend antwoord te geven. Allereerst weet u dat de dienst Contact Plus enkele jaren geleden werd opgericht op mijn initiatief. Alle fracties waren daar zeer blij mee. De dienst Contact Plus is vooral bedoeld voor oudere mensen en/of mensen met een handicap om de hulp voor die mensen te centraliseren.

Met betrekking tot het percentage van mensen die in dienst worden genomen door de

gemeente, is de moeilijkheid waarmee wij regelmatig worden geconfronteerd dat we een aantal mensen hebben met een handicap, maar dat die mensen niet vermeld willen worden noch hun identiteit, noch de diensten waar zij zijn tewerkgesteld. De meesten van hen willen ook niet worden geregistreerd als mensen met een handicap. En hun privéleven is nog steeds het belangrijkste. Ik kan u dus in ieder geval zeggen dat het aantal mensen met een handicap die bij de gemeente werken hoger is dan het percentage dat werd gegeven en dat u in uw interpellatie noemt. Het is immers een grijs cijfer of een zwart cijfer aangevuld met mensen die in onze diensten werken maar niet als zodanig willen worden vermeld.

Wat de deelname van personen met een handicap aan het gemeentelijk bestuur betreft, moet u weten dat wij een Adviesraad voor Personen met een Handicap hebben opgericht, die wordt voorgezeten door een persoon met een handicap. Die adviesraad is zeer succesvol geweest en heeft ons veel geleerd, met name dat in de tijd dat de sociale woningen werden aangepast aan personen met een handicap in een rolstoel de kosten voor aangepaste badkuipen, aangepaste badkamers, aangepaste elektrische convectoren, deurbreedtes enzovoort ongeveer 20.000 euro bedroegen. Er werd toen niets gedaan om ervoor te zorgen dat dit appartement of huis, na het vertrek van de persoon, werd voorbehouden aan een andere persoon met een handicap, maar gewoonweg opnieuw in het circuit terecht kwam en dat de woning niet werd voorbehouden voor anderen. We hebben ook steeds en zelfs recent nog in overleg met de schepen van Middenstand bezoeken op het terrein georganiseerd. Sinds 2016 hebben we elk jaar bezoeken op het terrein met personen met verschillende handicaps hetzij om bestaande moeilijkheden op de openbare weg vast te stellen, hetzij om vóór de werkzaamheden en op basis van de plannen en op basis van de ontwerpen voor openbare wegen en openbare gebouwen, de moeilijkheden voor te leggen waar personen met een handicap ons op hebben gewezen. Omdat niemand beter dan een persoon met een handicap de moeilijkheden kan beschrijven die hij of zij op zijn of haar traject kan tegenkomen.

Dat was recent bijvoorbeeld het geval in wijken zoals de Jachtwijk, waar ik eind vorig jaar zelf aanwezig was.

Zorgen we er in openbare gebouwen voor dat we het positieve verschil respecteren dat moet worden gemaakt met betrekking tot mensen met beperkte mobiliteit, dan is het antwoord ja. Dat is het geval voor het gebouw op het Jachthof, ons toekomstige administratief centrum, dat is het geval voor de toiletten, het is het geval voor de rotatiezones, het is het geval voor de deuren en de voetpaden, het is het geval voor de breedtes voor de gang, het is ook het geval voor de parkings, ook al komen we daar binnenkort met mevrouw MATIN FAR nog op terug voor wat vrouwen betreft. De specifieke toegangsdeuren met automatische openingscontrole, de onthaalbalies van de gemeente en het OCMW met loketten die in hoogte kunnen worden veresteld, vergaderzalen...

U moet ook weten dat we voor het personeel aangepaste meubels hebben die het mogelijk maken om de hoogte van het meubilair aan te passen aan de grootte van de persoon, onafhankelijk of niet van zijn handicap, bureau die kunnen worden verlaagd, liften met verlaagde bedieningselementen en ook in braille, alle kantoren zijn ontworpen om in het bijzonder mensen met beperkte mobiliteit te ontvangen, maar ook dubbele traphellingen met verschillende hoogtes.

Wat het Duurzaam Wijkcontract betreft, is er ook overleg en inspraak geweest met PBM voor alle infrastructuren. Er zijn ook de wandelingen voor PBM sinds 2016, zoals ik eerder al heb gezegd. En in alle infrastructuren van het DWC houden rekening met de technische problemen en vereisten.

Ik heb hier voor u de lijst met gebouwen:

- **Morgenlandstraat 7/9:** 6 woningen die toegankelijk zijn voor PBM, maar niet aangepast zijn voor PBM (geen sanitair voor PBM)
- **Haphuis:** infrastructuur toegankelijk voor PBM; nieuwe toegang voor PBM vanaf het park, lift naar alle niveaus, sanitair voor PBM op verdieping -1

- **Oranjerie:** infrastructuur toegankelijk voor PBM; sanitair voor PBM op benedenverdieping en op +1; beide niveaus zijn toegankelijk voor PBM langs buiten (geen lift binnen)
- **Haptuin:** (centrale) historische gedeelte van de tuin toegankelijk voor PBM via ingang op de Waverssesteenweg net zoals het terras “Lorfor” vanaf die ingang van de moestuin
- **Oudergemlaan 219:** nieuwe infrastructuur (polyvalente zaal) aangepast voor PBM; toegang via portaal in Fétisstraat en sanitair voor PBM op de benedenverdieping (niveau polyvalente zaal)
- **Oudergemlaan 221:** crèche aangepast voor PBM; lift met 2 verdiepingen en sanitair voor PBM op de benedenverdieping; 4 woningen toegankelijk voor PBM maar niet aangepast voor PBM (geen sanitair voor PBM)
- **Oudergemlaan 233:** 2 infrastructuren op de benedenverdieping toegankelijk voor PBM, sanitair voor PBM in Espace Famille + 3 gerenoveerde woningen (verdiepingen +1, +2, +3) niet toegankelijk voor PBM;
- **Pandhoflaan 24 (ludotheek):** de twee verdiepingen van de infrastructuur zijn toegankelijk voor PBM langs buiten (geen lift binnen), met sanitair voor PBM op de onderste verdieping
- **Waverssesteenweg 506:** niet toegankelijkheid voor PBM voor het PMS-centrum, noch voor de 2 woningen
- **Beauporttuin:** wegen gedeeltelijk aangelegd in beton zodat PBM gemakkelijker kunnen wandelen

Vanessa ARAUJO MIÑO:

“Dank u. Er werden inderdaad al heel wat stappen gezet. Het klopt dat wat betreft de werkgelegenheid, het gaat over een verslag dat dateert van 2018. We hopen dat het verslag van 2019 misschien wel of niet het bestaan van personen met een handicap zal benadrukken. U moet misschien weten dat sommige mensen met een handicap als gevolg van de wetgeving in verband met uitkeringen zich liever niet voorstellen als werknemers. Het kan interessant zijn om binnen de gemeente een persoon te hebben die goed op de hoogte is van de wetgeving en die personen met een handicap zou kunnen informeren of ze al dan niet hun uitkering zouden verliezen. Bedankt voor uw antwoorden.”

Levée de la séance à 21:40
Opheffing van de zitting om 21:40

Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De burgemeester-voorzitter,

Annick Petit

Vincent De Wolf